



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED**

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE**

MAITRISE ES ARTS (HISTOIRE)

LE SOUVENIR DE LA COMMUNE DE 1871

A TRAVERS LA PRESSE D'OPINION PARISIENNE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

par

Hubert Lussier

B.A. (avec spécialisation en Histoire)
de l'Université d'Ottawa

DEPARTEMENT D'HISTOIRE
Ecole des Etudes supérieures

Université d'Ottawa

1980



H. Lussier, Ottawa, Canada, 1980

Nous tenons à remercier le professeur Hubert Watelet pour les nombreux conseils qu'il nous a prodigués durant la rédaction du travail. Ces pages lui doivent beaucoup. Et nous n'aurions osé citer en exergue des propos apparemment chargés d'espoirs ambitieux si nous n'avions pas été assuré de sa caution.

L'histoire contemporaine, jusqu'ici, a presque totalement négligé l'univers vaste et ténébreux du vécu collectif et des représentations mentales. Comment la société, comment chaque groupe social façonne, transmet, modifie ses "modèles culturels", ses conceptions du monde? Quelles sont, par catégories sociales, mais aussi par régions, les différenciations culturelles, comment s'opèrent les échanges, quels sont les mimétismes, les rejets? Quand, pourquoi et comment, à quels rythmes se font les mutations, les combinaisons de l'ancien et du nouveau? Ample terrain à défricher...

Claude Willard (Histoire économique et sociale de la France, t. 4, vol. 2)

INTRODUCTION

Selon René Rémond, la Commune de Paris fait partie "des grands souvenirs qui divisent (...) les Français"¹. "Exception faite de la grande Révolution (...), écrit-il, aucune insurrection populaire n'a laissé une trace aussi profonde, aussi durable" sur les mentalités politiques françaises. C'est aussi l'opinion de Jean Touchard, qui peut constater en 1967 que "le souvenir de la Commune continue à opposer la droite et la gauche"². Or à cet égard, les tensions sociales et politiques créées par la conjoncture de l'entre-deux-guerres furent de nature à conférer une intensité toute particulière au souvenir de 1871.

En effet, après avoir réussi à unir toutes les forces de la nation tendues vers la défense du territoire entre 1914 et 1918, le régime de la IIIe République fut incapable d'éviter le retour aux luttes de classes de la fin du XIXe siècle. Dès 1919, la classe ouvrière reprenait le chemin de la grève générale et retournait dans le ghetto social qui avait été le sien avant la guerre. L'exemple de 1917 contribuait d'ailleurs à nourrir les espoirs de révolution dans une grande partie du prolétariat, tandis que la bourgeoisie, prompt à voir surgir le spectre du "grand soir", se cramponnait à ses intérêts de classe. Mais même pour cette dernière, clef de voûte de ce que Stanley Hoffmann appelle la "société bloquée"³ pour caractériser la France de la IIIe République, les motifs d'insatisfaction s'accumulaient. La bourgeoisie se mit à regretter la belle époque, dont la stabilité, rétrospectivement rehaussée, contrastait avec les difficultés de la reconstruction économique, les déboires financiers et monétaires, et l'instabilité ministérielle qui marquèrent les années vingt. Sous le choc de la

dépression qui s'installe à partir de 1931, un nombre croissant des membres des classes moyennes rejoignit les travailleurs parmi le groupe de ceux qui contestaient l'édifice social et politique français⁴. Entre 1934 et 1939, cet édifice fut dangeureusement ébranlé. L'état des divisions qui déchiraient le pays atteignit un niveau alarmant, que la menace toujours plus pressante du péril allemand - ainsi que du péril bolchevik, déjà présent dans de nombreux esprits - ne fit qu'aggraver. C'est une France profondément désunie qui entra en guerre en 1939. Dans ce contexte, les oppositions entretenues autour des images du drame de 1871 purent acquérir une acuité inaccoutumée.

Or, de 1919 à 1939, les organisations et les partis ouvriers reprirent la tradition - inaugurée en 1880, avec l'amnistie des communards, mais interrompue durant le conflit mondial - de commémorer la Commune en participant à des défilés au cimetière du Père-Lachaise, devant le Mur des fédérés où furent fusillés les derniers combattants de 1871. Ces commémorations furent l'occasion pour la presse d'exprimer ce qu'elles évoquaient. Nous nous proposons donc de nous pencher sur un aspect du souvenir gardé de la Commune pendant l'entre-deux-guerres: nous en étudierons les contenus idéologiques et affectifs tels qu'ils apparaissent lors des commémorations annuelles, à travers la presse d'opinion parisienne, entre 1919 et 1939.

Cette recherche se distingue à plusieurs titres des travaux existants consacrés à "la Commune après la Commune".

Alors que ces travaux se limitent d'ordinaire au cadre d'une des deux grandes familles politiques françaises, nous voulons repérer les images de l'insurrection telles que représentées parmi des courants allant de la gauche

communiste jusqu'à la droite monarchiste. Les quotidiens choisis permettent de couvrir cinq des tendances idéologiques françaises les plus importantes. Ce sont l'Humanité (parti communiste), le Populaire (S.F.I.O.), l'Oeuvre (radical-socialisant), le Temps (centre-droit) et l'Action française (droite).

Par ailleurs, en scrutant l'entre-deux-guerres, nous touchons à une période relativement négligée du point de vue qui nous intéresse, et pourtant riche en événements offrant une prise au surgissement des images de la Commune. Les études portant sur ces dernières se concentrent en effet sur l'époque précédant 1914.

Enfin, ces études se bornent le plus souvent aux aspects idéologiques et doctrinaux de la question, alors que nous voudrions l'aborder également sous sa dimension affective, nous situant en quelque sorte à la frontière de l'histoire des idéologies et des mentalités⁵. Cette recherche relève du domaine des idéologies ne serait-ce que parce qu'elle s'attache à pénétrer un problème qui divise la société politique française en deux fractions antagonistes. Pour la gauche, la Commune pouvait représenter une confirmation de son schéma de la lutte des classes, un modèle de société, une expérience d'où tirer des enseignements sur la conduite d'un soulèvement, l'exercice ou la prise du pouvoir, une référence historique capable de mobiliser les masses ou de légitimer un programme électoral, bref, un outil idéologique de grande valeur. Pour la droite, elle pouvait servir à évaluer le degré de maturité d'une situation révolutionnaire, de source d'enseignement sur la manière d'éviter le retour d'un événement identique, d'exemple de calamité possible, justifiant une politique de fermeté vis-à-vis de la gauche. Mais l'utilisation idéologique de l'événement ne cerne

pas tout le contenu de son souvenir. Celui-ci s'enracine dans un ensemble d'émotions échappant au domaine de l'élaboration rationnelle des idées. Nous devons préciser les formes de l'attachement à la Commune que proposaient les quotidiens de gauche, tandis que pour la droite, il faudra déterminer si la mémoire de la Commune commandait encore la peur, ou la haine, et si le souvenir de la répression contribuait à cette mauvaise conscience de la bourgeoisie de l'entre-deux-guerres dont parle Robert Mandrou dans l'Histoire de la civilisation française⁶.

Du point de vue méthodologique, le travail s'inspire de la démarche suivie par Philippe Joutard dans La légende des Camisards, une sensibilité au passé⁷. Par la consultation de toute la production historiographique et littéraire française consacrée aux Camisards, l'auteur a retracé à travers près de trois siècles le destin sinueux et contrasté d'un récit qui prit, pour les différents groupes qui le véhiculèrent, tantôt l'aspect d'une légende merveilleuse et tantôt celui d'un plaidoyer politique ou religieux. Joutard a donc été attentif au contenu idéologique ainsi qu'à la dimension affective du phénomène, ce dernier étant perçu dans son épaisseur sociale et temporelle, dans la ligne de ce que disait Maurice Halbwachs lorsqu'il affirmait que "toute mémoire collective a pour support un groupe limité dans l'espace et dans le temps"⁸. Et à propos de cette dimension temporelle, Maurice Halbwachs précisait en outre que

le souvenir est dans une très large mesure une reconstitution du passé à l'aide de données empruntées au présent, et préparée d'ailleurs par d'autres reconstructions faites à des époques antérieures et d'où l'image d'autrefois est sortie déjà bien altérée⁹.

Sauf pour le Populaire, qui cessa de paraître régulièrement entre 1924 et 1927, les quotidiens ont été consultés pour chaque année de 1919 à 1939,

inclusivement. Le dépouillement a porté sur deux séries de dates annuelles. Premièrement, la semaine précédant le dimanche de la manifestation au Père-Lachaise, ordinairement le dernier dimanche de mai, puis les jours durant lesquels paraissaient les comptes rendus et les commentaires. Lorsque communistes et socialistes organisèrent des défilés séparés, à une semaine d'intervalle, les limites chronologiques du dépouillement ont évidemment été élargies. Deuxièmement, la semaine encadrant le 18 mars, anniversaire du début de l'insurrection. Des banquets ou des cérémonies commémoratives furent alors souvent tenus par les partis ouvriers, pendant que l'Humanité et le Populaire consacraient plusieurs articles à la Commune. Les autres journaux étudiés firent cependant rarement écho à cet anniversaire.

Etant donné la discrétion, ou le silence, dont les deux quotidiens de droite faisaient généralement preuve lors des anniversaires de la Commune, nous y avons recherché les comptes rendus d'un certain nombre de livres importants parlant de 1871, parus entre 1919 et 1939¹⁰. Cela nous a également amené à consulter l'hebdomadaire Candida, créé en 1924 et de même tendance que l'Action française. Parce que sa vocation était littéraire avant d'être politique, Candida fit en outre paraître plusieurs comptes rendus dont la consultation nous a été fort précieuse. L'utilisation de critiques d'ouvrages parues dans les feuilles de droite a contribué à équilibrer les niveaux d'information fournis par les deux groupes de journaux.

Cette information a été traitée uniquement de façon qualitative. Le recours à des méthodes d'analyse quantitative se prêtait mal à la nature du sujet, d'autant plus qu'il aurait nécessairement impliqué un investissement de temps considérable.

Le plan est conçu selon une division en deux parties. La première, comprenant trois chapitres, donne le cadre d'analyse nécessaire à l'étude des journaux proprement dite, celle-ci constituant la seconde partie du travail.

Le premier chapitre consiste en un aperçu historiographique des principales interprétations de la Commune ayant existé jusqu'à la seconde guerre mondiale. Cet aperçu, qualifié d'"historiographique" même s'il tient compte d'ouvrages politiques aussi bien que de récits historiques, permet de poser les bases de la recherche à la lumière des lectures de l'événement qui pouvaient se faire en France entre 1919 et 1939. Le second chapitre est un survol socio-économique et socio-politique de l'entre-deux-guerres, visant d'abord à donner le contexte des commémorations de la Commune. Le troisième trace le portrait de chaque journal, en précisant son orientation politique, les intérêts qu'il représente, son style, son contenu, ses tirages et la clientèle à laquelle il s'adresse.

Le quatrième et le cinquième chapitre sont consacrés respectivement à l'analyse des trois quotidiens de gauche, et à celle des trois journaux de droite. La construction en a été inspirée par la distinction que Georges Haupt établit entre le symbole et l'exemple de la Commune¹¹. L'explication de cette distinction sera présentée dans la seconde partie du travail.

Il peut sembler téméraire d'approcher un phénomène de mémoire collective, qui plus est avec le souci d'explorer la dimension de l'affectif, par le biais de la presse. Et par ailleurs, il est entendu que la presse ne nous permet pas de rejoindre de façon assurée les mentalités populaires. On peut se

rendre compte des limites de notre approche à partir de témoignages comme ceux que rapporte Rolande Treppe. Selon elle en effet, il existerait, chez les militants ouvriers tout au moins, un souvenir de la Commune qui diffère sensiblement de ce que les historiens, ou les appareils des partis politiques, prétendent tirer de l'événement:

Echec pour les historiens, la Commune n'en était pas pour les gars de la C.G.T. Nous avons dû discuter longuement pour qu'ils parviennent à l'admettre. (...) Il faut essayer de comprendre leur point de vue. Pour eux, effectivement, la Commune, la grève générale de 1920, ce sont des luttes "héroïques", des luttes courageuses et rien que cela. Qu'on puisse les traduire en langage historique et porter un jugement qui les relativise et ils s'imaginent que l'on va démobiliser tous les camarades¹².

Néanmoins, à défaut de traduire de telles visions des choses, qui semblent relever davantage des mentalités populaires, un journal reflète dans une certaine mesure les tendances d'un groupe social, et nous tenterons de préciser cette relation dans le cas des feuilles retenues. Par ailleurs, les journaux ne tiennent pas un langage dépouillé de connotations affectives. Nous verrons qu'il était impossible pour eux de parler d'un sujet tel que la Commune sans remuer des passions, et celles-ci sont évidemment liées jusqu'à un certain point à celles de leurs lecteurs.

Notes de l'introduction

- 1 René Rémond, La vie politique en France, t.2, 1848-1879, Paris, Armand Colin, 1965, p. 281
- 2 Jean Touchard, La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977, p. 27
- 3 Stanley Hoffmann, A la recherche de la France, Paris, Seuil, 1963, p. 17
- 4 Ibid., p. 37
- 5 Robert Mandrou donne de l'histoire des mentalités la définition suivante: "L'histoire des mentalités se donne pour objectif la reconstitution des comportements, des expressions et des silences qui traduisent les conceptions du monde et les sensibilités collectives; représentations et images, mythes et valeurs reconnues ou subies par les groupes ou par la société globale, et qui constituent les contenus des psychologies collectives, fournissent les éléments fondamentaux de cette recherche". ("L'histoire des mentalités", ds Encyclopédie Universalis, Vol.8, Paris, Encyclopaedia Universalis France, 1973, p. 436)
- 6 Georges Duby et Robert Mandrou, Histoire de la civilisation française, vol.2, XVIIe - XXe siècle, Paris, Armand Colin, 1966, p. 318
- 7 Philippe Joutard, La légende des Camisards, une sensibilité au passé, Paris, Gallimard, 1977.
- 8 Maurice Halbwachs, La mémoire collective, Paris, P.U.F., 1968 (1ère édition 1950), p. 75
- 9 Ibid. p. 57
- 10 Ces livres sont marqués d'un astérisque dans la bibliographie.
- 11 Georges Haupt, "La Commune comme symbole et comme exemple", ds La Commune de 1871 - Collège de Paris (mai 1971), Paris, éditions ouvrières, 1971, p. 205-226
- 12 * Rolande Trempé, "Histoire ouvrière, histoire sociale. Table ronde du 6 novembre 1976" dans Le Mouvement social, no 100, juillet-sept. 1977, p.69

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

L'Action française, Paris, 1919-1939

Candide, Paris, 1924-1939

L'Humanité, Paris, 1919-1939

L'Oeuvre, Paris, 1919-1939

Le Populaire, Paris, 1919-1924 et 1927-1939

Le Temps, Paris, 1919-1939

Journal officiel de la République française, Paris, 1er mai - 7 juin 1919;
25 mai - 30 mai 1920; 1er juin - 6 juin 1921; 20 mai - 3 juin 1934;
17 mai - 30 mai 1935; 3 juin - 30 juin 1936; 25 mai - 15 juin 1937

II. TRAVAUX

A. Ouvrages et articles traitant de la Commune²

AZEMA, Jean-Pierre et WINOCK, Michel, Les communards, Paris, Seuil, 1964

BAINVILLE, Jacques, La Troisième République*, Paris, Plon, 1935

BERNANOS, Georges, La grande peur des bien-pensants*, Paris, Grasset, 1931

BOURGET, Paul, Nos actes nous suivent*, 2 vol., Paris, Plon, 1927

BOURGIN, Georges, Histoire de la Commune, Paris, Edouard Cornély & Cie ed., 1907

BRUHAT, J., DANTRY, J. et TERSEN, E., La Commune de 1811, Paris, éditions sociales, 1970

CARBONELL, Charles Olivier, Histoire et historiographie. Une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885, Toulouse, Privat, 1976

CASSOU, Jean, Les massacres de Paris*, Paris, Gallimard, 1935

COGNIOT, Georges, "Proudhonisme et blanquisme dans la Commune et après la Commune", ds Cahiers du Communisme, mars 1971, no 3, p. 47-65

La Commune de 1871. Colloque de Paris (mai 1871), Paris, Les éditions ouvrières, 1971

DAUDET, Léon, Panorama de la III^e République, Paris, Gallimard, 1936

DEFFOUX, Léon, Un Communard, Paris, chez Figuière, 1913

DELPIT, Martial, Le dix-huit mars. Récit des faits et Recherche des causes de l'insurrection. Rapport fait à l'Assemblée nationale au nom de la Commission d'enquête sur le 18 mars, Paris, chez Léon Techener, 1872

DELTEIL, Franck, "La Commune à travers les grands journaux protestants contemporains", ds Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français, avril-juin 1971, p. 282-295

DREYFUS, Robert, Monsieur Thiers contre l'Empire, la guerre, la Commune, 1869-1871*, Paris, Grasset, 1928

DRUMONT, Edouard, La fin d'un monde, Paris, Albert Savarine, 1892

DRUMONT, Edouard, La France juive. Essai d'histoire contemporaine, Paris, C. Marpou et Flammarion, 1886.

DUPUY, Aimé, 1870-1871 - La guerre, la Commune et la presse, Paris, Armand Colin, 1959

Les écrivains français devant la guerre de 1870 et devant la Commune (Colloque du 7 novembre 1970). Paris, Armand Colin, 1972

Expériences et langage de la Commune de Paris, Numéro spécial de La Nouvelle critique, no 48, décembre 1971

FABRE, Marc-André, Les drames de la Commune*, Paris, Hachette, 1937

FREYSSINET-DOMINGION, Jacqueline, Les manuels d'Histoire de l'enseignement libre, Paris, Armand Colin, 1969

GACON, Jean, "La Commune de Paris", ds Europe, nov.-déc. 1970, 48^e année, p. 6-17

GACON, Jean, "La Commune et ses historiens", ds La Pensée, 1961, no 97, p. 102-107.

GAILLARD, Jeanne, Commune de Province - Commune de Paris, 1870-1871, Paris, Flammarion, 1971

GUESDE, Jules, La Commune de 1871, Paris, Bureau d'éditions, 1936

HANOTAUX, Gabriel, Histoire de la France contemporaine, t. 1, Paris, Société d'édition contemporaine, 1903

- JAURES, Jean, Anthologie de Jean Jaurès, Londres, Penguin, 1947
- JAURES, Jean, L'esprit du socialisme, Paris, Gonthier, 1964
- KAUTSKY, Karl, Terrorisme et Communisme, Paris, Jacques Povolozky et Cie ed., 1920
- LAVISSE, Ernest, Le monde contemporain 1870-1900, ds LAVISSE et RAMBAUD, Histoire générale du IV^e siècle à nos jours, t. 12, Paris, Armand Colin, 1904
- LEFEBVRE, Henri, La Proclamation de la Commune, Paris, Gallimard, 1965
- LEITH, James A. (ed.), Images of the Commune, Montréal - London, McGill-Queen's University Press, 1978
- LEPELLETIER, Edmond, Histoire de la Commune de 1871, 3 vol., Paris, Mercure de France, 1911
- LEROY, Roland, "Les leçons de la Commune", ds Cahiers du Communisme, no 5, 1971, p. 103-111
- LIDSKY, Paul, Les écrivains contre la Commune, Paris, Maspero, 1970
- LISSAGARAY, Prosper-Olivier, Histoire de la Commune de 1871, 3 vol., Paris, Maspero, 1967, 1^{ère} édition à Bruxelles, 1876
- MADAULE, Jacques, "La Commune innocentée", ds Europe, no 504-505, avril/mai 1971, p. 7-10
- MARX, K., ENGELS, F. et LENINE, Marx, Engels, Lénine sur la Commune de Paris, Moscou, éditions du Progrès, 1971
- MASON, Edward, The Paris Commune. An Episode in the History of the Socialist Movement, New York, The MacMillan Company, 1930
- MILHAUD, Gérard, "De la calomnie à l'histoire" ds Europe, no 499-500, nov.-déc. 1970, p. 42-56
- OLLIVIER, Albert, La Commune*, Paris, Gallimard, 1939
- PELLETAN, Camille, Questions d'histoire - Le Comité Central et la Commune, Paris, Maurice Dreyfous, 1879
- PELLETAN, Camille, La semaine de mai, Paris, Maurice Dreyfous, 1880
- PSICHARI, Henriette, "Aveuglement des écrivains", ds Europe, no 499-500, nov.-déc 1970, p. 90-101

- RECLUS, Maurice, L'avènement de la Troisième République, 1871-1875*, Paris, Hachette, 1930
- RECLUS, Maurice, Monsieur Thiers*, Paris, Plon, 1929
- REMOND, René, La vie politique en France depuis 1789, t. 2, 1848-1879, Paris, Armand Colin, 1969
- RENAN, Ernest, La réforme intellectuelle et morale, Paris, Calmann-Lévy, 1923
- RIHS, Charles, La Commune de Paris, 1871, sa structure et ses doctrines, Paris, Seuil, 1973
- ROBERTS, J.-M., "La Commune considérée par la droite. Dimension d'une mythologie" ds Revue d'Histoire moderne et contemporaine, no 19, 1972, p. 187-203
- ROUGERIE, Jacques (dir.), 1871, Jalons pour une histoire de la Commune, Paris, P.U.F., 1973
- ROUX, Marie, marquis de, Origines et fondation de la Troisième République, 1871-1877*, Paris, Grasset, 1933
- SEIGNOBOS, Charles, Histoire de la France contemporaine, t.7, Paris, Hachette, 1920
- SERMAN, William, La Commune, Paris, P.U.F. (collection "dossiers Clio"), 1971
- SORLIN, Pierre, "La Commune cent ans après", ds Etudes, mai 1971, p. 707-718
- TALES, C., La Commune de 1871, Paris, Spartacus, 1971 (1ère édition en 1921)
- TARTATOWSKI, Danielle, "Variations sur la Commune. De l'utilisation idéologique de quelques thèmes sur la Commune", ds Cahiers de l'Institut Maurice Thorez, no 21, 1er trimestre 1971, p. 66-80
- TROTSKY, Léon, Terrorisme et Communisme, Paris, Union générale d'éditions, 1963 (1ère édition en 1920)
- WILLIAMS, Roger L., The Commune of Paris, 1871, John Wiley & Sons, Inc, 1969
- WINOCK, Michel, La Commune (1871-1971), ds Esprit, décembre 1971, no 409, p. 965-1014

B. Travaux sur la France de l'entre-deux-guerres

- ARIES, Philippe, Un historien du dimanche, Paris, Seuil, 1980
- AZEMA, Jean-Pierre et WINOCK, Michel, La Troisième République, Paris, Calmann-Lévy, 1976
- BAUDELLOT, Christian, ESTABLET, Roger et MALEMORT, Jacques, La petite bourgeoisie en France, Paris, Maspero, 1974
- BERNARD, Philippe, La fin d'un monde, 1914-1929, Nouvelle Histoire de la France contemporaine, - 12 - Paris, Seuil, 1975
- BRON, Jacques, Histoire du mouvement ouvrier français, Paris, éditions ouvrières, 1968
- BODIN, Louis et TOUCHARD, Jean, FRONT POPULAIRE, 1936, Paris, Armand Colin, 1972
- CARRE, J.J., DUBOIS, P. et MALINVAUD, E., Abrégé de la croissance française, Seuil, 1973
- DOMMANGET, Maurice, Histoire du 1er mai, Paris, éditions de la Tête des Feuilles, 1972
- DUBIEF, Henri, Le déclin de la III^e République, 1929-1938, Nouvelle Histoire de la France contemporaine - 13 - Paris, Seuil, 1976
- DUBY, Georges et MANDROU, Robert, Histoire de la civilisation française, vol.2, XVII^e - XX^e siècle, Paris, Armand Colin, 1958
- DUBY, Georges et WALLON, André (dir.) Histoire de la France rurale, vol. 4, La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours, par GERVAIS, M; JOLLIVET, M. et TAVERNIER, Y., Paris, Seuil, 1976
- DUPEUX, Georges, La société française, Paris, Armand Colin, 1972
- FAUVET, Jacques, Histoire du parti communiste français de 1920 à 1976, Paris, Fayard, 1977
- FOHLEN, Claude, La France de l'entre-deux-guerres. 1917-1939, Paris, Casterman, 1966.
- GOETZ-GIREY, Robert, Le mouvement des grèves en France, 1919-1962, Paris, Sirey, 1965

- GOGUEL, François, La politique des partis sous la III^e République, Paris, Seuil, 1958
- HOFFMANN, Stanley, A la recherche de la France, Paris, Seuil, 1963
- HOFFMANN, Stanley, "Le désastre de 1940", ds L'Histoire, no 10, mars 1979 p. 42-50
- JOUBERT, Jean-Paul, Révolutionnaires de la S.F.I.O., Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977
- JUDT, Tony, La reconstruction du parti socialiste français, 1921-1926, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977
- KRIEDEL, Annie, Aux origines du communisme français, Paris, Flammarion, 1970
- KRIEDEL, Annie, Les communistes français, Paris, Seuil, 1968
- KRIEDEL, Annie, Le Congrès de Tours (1920), Naissance du parti communiste français, Paris, Julliard, 1964
- KRIEDEL, Annie, Le pain et les roses, Paris, P.U.F., 1968
- LARMOUR, Peter, French Radical party in the 1930^s, Stanford, Stanford University Press, 1964
- LEFRANC, Georges, Les gauches en France, 1789-1972, Paris, Payot, 1973
- LEFRANC, Georges, Histoire du Front Populaire, Paris, Payot, 1963
- LEFRANC, Georges, Le mouvement socialiste sous la III^e République, Paris, Payot, 1963
- Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937, Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, 1967
- LEVY-LEBOYER, Maurice, "Le patronat français -1912-1973" ds Le patronat de la seconde industrialisation, Cahier du Mouvement social no 4, Paris, les éditions ouvrières, 1977, p. 137-188
- LEVY-LEBOYER, Maurice, "Le patronat français a-t-il été malthusien?" ds Le Mouvement social, no 88, sept-oct 1974, p. 3-49
- LIGOU, Daniel, Histoire du socialisme en France, 1871-1961, Paris, P.U.F., 1962
- MAITRON, Jean (dir.), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Paris, les éditions ouvrières, 1964
- NERE, Jacques, La III^e République, 1914-1940, Paris, Armand Colin, 1972

- NORDMANN, J.T., Histoire des radicaux, 1820-1973, Paris, La Table Ronde, 1974
- PONTEIL, Félix, Les bourgeois et la démocratie sociale, 1914-1968, Paris Albin Michel, 1971
- RACINE, Nicole, Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres, Paris, Armand Colin, 1968
- RACINE, Nicole, " Le parti socialiste (S.F.I.O.) devant le bolchevisme et la Russie soviétique, 1921-1924", ds Revue française de sciences politiques, vol. XXI no 2, avril 1971, p. 281-315
- REMOND, René, La droite en France, de la première restauration à la V^e République, Paris, Aubier, 1968
- REYNAUD, Jean-Daniel, Les syndicats en France, 2 vol., Paris, Seuil, 1975
- SAUVY, Alfred, Histoire économique de la France entre les deux guerres, 4 vol., Paris, Fayard, vol. 1, 1965; vol. 2, 1967; vol. 3, 1972; vol. 4, 1975
- SHORTER, Edward, et TILLY, Charles, Strikes in France, 1830-1968, Londres-New-York, Cambridge University Press, 1974
- SORLIN, Pierre, La société française, t. 2, 1914-1968, Paris, Arthaud, 1969
- TANNENBAUM, Edward, R., The Action Française, Die-Hard Reactionaries in 20th Century France, New-York- Londres, John Wiley and Sons, 1963
- TARR, Francis, The French Radical Party from Herriot to Mendès-France, Londres, Oxford University Press, 1961
- TOUCHARD, Jean, La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977
- TOUCHARD, Jean, Le mouvement des idées politiques dans la France contemporaine, 2 vol., Institut d'études politiques de l'Université de Paris, 1965
- TROTIGNON, Yves, La France au XX^e siècle, Paris, Bordas-Mouton, 1968
- WEBER, Eugen, Action Française, Stanford, Stanford University Press, 1962

C. Ouvrages sur la presse

- ALBERT, Pierre; FREYEL, Gilles et Picard, J.-F., Documents pour l'histoire de la presse nationale aux XIX^e et XX^e siècles, Paris, éditions du C.N.R.S., 1976
- BELLANGER, Claude, et al., Histoire générale de la presse française, t. 3, de 1871 à 1940, Paris, P.U.F., 1972
- BILLY, André et PIOT, Jean, Le monde des journaux, Paris, Crès et Cie, 1924
- DIODONNAT, Pierre-Marie, Je suis partout, 1930-1944. Les Maurrassiens devant la tentation fasciste, Paris, La Table Ronde, 1973
- FAJON, Etienne, En feuilletant l'Humanité, 1904-1964, supplément de l'Humanité, Paris, no 6070, du 2 mars 1964, 190 p.
- FAUCHER, J. A., Le quatrième pouvoir. La presse française de 1830 à 1960, Paris, Jacquemart, 1968
- GOEDORP, Victor, Figures du "Temps", Paris, Albin Michel, 1943
- KAYSER, Jacques, Le quotidien français, Paris, Armand Colin, 1963
- LIVOIS, René de, Histoire de la presse française, vol. 2, Lausanne, S.P.E.S., 1965
- MANEVY, Raymond, Histoire de la presse, 1914-1939, Paris, Corrèa, 1945
- MAZEDIER, René, Histoire de la presse parisienne, Paris, éditions du Pavois, 1945
- SORLIN, Pierre, La "Croix" et les Juifs (1880-1899), Paris, Grasset, 1967
- VAUCELLES, Louis de, Le "Nouvelliste de Lyon" et la défense religieuse (1879-1889), Paris, Les Belles Lettres, 1971
- VOYENNE, Bernard, La presse dans la société contemporaine, Paris, Armand Colin, 1966
- WEILL, Georges, Le journal, origines, évolution et rôle de la presse périodique, Paris, La renaissance du livre, 1934

7 5

Notes

1. Le volume comprenant les mois de juin 1920 et mai 1921 est absent de la collection que nous avons consultée (Bibliothèque nationale du Canada)
 2. Dans l'un ou l'autre des trois journaux de droite que nous avons analysés, les titres marqués d'un astérisque ont fait l'objet de comptes rendus que nous avons consultés.
- U
- U

CHAPITRE I

SURVOL HISTORIOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

L'historiographie de la Commune est vaste, variée, et directement déterminée par les appartenances politiques. En France seulement, le genre d'ouvrages qu'elle comprend va de la réflexion théorique au récit d'historiens de profession, en passant par le rapport d'une commission d'enquête officielle et par une quantité de simples chroniques et témoignages vécus. Quels que soient leur style, leur fonction, et leurs prétentions à l'impartialité, ces livres trahissent tous une prise de position partisane. Nous aborderons donc successivement les tendances de la gauche socialiste, partisane de la Commune, puis celle de la droite monarchiste, généralement très hostile, enfin celles de la gauche non socialiste, qu'Henri Lefebvre qualifie d'adversaire modéré de la Commune¹. Nous ne sortirons du cadre français que pour rendre compte des interprétations des dirigeants du mouvement socialiste international, dont les journaux de gauche que nous analyserons ont pu s'inspirer. Enfin, il convient d'avertir que les divisions historiographiques ne se superposent pas parfaitement aux tendances qui apparaîtront dans chacun des journaux.

A. La gauche socialiste

Quelques jours à peine après que la dernière barricade parisienne fut tombée, Marx présentait le texte de la guerre civile en France², et le faisait approuver par le Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs.

Cet ouvrage, qui parut en français dès 1871, est important à plusieurs titres. Il marque une étape cruciale dans l'élaboration des thèses marxistes sur l'Etat. Il constitue le premier d'une série d'efforts de la part des dirigeants socialistes visant à cerner la véritable nature de la Commune et à en dégager des enseignements pour l'action. C'est aussi une glorification de l'événement en des termes éclatants et prophétiques³: "Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le coeur de la classe ouvrière".

La Commune fait l'objet d'une telle vénération parce qu'elle est "essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière"⁴, le premier du genre, et qu'elle est annonciatrice de tous ceux qui surgiront à l'avenir, conformément au schéma de la lutte des classes. Les prochaines révolutions devront imiter le geste de la Commune, qui, une fois instaurée, affirma son caractère prolétarien en démantelant la machine de l'Etat pour lui substituer les formes d'un pouvoir nouveau. L'électivité de tous les fonctionnaires, la suppression de la police et de l'armée permanente, la concentration de tous les pouvoirs exécutifs et législatifs entre les mains de la Commune, le projet d'une organisation nationale calquée sur celle de Paris, en ont été les lignes essentielles. Elles devaient permettre de "réaliser l'émancipation économique du travail"⁵; elles devaient "servir de levier pour extirper les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes"⁶. Si les mesures particulières que la situation de siège permettait d'adopter ne firent qu'indiquer la tendance d'un gouvernement par le peuple"⁷, certaines d'entre elles obtinrent néanmoins le

ralliement de la grance majorité de la classe moyenne de la capitale. La paysannerie aurait suivi si l'occasion et le temps lui en avaient été accordés. En plus de représenter "tous les éléments sains de la société française"⁸, la Commune a aussi accueilli dans ses rangs plusieurs étrangers et proclamé sa haine de la gloire guerrière.

Cette appréciation de l'oeuvre et des intentions de la Commune est donc extrêmement favorable. En 1871, tout au moins, Marx reste très indulgent pour ses chefs et pour leurs erreurs. Il se borne à reprocher l'organisation trop hâtive des élections, alors qu'il était encore temps de marcher sur Versailles, et à relever la présence inévitable de braillards et de gèneurs⁹ parmi les insurgés. Il insiste longuement sur l'honnêteté et la clémence des combattants parisiens, qu'il oppose à la cruauté et à l'hypocrisie des Versaillais.

Jules Ferry, Ernest Picard, Jules Fabre et surtout Thiers sont dépeints comme des personnages odieux et grotesques, dans des pages hargneuses qui s'inspirent des journaux parisiens de l'époque.

Même si tous les courants socialistes de la fin du dix-neuvième siècle n'approuvent pas unanimement les vues exprimées dans La guerre civile en France, son retentissement n'en demeure pas moins profond et durable. On peut le mesurer à la persistance des débats que se livrent diverses tendances rivales, qu'elles se réclament ou non du marxisme, à propos du véritable sens de l'oeuvre. La célèbre querelle entre Marx et Bakounine s'envenime au lendemain des événements de 1871, le second voulant lire dans l'admiration de son adversaire pour la Commune une adhésion à ses propres plans d'association, de fédéralisme et de suppression de toute autorité. Engels, Bernstein, Kautsky, Liébknecht, Bebel et

bien d'autres encore reprendront en les amplifiant certaines des remarques de Marx pour les accorder avec leur propre stratégie politique et justifier par l'exemple de la Commune leur conception de la révolution et de l'Etat.

Qu'il suffise de rappeler ici à grands traits l'interprétation de Lénine. Le leader bolchevik, à la suite d'Engels¹⁰, voit parfois dans la Commune une dictature du prolétariat. Mais la diversité des situations dans lesquelles Lénine est appelé à se servir de cette référence historique fait varier les appréciations, comme le remarque Michel Winock :

De sorte que Lénine tantôt exalte la Commune, "forme politique enfin trouvée", par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé (Etat et Révolution), tantôt, au nom du centralisme, la récuse : "Qu'il s'agisse de la Commune de Paris ou de toute autre Commune, vous devez dire : ce fut un gouvernement comme ne doit pas être le nôtre". (Deux tactiques de la social-démocratie).¹¹

Deux constantes se dégagent néanmoins des textes de Lénine. D'une part, il célèbre fidèlement le souvenir de la Commune, ne serait-ce que parce qu'elle a été "le plus grand soulèvement ouvrier du XIXe siècle"¹². D'autre part, il est beaucoup plus sévère que Marx à l'endroit des révolutionnaires parisiens. Il leur tient rigueur d'avoir combiné la lutte patriotique avec la lutte sociale ; de n'avoir pas été guidés par un programme clair et de s'être laissés abuser par des idéologies trompeuses ; d'avoir été trop timides dans la conduite des affaires militaires, face aux forces réactionnaires en général et devant des institutions comme la Banque de France (ces thèmes seront amplement développés par Trotsky, qui fait l'apologie d'une violence nécessaire, dans le livre Terrorisme et Communisme). Tous ces travers devraient se corriger au cours des révolutions à venir, grâce à la présence d'un parti ouvrier révolutionnaire

armé d'une théorie scientifique de la lutte des classes.

Les chefs de la gauche française font également de fréquentes allusions à la Commune, d'autant plus que certains d'entre eux y ont participé, tels Malon, Allemane, Vaillant et Lafargue, tandis que Guesde était condamné par contumace à cinq ans de prison pour l'avoir soutenue. Louis Dubreuilh, secrétaire général de la S.F.I.O. de 1905 à 1918, en écrit l'histoire¹⁴.

Des deux grandes figures du socialisme français de la fin du dix-neuvième et du début du vingtième, Jules Guesde et Jean Jaurès, seul le second jette un regard original sur la Commune. Il en voit la force et la gloire dans l'effort du "peuple" pour sauver la République de l'envahisseur allemand et de la restauration monarchique. Cependant elle ne pouvait triompher parce qu'elle se déclara au moment où la victoire de l'Allemagne était assurée, et qu'il était alors devenu impossible de compter sur un soulèvement de la province. "Or, dans notre pays, dit Jaurès, tout mouvement révolutionnaire qui ne peut d'emblée s'amplifier en mouvement national est condamné à périr"¹⁵. Et même une Commune victorieuse "se serait résumée probablement à faire l'économie du régime de M. Thiers et à aboutir tout de suite à la république de Gambetta", puisqu'il aurait fallu "composer avec toutes les forces de résistance"¹⁶. Jaurès prétend par conséquent que le passage au socialisme devra se faire de façon pacifique, quand le prolétariat se sera familiarisé avec les mécanismes de la gestion sociale et qu'il sera capable d'"organiser sa victoire"¹⁷. Guesde,¹⁸ par contre, reste scrupuleusement fidèle à la parole du Marx de La guerre civile en France.

Signalons qu'entre 1905 et 1914, cependant, la direction de la S.F.I.O. fait un rappel beaucoup moins fréquent des enseignements théoriques issus de la Commune. Madeleine Rébérioux parle d'une gêne, qui

correspond d'une part à l'extrême diversité des courants qui existe dans le Parti, de l'autre à la contradiction qu'on peut déceler entre les théories élaborées par les courants majoritaires sur les perspectives de passage au socialisme et la réalité de ce qu'a été la Commune, vécue encore intensément à la base, dans les couches populaires, particulièrement à Paris¹⁹.

Ce phénomène illustre bien la position délicate des dirigeants socialistes français vis-à-vis de la Commune: ils ont à compter avec une mémoire collective qui s'est constituée en partie de façon autonome, à l'écart des moules idéologiques voulus par eux.

Les récits des communards eux-mêmes compliquent encore le tableau des images transmises de l'insurrection. "La plupart d'entre eux, écrit Henri Lefevre, ont vécu sur leur passé et revécu leur passé en l'écrivant, retraçant très exactement leur propre trajectoire"²⁰. D'où la profusion de détails anecdotiques, le ton passionné et souvent le caractère apologétique de tous ces récits, chacun essayant de défendre l'idéologie qu'il avait incarnée en 1871, et fustigeant les erreurs de ses adversaires. G. Lefrançais représente ainsi le point de vue anarchiste²¹, Gaston da Costa le point de vue blanquiste²².

Certains insistent tout particulièrement sur l'état d'exaspération patriotique qui conduisit au soulèvement, d'autres sur l'exacerbation des sentiments républicains des Parisiens, ou sur l'aspect de lutte des classes qu'aurait pris

l'affrontement avec le gouvernement (Quelques-uns, comme Lissagaray²³, ou Lepelletier²⁴, ont lu Marx avant de rédiger leur histoire).

Néanmoins, ils s'entendent tous sur une volonté de changements sociaux, plus ou moins grande ou plus ou moins "socialiste" selon les auteurs. Lissagaray parle d'une lutte "devenue sociale"²⁵, alors que d'autres découvrent derrière les revendications sociales des insurgés un sens caché de la Commune, qui leur avait échappé à prime abord. A cet égard, le cas d'Edmond Lepelletier est révélateur, puisqu'il considère que le mouvement du 18 mars n'était "nullement social"²⁶, mais qu'il ajoute par ailleurs le commentaire suivant, en faisant référence à l'ensemble de l'aventure révolutionnaire:

Son caractère social, sa portée novatrice, son rôle d'annonciateur des temps nouveaux, son originalité de révolution populaire, tentée par tout le peuple et pour tout le peuple, se dégagent lentement des brumes du présent et des préjugés du passé.²⁷

Enfin, il est des auteurs qui n'hésitent pas à reconnaître le côté prolétarien et socialiste du mouvement, dès le lendemain de son échec: Benoît Malon intitule son ouvrage La troisième défaite du prolétariat français²⁸; Aristide Jean Claris, chef du bureau de la presse sous la Commune, proclame qu'elle "a eu la gloire de commencer l'application des théories socialistes"²⁹.

Les historiens sympathiques à la Commune qui n'ont pas été mêlés aux événements n'échappent pas plus que les acteurs du drame aux accents d'une écriture partisane et souvent enflammée. Georges Bourgin, par exemple, qui annonce en 1907 s'être "dégagé des passions et des préjugés du jour"³⁰, trace un récit encore plus ému que celui de Lepelletier, le plus froid, il est vrai, de tous ceux des anciens communards. Nous ne nous arrêtons donc pas à l'oeuvre de ces historiens, qui n'ont fait que reprendre de façon plus synthétique et mieux documentée des thèmes et des passions exprimés avant eux. L'essentiel des efforts d'impartialité dont ils font foi semble se limiter à un rétablisse-

ment des faits transformés par les calomnies de la droite.

Ces tendances s'appliquent également aux historiens de la gauche qui écrivent durant l'entre-deux-guerres. Tous restent fidèles à l'une ou l'autre des orientations historiographiques qui s'étaient affirmées dès le XIX^e siècle dans le sillage des divers courants socialistes, s'échelonnant depuis le communisme intransigeant d'un Lénine jusqu'au socialisme humaniste d'un Jaurès. C'est le cas par exemple de C. Talès³¹, disciple de Lénine et qui fait préfacier son ouvrage par Léon Trotsky, ou d'Albert Ollivier³², qui perçoit la Commune comme un essai de révolution inspiré par les théories de Proudhon.

B. La droite monarchiste

Les témoignages hostiles à la Commune foisonnent durant les quelques années qui la suivent. Ils proviennent en majorité de monarchistes, orléanistes, légitimistes ou bonapartistes, et forment malgré ces horizons politiques différents un ensemble assez homogène. On y retrouve presque partout les mêmes thèmes et les mêmes sentiments, brodés sur un tissu narratif qui ne varie guère, comme si l'horreur inspirée par Paris insurgé avait fondu toutes les réactions dans un moule identique³³.

Les sentiments dominants exprimés dans cette littérature de l'immédiat "après-Commune" sont l'effroi et la haine. Effroi devant les destructions de monuments, les incendies, les exécutions (Versailles a ses "martyrs", en la personne des généraux Clement-Thomas et Lecomte, et des otages passés par les armes); effroi devant toute une série de désastres et de crimes attribués aux communards, qui sortent directement des imaginations ou d'esprits prêts à croire

les pires inventions. Par delà les sentiments éprouvés devant ces actes réels ou fictifs, la droite en général dit avoir craint pour la France et pour la société française³⁴. Elle accuse les insurgés d'avoir fait subir face à l'Allemagne une humiliation supplémentaire à un pays déjà meurtri par la guerre. Elle les accuse d'avoir voulu détruire la société dans ses fondements les plus importants: la propriété, la famille, la religion. La lamentation de Renan - "le 18 mars est, depuis mille ans, le jour où la conscience française a été le plus bas"³⁵ - est ressentie par toute la droite. Il est normal que de telles craintes la pousse à vouer aux communards une haine féroce, dont les massacres de mai et l'approbation qu'ils reçoivent donnent l'idée la plus saisissante. La comtesse Pia de Saint-Henri, auteur de Souvenirs du régime communard à Paris, trouve les mots suivants pour célébrer l'hécatombe: "J'ai voulu prouver, une fois de plus, quelle reconnaissance nous devons à notre armée qui vient de délivrer la capitale de la France du régime le plus odieux qui fut jamais. Honneur donc à ses chefs vaillants! Honneur à nos soldats intrépides!"³⁶ Une fois la haine assouvie, par le sang et par les injures qui parsèment la littérature anti-communarde de droite, c'est donc l'expression d'un grand soulagement, et la glorification des héros de la victoire.

Même si elle s'achève sur un dénouement heureux, une telle commotion ne peut pas faire éluder la recherche de ses causes. On sait que Taine se lance dans ses Origines de la France contemporaine à la suite du choc qu'il reçoit en 1871, et que Renan se met à l'étude des remèdes de la maladie dont la Commune a été "la plaie sous la plaie"³⁷. Ces travaux grandioses partent de préoccupations comparables à celles de tous ceux qui cherchent à expliquer la commotion. Ils repèrent trois grands types de causes.

Il s'agit d'abord d'une thèse psychologique³⁸, qui attribue l'explosion du 18 mars à une "folie du siège", une "fièvre obsidionale". Les souffrances et les privations endurées depuis le début de la séquestration dans Paris auraient engendré un dérangement moral collectif, une surexcitation générale, un appétit effréné de jouissances et un besoin de destruction, un obscurcissement de la raison. Ce diagnostic, qui se donne les apparences de la rigueur scientifique, s'accompagne parfois de considérations médicales. "Epileptiques", "enragés", "gangrenée", "hallucinée", "fous furieux", "dégénérés", "monstrueux", sont quelques uns des termes appliqués à la Commune et aux communards que relève Charles Olivier Carbonnel dans les ouvrages de six historiens professionnels écrivant avant 1875³⁹.

Une explication sociologique, ensuite, rejoint en quelque sorte l'interprétation marxiste en ce qu'elle reconnaît les revendications de classe comme un facteur déterminant du soulèvement. Un ecclésiastique, l'Abbé Lamazon, ne craint pas d'écrire que "la révolution du 18 mars n'a été que la lutte de ceux qui ne possèdent pas contre ceux qui possèdent"⁴⁰. Mais cette perception des événements ne conduit pas à un examen des conditions de vie des dépossédés et des formes de leur oppression, ni à une sensibilité aux espoirs que la Commune a fait naître. Le rapport de Delpit, qui reste un document relativement mesuré par rapport au reste des ouvrages versaillais, reconnaît tout au plus que l'Empire a accentué la ségrégation sociale géographique de la capitale. Plutôt que de se livrer à une enquête approfondie, qui mènerait peut-être à reconnaître à la société une part de responsabilité, la droite préfère assimiler les agissements des classes démunies aux méfaits de bandits et à la revanche de déclassés. Paris grouille de

gueux sans emploi et sans foyer, de ratés, d'ivrognes, prêts à recourir à la violence et à se laisser convaincre par les idées d'une minorité de meneurs perfides.

L'existence de cette faune misérable permet finalement à la thèse du complot de se greffer à la précédente. Elle rend compte du 18 mars comme du résultat d'un plan précis coordonné par le Comité Central de la garde nationale et préparé grâce à la propagande de l'Internationale, de sectes secrètes jacobines et même de la franc-maçonnerie. Même si Thiers hésite à parler d'une responsabilité directe de l'Internationale lors de sa déposition devant la Commission d'enquête, le thème resurgit régulièrement dans les analyses de la droite monarchiste, y compris dans le rapport officiel. La présence d'étrangers parmi les communards jette un discrédit supplémentaire sur leur cause et tend à confirmer l'idée du complot. Les auteurs les plus convaincus vont même jusqu'à suggérer une collusion de Bismarck avec l'Internationale.

J.M. Roberts⁴¹ fait remarquer que la thèse du complot permet d'intégrer la Commune dans la trame d'un déroulement historique qui remonte à la Révolution de 1789. Le 18 mars serait la dernière en date d'une suite de secousses au cours desquelles des forces subversives françaises et étrangères auraient attenté à l'ordre social et à l'intégrité de la France : non "une simple émeute parisienne, mais un grand mouvement social, organisé par l'armée permanente de la Révolution".⁴² Comme les différents courants de la gauche, la droite monarchiste insérerait la Commune dans un schéma idéologique, fondé sur l'analyse des révolutions françaises antérieures, y trouvant un moyen de justifier ses actes et de resserrer ses forces contre un ennemi commun.

Très généralement, l'interprétation issue de la droite monarchiste des années 1870-1880 est aussi celle des milieux conservateurs, de la plus grande partie des écrivains, et par conséquent celle que l'on retrouve dans la plupart des ouvrages de l'époque. A mesure que l'éloignement de la peur ressentie en 1871 fera apparaître la sauvagerie de la répression, il deviendra cependant de plus en plus difficile de se féliciter des massacres commis par Versailles. Le schéma explicatif de droite se perpétuera donc sous une forme légèrement modifiée. La glorification des soldats de l'ordre se fera plus discrète, tandis que l'attention se portera presque exclusivement sur les crimes des communards. C'est ce qui caractérise un livre de l'entre-deux-guerres dont nous reparlerons, Les drames de la Commune⁴³.

Signalons qu'après 1880 une appréciation toute nouvelle de la Commune apparaît chez une fraction de la droite anti-républicaine, qui va l'utiliser contre les gouvernements Ferry et Grévy. Michel Winock explique cette éclosion d'une nouvelle tendance historiographique de la façon suivante :

La Commune fut alors reconsidérée dans une certaine droite : son souvenir transfiguré pouvait servir d'épouvantail contre les hommes en place, faciliter la fusion de la contre-révolution et des couches populaires. Ainsi Drumont, qui avait été en son temps Versaillais, s'attendrit et découvrit une bonne Commune, à côté de la mauvaise. La bonne, c'est celle de l'immense peuple de Paris, ouvrier et petit bourgeois ; la mauvaise, c'est celle des Juifs."⁴⁴

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette récupération de la Commune, puisqu'elle constitue la thèse que défendent les membres de l'Action Française durant l'entre-deux-guerres, dont Jacques Bainville⁴⁵, Léon Daudet⁴⁶, et le marquis Marie de Roux⁴⁷.

C. La gauche non socialiste

L'interprétation proposée par la droite anti-républicaine est celle qui s'exprime avec le plus de vigueur au lendemain des événements. Cependant, une autre conception de la Commune se fait jour en même temps, toujours hostile mais plus mesurée, moins outrancière et moins féroce dans ses condamnations. Elle est avancée par des républicains non socialistes et par ceux que l'on commence déjà à appeler les radicaux⁴⁸.

Ceux-ci se refusent catégoriquement à faire l'apologie du soulèvement et protestent avec véhémence lorsque le discours de la droite monarchiste les associe aux communards pour avoir poursuivi des buts identiques. Mais ils leur trouvent des excuses. Ainsi, le thème de la fièvre obsidionale est-il repris, épuré de ses excès les plus grossiers, et présenté en tant que circonstance atténuante. Les ambitions des insurgés se limitaient à l'établissement de la République menacée par l'Assemblée des ruraux. Le gouvernement est d'ailleurs tenu responsable de la catastrophe pour avoir provoqué Paris en la décapitalisant et en insultant ses sentiments patriotiques.

Ces arguments laissent complètement l'aspect social du conflit de côté. Camille Pelletan, futur président du parti radical, trace en 1879 le bilan suivant :

(La Commune) a-t-elle voulu toucher à la propriété, réglementer le travail, changer les rapports des ouvriers et des patrons ? En tout et pour tout, elle a rendu une ordonnance de police sur la fabrication du pain. Et comment aurait-elle formulé des "doctrines" ? Mélange incohérent de gens exaspérés par la capitulation, de jacobins hostiles au socialisme, de membres de l'Internationale, et surtout d'inconnus emportés par la colère de Paris, si elle eût voulu énoncer une idée, elle serait devenue une nouvelle Babel.⁴⁹

Les sentiments que semble vouloir inspirer Pelletan varient d'une saine horreur éprouvée devant les affres de la guerre civile, au chagrin, et à la pitié. Ses héros sont les conciliateurs qui s'efforcèrent de rapprocher Versailles et Paris. Et il termine son ouvrage en tirant une leçon : la République est le seul régime qui puisse éviter une nouvelle guerre civile sous la forme d'un affrontement sanglant entre les conservateurs monarchistes et la population de Paris, le seul régime qui puisse ensevelir "la mémoire de ces hideuses journées (...) dans les régions de l'histoire vers lesquelles on peut se retourner sans passion, parce qu'elles appartiennent entièrement au passé"⁵⁰.

Plusieurs ouvrages parus entre 1920 et 1939 se rattachent à cette conception de l'histoire de la Commune, dont ceux de Robert Dreyfus⁵¹ et de Maurice Reclus⁵², le critique historique du Temps. Ces auteurs reconnaissent que la répression fût un massacre hideux, voulu par l'assemblée des ruraux. Mais ils en disculpent Thiers, et tendent à excuser la conduite des soldats versaillais par les atrocités qu'avaient commises les communards. Ils s'éloignent par ailleurs quelque peu de la perspective de Pelletan en admettant le rôle des revendications sociales dans le déclenchement de l'insurrection.

o
o o

En conclusion de ce chapitre, nous croyons utile de signaler que l'histoire républicaine "officielle", celle des Lavis, Seignobos, et Hanotaux, celle des grandes collections et des manuels de l'école laïque, se modèle principalement sur l'interprétation des "adversaires modérés" de la Commune. Gabriel Hanotaux⁵³ leur

emprunte la façon d'excuser les égarements des Parisiens, mais il n'abandonne pas totalement l'idée d'une certaine préméditation et du rôle concomitant des doctrines socialistes et jacobines. Dans l'Histoire générale du IV^e siècle à nos jours, Lavissee traite de la Commune sur un ton remarquablement détaché.⁵⁴ Les jugements portés ne sont qu'implicites, mais la Commune, même républicaine, n'a pas la sympathie de l'auteur. Seignobos n'accrédite plus la théorie du complot et croit à un soulèvement spontané⁵⁵. Il cherche à expliquer l'emportement et la conduite déplorable des communards, de même que la férocité des soldats versaillais⁵⁶. Il qualifie de révolutionnaire la majorité des élus du 26 mars, mais renonce à l'épithète de socialiste.

Les manuels de l'école laïque suivent dans leur présentation de la Commune une interprétation intéressante, reflet du point de vue officiel que les gouvernements de la République veulent répandre⁵⁷. De 1882 à 1905, les textes insistent sur la répulsion inspirée par un soulèvement qui fut à la fois un crime contre la patrie et contre l'autorité légale. Dès cette époque, l'aspect révolutionnaire de la Commune est soigneusement évité. Il ne reparaitra, de façon fugitive, qu'en 1920. Entre 1905 et 1914, les manuels sont rectifiés, pour s'ajuster presque parfaitement à la vision de Pelletan présentée plus haut : les torts ont existé des deux côtés, la répression fût "regrettable", le soulèvement avait des visées démocratiques, républicaines et patriotiques. Cependant les meneurs socialistes et étrangers sont toujours condamnés. Ce renouvellement du contenu des manuels s'intègre à l'effort des gouvernements qui vise à former grâce au système scolaire une population de citoyens fiers de leur régime et prêts à défendre farouchement le sol de la patrie. Les manuels de l'entre-deux-guerres ne changent guère à cet égard, par rapport à ceux d'avant 1914.

Notes du chapitre I

- 1 La proclamation de la Commune, Paris, Gallimard, 1965, p. 47
- 2 Nous nous sommes servi du texte paru dans le recueil Marx, Engels, Lénine, sur la Commune de Paris, Moscou, éditions du progrès 1971. Les références à ce recueil seront faites sous la forme suivante: Marx... op. cit.
- 3 La guerre civile en France, ds Marx..., op. cit., p. 87
- 4 La guerre civile en France, ds Marx..., op. cit., p. 63
- 5 Ibid, p. 64
- 6 Loc. cit.
- 7 La guerre civile en France, ds Marx..., op. cit., p. 68
- 8 Loc. cit.
- 9 Ibid., p. 71
- 10 Introduction à La guerre civile en France, ed. de 1891, de Marx..., op. cit., p. 20
- 11 Michel Winock, "La Commune (1871-1971)", ds Esprit, doc 1971, p. 971
- 12 Plan de Rapport sur la Commune de Paris (1904), ds Marx..., op. cit., p. 295
- 13 Terrorisme et Communisme, Paris, union générale d'édition, 1963 (1ère éd. en 1920)
- 14 La Commune, 1908, ds Histoire socialiste, dirigée par J. Jaurès
- 15 Jean Jaurès, Anthologie de Jean Jaurès, Londres, Penguin, 1947, p. 38
- 16 Jean Jaurès, "Discours au Congrès de Toulouse de 1908", ds L'esprit du socialisme, Paris, Gonthier, 1964, p. 69
- 17 Loc. cit.
- 18 La Commune de 1871, Paris, Bureau d'éditions, 1936
- 19 Madeleine Rébérioux, discussion suivant la communication de G. Haupt, ds La Commune de 1871, Colloque de Paris (mai 1971), Paris, éditions ouvrières, 1971, p. 236
- 20 La proclamation..., op. cit., p. 59

- 21 G. Lefrançais, Etude sur le mouvement communaliste à Paris en 1871, Neuchâtel, Imprimerie Guillaume fils, 1871
- 22 Gaston da Costa, La Commune vécue, Paris, ancienne maison Quantin, 1903
- 23 P.O. Lissagaray, Histoire de la Commune de 1871, 3 vol. Paris, Maspero, 1967, 1ère ed. à Bruxelles, 1876
- 24 E. Lepelletier, Histoire de la Commune de 1871, 3 vol., Paris, Mercure de France, 1911
- 25 P.O. Lissagaray, op. cit., vol. 1, p. 16
- 26 E. Lepelletier, op. cit., vol. 2, p. 6
- 27 E. Lepelletier, op. cit., vol. 2, p. 45
- 28 La troisième défaite du prolétariat français, Neuchâtel, 1871
- 29 Cité par Jean Bruhat, "Les interprétations de la Commune", ds Expériences et langage de la Commune de Paris, No spécial de La Nouvelle Critique, no 48, déc. 1971, p. 118
- 30 Georges Bourgin, Histoire de la Commune, Paris, Edouard Cornély et Cie, 1907, p. 1
- 31 La Commune de 1871, Paris, Spartacus, 1971 (1ère édition en 1921)
- 32 La Commune, Paris, Gallimard, 1939
- 33 Charles Olivier Carbonnel, Histoire et Historiographie. Une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885, Toulouse, Privat, 1976, p.430
- 34 Martial Delpit, Le dix-huit mars. Récit des faits et Recherche des Causes de l'insurrection, Rapport fait à l'assemblée nationale au nom de la Commission d'enquête sur le 18 mars 1871, Paris, chez Léon Techener, 1872, p. 1
- 35 La Réforme intellectuelle et morale, Paris, Calmann-Lévy, 1923, (1ère ed. 1871) p. 55
- 36 cité par Jean Bruhat, art. cit., p. 117
- 37 E. Renan, op. cit., p. 55
- 38 Nous utilisons la terminologie de Michel Winock, art. cit., p. 975-976
- 39 C.O. Carbonnel, op. cit., p. 484-485

- 40 Cité par Henri Lefebvre, op. cit., p. 45
- 41 "La Commune considérée par la droite. Dimension d'une mythologie", ds Revue d'Histoire moderne et contemporaine, no 19, 1972, p. 187-203
- 42 Hennebert, Guerre des communeux à Paris, 18 mars - 28 mai 1871. Par un officier supérieur de l'armée de Versailles, Paris, 1871, p. 61, cité par J.M. Roberts, art. cit., p. 191
- 43 Marc André Favre, Les drames de la Commune, Paris, Hachette, 1937
- 44 Michel Winock, art. cit., p. 978
- 45 La Troisième République, Paris, Plon, 1935
- 46 Panorama de la III^e République, Paris, Gallimard, 1936
- 47 Origines et fondation de la Troisième République, Paris, Grasset, 1933
- 48 Soulignons que tous les républicains non socialistes de l'époque n'étaient pas forcément des ennemis de la Commune, puisqu'ils furent même nombreux à y participer. Il est parfois difficile de distinguer entre ceux que Henri Lefebvre appelle les "amis tièdes" et les "adversaires modérés" (op. cit., p. 47)
- 49 Camille Pelletan, Questions d'histoire. Le Comité Central et la Commune, Paris, Maurice Dreyfous, ed., 1879, p. 182
- 50 Camille Pelletan, op. cit., p. 183
- 51 Monsieur Thiers, contre l'Empire, la guerre, la Commune, 1869-1871, Paris Grasset, 1928
- 52 Monsieur Thiers, Paris, Plon, 1929, et L'avènement de la III^e République, Paris, Hachette, 1930
- 53 Histoire de la France contemporaine, t.1, Paris, Société d'édition contemporaine, 1903
- 54 Lavis et Rambaud, Histoire générale du IV^e siècle à nos jours, t. 12, Le monde contemporain, 1870-1900, Armand Colin, Paris, 1904, p. 2-7
- 55 Histoire de la France contemporaine, t.7, Hachette, Paris, 1920
- 56 Seignobos, op. cit., p. 312-312
- 57 Etya Sorel, "La Commune dans les manuels scolaires", ds Expérience et langage de la Commune, op.cit., p. 131-143

CHAPITRE II

APERCU DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Ce chapitre a pour but d'évoquer le contexte des commémorations annuelles de la Commune. Il comprend d'abord un aperçu socio-économique de l'entre-deux-guerres, puis un examen de certains aspects de la conjoncture socio-politique. La nature du sujet traité ainsi que la brièveté impartie à ce survol nous ont amené à privilégier les problèmes du monde ouvrier et de la gauche, particulièrement dans l'aperçu socio-politique. Nous avons surtout cherché à faire ressortir les variations de degré des tensions politiques et sociales, afin d'éclairer les rapprochements éventuels entre le contexte des commémorations et celui de la Commune elle-même.

A. Aperçu socio-économique

1 300 000 tués ou disparus, 1 100 000 invalides, tel est le bilan des pertes humaines subies par la France durant la première guerre mondiale. Le trou ainsi créé dans la force de travail et le potentiel de compétences n'est pas le seul résultat de la saignée. Parce que la guerre a surtout atteint des hommes jeunes, qui seraient devenus des pères de famille, elle aura de graves répercussions sur les taux de natalité. Alfred Sauvy estime à 1,4 millions le défaut des naissances attribuable à la guerre². Ceci accentue le vieillissement d'une population qui était déjà stagnante avant 1914, ce dont témoigne le tableau suivant:

Répartition de la population par classes d'âge,
en % de la population totale de l'année³

	1911	1921	1931	1936
moins de 20 ans	33,6	31,3	30,0	30,0
de 20 à 40 ans	57,8	69,5	60,4	60,0
65 ans et plus	8,6	9,2	9,6	10,0

Des conséquences multiples de ce vieillissement sur la société française, retenons le renforcement d'une mentalité "de rentier", une recherche de la sécurité et une crainte de l'initiative qui se manifestent aussi bien au niveau économique qu'au niveau politique. L'ensemble de la période 1919-1939 peut être appréciée à la lumière de ce commentaire d'Yves Trotignon:

(...) les structures se figent; partis, habitudes parlementaires, slogans. C'est une sorte de conservatisme dont on ne cherchera à sortir qu'en se lançant dans les mouvements extrémistes de droite (type fasciste) ou de gauche (communiste)⁴

I. Les désillusions financières de la paix

L'espoir d'un retour à la belle époque, ère qui fascine les Français en raison des souvenirs de prospérité et de grandeur qui y restent attachés, participe du conservatisme qui afflige le pays. Mais une fois l'euphorie de la victoire passée, la France doit se rendre à l'évidence que la guerre l'a épuisée matériellement et financièrement. Elle a souffert davantage des

dévastations que les autres belligérants⁵, car les combats les plus durs se sont déroulés sur son territoire.

Les ruines financières apparaissent pour le moins aussi graves que les désastres matériels aux yeux des contemporains, car ceux-ci sont plus sensibles aux problèmes budgétaires et monétaires qu'aux faits de production. D'ailleurs la reconstruction fera assez rapidement disparaître les ruines matérielles, tandis que les difficultés financières hanteront les Français pendant tout l'entre-deux-guerres. Au lendemain de la victoire, l'Etat se retrouve avec 150 milliards de francs de dette publique, 32 milliards d'endettement extérieur (dont 90% dûs aux Etats-Unis)⁶, alors que les placements français à l'étranger ont fondu de moitié à cause des rapatriements effectués durant le conflit et de la non reconnaissance de dettes du nouveau régime russe. La France compte honorer ses dettes et combler le déficit du budget grevé par les dépenses de reconstruction grâce aux paiements de réparation allemands. Cependant, seulement une infime partie (22 milliards) de ces paiements, initialement fixés à 134 milliards de francs-or, sera versée. Or, jusqu'en 1924, les Etats-Unis se refusent à tout accommodement sur le recouvrement de leurs créances françaises. La France a donc le sentiment d'être exploitée à la fois par ses anciens ennemis et ses anciens alliés, elle qui avait déjà fourni le tribut de sang le plus lourd durant la guerre.

L'énorme déficit budgétaire que creuse la situation force l'Etat à contracter de nouveaux emprunts, à demander des avances de plus en plus importantes à la Banque de France, et à entretenir ainsi l'inflation qui

sévissait déjà sous la guerre. Le franc, qui était resté remarquablement stable jusqu'en 1914, subit une dépréciation considérable. Après de multiples péripéties, l'arrivée de Poincaré au conseil en 1926 rétablit la confiance nécessaire au redressement de la devise. Son cours officiel est fixé à 20% de sa valeur de 1914. Cette perte est très difficile à accepter pour l'opinion bourgeoise⁷, qui fétichise la stabilité monétaire.

II. La prospérité des années vingt

Les difficultés financières de la France démontrent à quel point elle est dépendante du bon vouloir et de la santé économique des pays étrangers. De ce point de vue, leur importance psychologique est déterminante. Mais elles ne doivent pas masquer le fait que la France des années vingt affiche une performance économique d'ensemble assez remarquable. "Il faut remonter aux belles années du second Empire, dit Claude Fohlen⁸, pour retrouver une activité économique analogue, un tel épanouissement de transformations techniques, de changements dans le mode de vie".

L'accroissement du revenu national peut donner une idée des progrès accomplis. En 1923, le niveau de 1913 est rejoint (en francs constants), puis la poussée continue⁹. Une fois la crise de surproduction de 1921 liquidée, la reconstruction est donc menée très rapidement, si bien qu'on peut la considérer presque achevée en 1925. Le revenu national atteint un maximum de 133,5 en 1929.

La production agricole connaît des taux de croissance annuelle

supérieurs à 2 % jusqu'au début des années 30¹⁰. Mais l'essor est encore plus remarquable dans l'industrie, et pour la première fois en 1928, les villes deviennent plus peuplées que les campagnes¹¹. Les industries de pointe sont les plus dynamiques : chimie, pétrole, construction mécanique et automobile, équipement électrique, métallurgie. Même si les grands établissements sont encore rares, une concentration industrielle s'effectue :

Répartition de la population active

employée dans l'industrie (en %)¹²

Nombre de salariés de l'établissement	1906	1926	1931
0 salarié	27	14	12
1 à 4 salariés	26	21	16
5 à 9 salariés	5	6	6
10 salariés et plus	42	59	66
Total	100	100	100

Un des facteurs de cet essor industriel est le rôle du grand patronat, mieux organisé, bénéficiant d'une aide accrue de l'Etat, et renforcé par un contingent important d'ingénieurs qui disposent de l'expérience et des compétences rendues nécessaires dans l'organisation de la grande industrie.¹³ Les chefs d'entreprise sont regroupés depuis 1919 dans la Confédération générale de la Production française qui agit à la fois face aux revendications ouvrières et face à l'Etat en tant que groupe de pression fort influent. "D'ailleurs, dit Yves Trotignon, jamais l'influence des milieux d'affaires ne sera plus grande sur les milieux politiques"¹⁴.

La puissance du groupe de chefs de grandes entreprises, principaux bénéficiaires de la prospérité, ne doit pas faire oublier que celle-ci est mal partagée. Même si les petites et moyennes entreprises ne sont pas nécessairement le bastion du conservatisme économique que l'on a coutume de voir en elles, leur taux de profit reste inférieur à celui des grands établissements.¹⁵ Les artisans subsistent, mais leurs revenus diminuent, comme ceux de tous les petits possédants dont l'inflation gruge l'épargne et la valeur des prêts consentis à l'Etat. Les ouvriers, surtout, ont conscience de ne pas participer suffisamment à l'essor industriel. Bien sûr, la courbe de leurs salaires révèle un accroissement appréciable, supérieur à celui des prix; la part de leur budget accordé à la nourriture et au logement diminue.¹⁶ Mais des besoins nouveaux de consommation, de confort, sont apparus qui ne sont pas satisfaits, et les différences s'accroissent en ce domaine avec les classes aisées. La ségrégation sociale s'accroît dans la géographie des villes, les logements ouvriers restent déplorables.¹⁷ "Les nouveautés techniques, écrit Fohlen, autos, frigidaires, appareils électriques, chauffage central, demeurent le monopole d'une petite minorité qui exclut la classe ouvrière."¹⁸

Dans les grandes usines, l'application du taylorisme et du travail à la chaîne provoque des effets douloureusement ressentis: déshumanisation du travail, réduction du nombre des ouvriers qualifiés au profit des manoeuvres et ouvriers spécialisés (O.S.), disparition du travail d'équipe, rigidité des horaires. Malgré quelques mesures de législation sociale consenties par l'Etat, les ouvriers ne peuvent que se sentir privés de la part de

bénéfice de la prospérité qui devrait leur revenir. Le bilan des années vingt que donne Claude Fohlen est assez mitigé:

Une merveilleuse occasion a été perdue d'associer l'ensemble de la nation aux fruits d'un rétablissement puis d'une expansion sans précédent dans l'histoire de la République. C'est en partie dans cette inadaptation entre l'économique et le social qu'il faut rechercher les raisons du marasme d'après 1930.¹⁹

III. La dépression des années trente

Alors que la crise s'abat sur les Etats-Unis en 1929 et gagne rapidement le reste des économies occidentales, la France demeure pendant quelque temps un havre de stabilité. Puis à partir de 1931, un état de crise quasi continu s'y installe, qui dure jusqu'en 1939, alors que les autres pays, après quelques années, ont amorcé un redressement. Le revenu national tombe de l'indice 100 en 1930 à 96 l'année suivante (en monnaie courante), touche un minimum de 87 en 1934, et n'est encore qu'à 91 en 1938.²⁰ Tous les secteurs de l'activité économique sont touchés.

L'agriculture sombre dans un marasme profond. Des récoltes de céréales excédentaires et l'effondrement des cours mondiaux provoquent la ruine des producteurs de blé: le quintal, qui se vendait 183 francs en 1926, est à 134 francs en 1929, 117 en 1932 et 74 en 1935.²¹ Le vin se vend à 40% de son prix d'avant-guerre.²² L'exode rural, un instant freiné en raison du chômage urbain et d'un début de retour à la terre, reprend à partir de 1936.

La production industrielle subit une chute absolue dont les chiffres suivants donnent une idée:

Indice de la production industrielle par branches (base 100 en 1928)²³

	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939 ^a
Indice général	94	78	88	82	79	85	89	83	95
Sidérurgie	83	58	67	63	63	68	82	64	82
Textiles	80	74	89	78	80	86	88	84	100
Bâtiment	127	99	93	85	73	70	66	61	76
Travail des métaux	90	68	77	72	72	78	88	76	92

(a) 7 premiers mois

Le refus des gouvernements de dévaluer le franc (jusqu'en 1936) en fait une monnaie chère. Sur le marché intérieur, les produits français subissent la concurrence de biens étrangers meilleur marché, tandis que les exportations déclinent. La balance commerciale devient largement déficitaire. Les entreprises qui ne peuvent abaisser suffisamment leurs prix font faillite, et celles qui résistent doivent quand même restreindre leur production. D'où les mises à pied.

Le chômage n'atteint pas en France des proportions aussi catastrophiques qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne. Le nombre de chômeurs secourus ne dépasse jamais le demi-million. Ceci tient à la stagnation démographique française qui occasionnait auparavant des carences de main-d'oeuvre, à la structure encore fortement agricole de l'économie, ainsi qu'au reflux des travailleurs étrangers arrivés au pays durant les années vingt. Cependant, les chiffres officiels des effectifs secourus ne tiennent pas compte d'un chômage partiel qui affecte peut-être deux millions d'individus en 1934.²⁴ De nombreux citoyens de fraîche date retournent même travailler à la campagne en attendant que la situation s'améliore.

Même si la dépression est moins profonde qu'ailleurs, elle s'éternise en France alors que les Etats étrangers appliquent des remèdes efficaces. Les gouvernements, qui se succèdent à un rythme accéléré au début des années trente, proposent des mesures traditionnelles et non d'inspiration keynesienne, sans grand résultat bénéfique. Afin de protéger le marché intérieur, les barrières tarifaires sont relevées. C'est le cas pour les produits agricoles, comme pour les produits manufacturés importés, qui sont aussi l'objet de contingentements, de surtaxes et de prohibitions. L'Etat tente de décourager la surproduction agricole en stockant le blé, en limitant les emblavures, en favorisant l'arrachage des vignes et en forçant à la distillation. Il soutient les petits commerçants contre les grands magasins, cherche à protéger la petite entreprise. Au lieu de s'efforcer à réduire les coûts de production et à faciliter la commercialisation de la production française à l'étranger, les gouvernements ont donc plutôt essayé de soutenir les cours et de protéger le marché intérieur. La production ne s'en trouve pas stimulée. Même l'effort de Blum visant à relancer la consommation par l'accroissement des salaires n'a pas d'effet bénéfique durable sur la production, ne serait-ce qu'en raison de l'application de la loi des quarante heures (cette mesure contribue au moins à soulager le chômage²⁵). Enfin, lorsque le gouvernement du Front Populaire se décide à dévaluer le franc, la baisse arrive trop tard et reste insuffisante.

Toutes les couches de la population n'ont pas souffert de la dépression au même degré. A l'intérieur d'un même groupe social, les situations personnelles sont variées, et le mécontentement des individus ne se mesure pas simplement

à l'étendue des pertes de revenu essayées. Le triste sort des paysans a déjà été signalé. L'agriculture aurait en grande partie payé la crise²⁶, le revenu paysan étant peut-être amputé d'un tiers entre 1931 et 1935²⁷. La colère des cultivateurs est accrue par le sentiment d'être exclus des débats politiques et sociaux de l'heure, qui semblent mettre aux prises la bourgeoisie d'un côté, le monde ouvrier de l'autre.

De nombreux petits commerçants sont frappés par la faillite. Mais cette fraction des classes moyennes est protégée par l'Etat. Par conséquent elle ne lui porte pas la haine qui en d'autres pays l'a menée au fascisme²⁸. Les petits fonctionnaires, qui bénéficient souvent d'un niveau de vie comparable à celui des boutiquiers, sont pourtant moins heureux. Ils sont accusés d'être responsables des déficits budgétaires et doivent porter le poids des réductions de traitements voulues par les politiques de déflation. Même avant que les baisses nominales se traduisent par une chute du salaire réel, en 1934, elles sont ressenties comme telles par ceux qui les subissent. Les employés et les petits cadres sont durement frappés par le chômage, mais il reste difficile de porter un jugement sur l'évolution de leurs ressources véritables²⁹.

Selon Alfred Sauvy³⁰, le pouvoir d'achat des salaires se serait accru presque sans interruption entre 1931 et 1936 à la faveur de la baisse générale des prix, si bien que le niveau de vie des salariés, et donc des ouvriers, aurait augmenté. Il est vrai que leur alimentation ne souffre pas de détérioration, que la part du loyer et de l'habillement continue à décroître dans leur budget³¹, que le Front Populaire leur a apporté les congés payés. Mais il faut tenir compte de l'immense déception qui suit l'échec du Front

Populaire et l'évanouissement des conquêtes salariales de 36, la colère devant l'accroissement des pouvoirs du patron profitant de la crise, et surtout de l'insécurité résultant du chômage. Dans ces conditions, il serait pour le moins risqué de prétendre que la classe ouvrière a conscience d'une amélioration de son sort durant la dépression.

La crise a donc donné naissance à un climat social extrêmement tendu, fait de sentiments de frustration, d'inquiétudes, d'envie et de haine sociale. Chaque groupe a tendance à se retrancher sur la défense de ses propres intérêts, et à désigner des boucs émissaires pour les souffrances qu'il endure. La stabilité de l'édifice social s'en trouve dangereusement menacée.

B. Aspects de la conjoncture socio-politique

a) L'immédiat après-guerre

Comme dans le domaine économique et financier, l'immédiat après-guerre amène aussi son cortège de remous et de déceptions sur le plan de la politique et des conflits sociaux.

En politique extérieure, la France doit non seulement se battre pour obtenir les réparations allemandes, elle doit aussi trouver les moyens d'assurer sa sécurité. Clémenceau accepte à Versailles de renoncer à la rive gauche du Rhin, frontière naturelle de la France, car il compte sur les garanties américaines et britanniques d'intervention automatique au cas d'agression allemande³². Or les Etats-Unis, architecte principal de la Société des Nations, refusent en 1920 d'y adhérer. Ils renoncent du même coup aux "traités de garanties", entraînant à leur suite la répudiation des promesses anglaises. La France acquiert

le sentiment d'avoir été roulée. Elle va chercher à rompre son isolement diplomatique par une série d'ententes avec la Belgique (1920), la Pologne (1921), la Tchécoslovaquie (1924) et la Roumanie (1926). Ni ces accords, ni l'oeuvre accomplie dans le cadre de la S.D.N. n'assureront à la France la sécurité et le rôle international auxquels elle aspire.

Sur la scène intérieure, les années 1919-1920 sont perturbées par des mouvements de grèves d'une ampleur sans précédent. La fin des hostilités a considérablement accru les forces de la S.F.I.O. (36 000 membres en décembre 1918, 130 000 en décembre 1919) et de la C.G.T. (près d'un million d'adhérents en 1919)³³. Ces militants ouvriers veulent faire payer à la bourgeoisie les souffrances d'une guerre dont elle est responsable et qui a servi ses intérêts. Le succès des bolcheviks russes a fait naître un immense espoir, d'autant plus que les événements révolutionnaires en Allemagne et en Hongrie incitent à croire que l'heure de la révolution prolétarienne mondiale est arrivée. C'est dans cet esprit que la C.G.T. lance un appel à la grève générale le 1er mai 1919, quoique le motif officiel invoqué en soit le respect de la loi des huit heures adoptée une semaine plus tôt par le gouvernement. A Paris, la journée est marquée par de violents affrontements de rue. L'objectif d'une paralysie complète de l'économie n'est pas atteint, les 165 000 mécaniciens-constructeurs qui cessent de travailler du 20 au 30 juin ne sont pas suivis par le reste du pays; néanmoins 1 300 000 grévistes sont recensés durant l'année, et la bourgeoisie a eu peur.³⁴

De ce fait, l'intransigeance tactique de la S.F.I.O. qui, croyant la révolution imminente, refuse les alliances avec les partis bourgeois, conduit la gauche à une retentissante défaite lors des élections législatives de

novembre 1919. Celles-ci désignent une forte majorité de droite regroupant en un "bloc national" les partis républicains anticollectivistes, à l'exclusion de la majorité des radicaux³⁵.

La présence du gouvernement de "bloc national" attise la colère des syndiqués de fraîche date dont l'engagement dans la C.G.T. répond à une volonté de révolution, et qui veulent provoquer un nouvel affrontement avec la bourgeoisie. Dès février 1920, une série d'arrêts de travail se déclare dans les compagnies ferroviaires. Puis en avril, les cheminots obtiennent de la C.G.T. l'organisation d'une grève générale de soutien. Elle est lancée par vagues successives au début de mai. Mais cette fois-ci l'échec du mouvement est complet³⁶ : une bonne partie des cheminots ne le suit pas — rares sont les réseaux où les grévistes atteignent la moitié des effectifs; le patronat supplée même parfois aux absences grâce à l'aide volontaire de jeunes gens de la bourgeoisie; les grèves de soutien n'ont pas l'ampleur voulue. Les retours au travail s'effectuent dans les derniers jours de mai et le gouvernement sévit en congédiant 18 000 cheminots. Le grand élan ouvrier de l'après-guerre est étouffé.

Les espoirs d'une contagion révolutionnaire à partir de la Russie ne meurent pas pour autant. Aux yeux de certains militants, l'échec des grèves de 1919 et 1920 revalorise au contraire la nécessité de l'obédience aux bolchevicks, qui ont le mérite d'avoir réalisé leur but. C'est autour de la question de l'adhésion à la III^e Internationale, patronnée par Moscou, que se fait la scission du mouvement ouvrier français. Au Congrès de Tours, en décembre 1920, les partisans de la III^e Internationale et des vingt-et-une sévères conditions d'entrée se trouvent en majorité. Ils quittent la S.F.I.O. pour former un

nouveau parti, fidèle à Moscou, qui prendra le nom de Parti communiste français. Un an plus tard, et pour des motifs comparables, la C.G.T. perd une partie de ses effectifs au profit d'une nouvelle centrale, baptisée C.G.T. unitaire (C.G.T.U.). Après avoir connu l'espoir déçu d'une révolution, le mouvement ouvrier aborde donc la décennie 1920 plus profondément divisé qu'il ne l'a jamais été depuis 1905.

b) La gauche de 1921 à 1934

La rupture des syndicats et des partis ouvriers, consommée à partir de 1921, inaugure une décennie de calme social relatif. Si l'on se fie au mouvement des grèves survenues entre 1921 et 1935, c'est du moins l'impression qui demeure³⁷ : cette période marque une chute profonde dans le trend de leur fréquence, qui va croissant entre 1860 et la seconde guerre mondiale.

Le nombre des syndiqués affiliés à la C.G.T. dépassait les deux millions au début de 1920, mais le total des deux branches syndicales ne fait probablement pas 600.000 en 1930, selon Jean-Daniel Reynaud³⁸. Le minimum des effectifs serait atteint en 1922, avant que ne s'amorce une lente remontée due principalement à l'apport des fonctionnaires à la C.G.T.

Les partis ne font guère meilleure figure.

Effectifs des partis ouvriers de 1920 à 1934

	S.F.I.O. ³⁹	P.C.F. ⁴⁰
1920	180 000	
1921	39 000	
1924	60 000	109 000
1928	109 000	60 000
1932	137 000 41	entre 45 et 52 000
1934	110 000	entre 25 et 30 000 40 000

Les deux formations politiques ne cessent de se quereller. La S.F.I.O. perd le groupe néo-socialiste en 1933, le P.C. effectue des épurations répétées. Ces déchirements accentuent le désarroi de la classe ouvrière. Celle-ci n'est plus animée par le souffle révolutionnaire des années précédentes. Elle a toujours conscience d'être exploitée, et le morne travail "rationalisé" qui est désormais le lot de nombreux travailleurs, a fait d'eux des aigris. Mais l'O.S. est aussi un ouvrier démoralisé, qui a perdu la fierté de son ouvrage, et qui croit plus difficilement au rêve de libération par le travail que nourrissaient ses aînés.

Même après le début de la crise, les dirigeants de la gauche ont du mal à faire sortir les travailleurs de cette torpeur, dont témoigne encore l'insignifiance des manifestations du 1er mai en 1931, 1932 et 1933⁴².

Durant la majeure partie de cette époque, la droite réussit donc à former les gouvernements. Certes, de 1924 à 1926, puis de 1932 à 1934, les cabinets sont composés de radicaux et survivent grâce au soutien des élus socialistes. Mais les communistes refusent d'appuyer qui que ce soit, et les radicaux finissent en ces deux occasions par retourner vers les groupes du centre et de la droite, avec qui la cohabitation paraît décidément plus aisée.

c) Le Front Populaire

Il faut faire remonter les origines du Front Populaire au Comité Amsterdam Pleyel, fondé en 1932 en vue de la défense de la paix, et au sein duquel se côtoyaient des sympathisants communistes, socialistes et radicaux. Cependant c'est la journée du 6 février 1934 qui amène les dirigeants des deux grands partis ouvriers à faire les premiers efforts de rapprochement. Les

émeutes sanglantes organisées par les ligues fascisantes (Union nationale des combattants, Solidarité française, Jeunesses patriotes, camelots du roi, Association républicaine des anciens combattants, Croix-de-Feu) contre le gouvernement Daladier les ont convaincus du danger de la menace fasciste et de la nécessité d'une lutte commune. Dès le 12 février, la C.G.T., suivie par la C.G.T.U., riposte par une grève générale qui se révèle un succès total, tandis que les militants socialistes et communistes fraternisent à Paris dans un immense défilé.

Mais c'est aussi que la nouvelle stratégie de la III^e Internationale, dont l'objectif primordial devient le refoulement de la contagion fasciste, permet au P.C.F. de mettre fin à son isolement et d'engager des pourparlers avec radicaux et socialistes. Un pacte d'unité d'action est conclu avec ces derniers le 27 juillet 1934, mettant un terme aux critiques les plus virulentes entre les deux partis. Ceux-ci sont rejoints un an plus tard par des radicaux, lors du défilé du 14 juillet. La formation du Front Populaire est consacrée en janvier 1936, avec la publication du programme de Rassemblement Populaire qui réunit les trois partis autour d'une politique de défense anti-fasciste. Finalement en mars, la centrale syndicale communiste fusionne avec la C.G.T.

La plate-forme commune, étayée d'intentions économiques assez modérées et somme toute fort vagues, n'empêche aucun des partis de faire campagne aux élections législatives de 1936 avec son propre programme. Il serait trop long d'en rappeler ici la teneur, mais il convient de signaler que celui de la S.F.I.O. est à la fois le plus précis et le plus hardi, les communistes ayant

décidé de ne pas effrayer leurs alliés radicaux, qu'il s'agit d'empêcher de glisser vers les formations de droite. Depuis 1934, les communistes ont déjà remis le patriotisme à l'honneur, ainsi que la défense de la république et de sa démocratie.

L'unité de la gauche retrouvée, la volonté de barrer la route au fascisme, l'exaspération devant des gouvernements qui ne font qu'aggraver la dépression, suscitent en avril-mai un déplacement de votes suffisant pour que, la discipline électorale aidant, la nouvelle chambre soit acquise au Front Populaire (72 communistes, 147 S.F.I.O., 106 radicaux et 51 socialistes divers). Blum, chef du parti le plus important en terme d'électeurs comme en terme de députés, forme en juin le premier cabinet à direction socialiste.

Sous l'enthousiasme de la victoire électorale, une vague de grèves spontanées se déclare au milieu de mai. Partie du Havre, elle gagne bientôt toute la France. Au cours du seul mois de juin, 12 000 grèves sont recensées impliquant un million et demi de travailleurs dont 9 000 s'accompagnent d'occupations d'usines⁴³. Elles se font dans une atmosphère de fête, comme si le succès du Front Populaire avait fait s'évanouir les inquiétudes et les souffrances accumulées depuis le début de la dépression⁴⁴. Les retours au travail s'effectuent progressivement, après la signature des accords de Matignon par les représentants de la C.G.T. et du patronat. Sous l'effet de la peur, le patronat a accordé d'importantes hausses de salaires, le respect des libertés syndicales et les conventions collectives. Dès la formation de son gouvernement, Blum, vite suivi par Thorez, a rappelé les grévistes à l'ordre. Les deux dirigeants n'entendent pas provoquer une révolution pour laquelle ils ne se considèrent pas mandatés et qu'ils ne jugent pas réalisable dans les circonstances.

Les historiens se sont fréquemment demandé si une révolution était effectivement possible⁴⁵. En 1936, certains membres de la S.F.I.O., tels Marceau Pivert qui affirme en avril que "Tout est possible", ainsi que de nombreux groupes de gauche indépendants, le prétendent et ne tardent pas à accuser Blum de ne pas profiter de la situation. C'est aussi la conviction d'une bonne partie de la droite, que les occupations d'usines et la multiplication des manifestations de masses effraient, et qui s'arme en prévision d'un affrontement possible. Il reste que l'état-major du P.C. n'est pas disposé à fomentier la révolution, car celle-ci n'entre pas dans les plans du Komintern. L'insurrection est donc privée du moteur dont elle a besoin. Par ailleurs, il n'est même pas sûr que dans la masse ouvrière, le désir d'une révolution soit très fort. Jean Touchard décrit plutôt les aspirations des travailleurs de la façon suivante:

Non pas l'espoir d'une révolution au sens précis du terme, mais un espoir très profond et qui ne sera point déçu, espoir d'une transformation, d'un changement, et tout simplement apparition de l'espoir dans des vies où il paraissait définitivement banni (...)

Il faudrait évoquer les mots de 1936: le bonheur, la paix, la vie, la République, le peuple, la justice, la liberté, l'unité et, naturellement, l'espoir⁴⁶.

Un espoir non déçu, dit Touchard. Certes, les accords de Matignon, puis les congés payés et la semaine de quarante heures, le sentiment de faire enfin partie intégrante de la nation et d'avoir reconquis sa dignité, tout cela comble les attentes de la classe ouvrière. Mais les lendemains de la fête sont pénibles. Une fois passé l'effroi, le patronat se ressaisit. L'augmentation des prix gruge rapidement les hausses de salaires, et la fuite des capitaux compromet le redressement économique amorcé par la dévaluation de septembre 1936. Le

Front Populaire s'enlise dans les problèmes de politique étrangère, communistes et socialistes ne parvenant pas à s'entendre sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Espagne. En février 1937, Blum signale par "la pause" que le temps des conquêtes sociales est fini. Son gouvernement tombe, quelques mois plus tard, et le second ministère Blum, en 1938, ne durera que quelques semaines.

Bientôt, toute l'attention des Français se porte sur le péril allemand. Au moment où la France se voit acculée à la guerre, après avoir cru la conjurer par une série de reculs humiliants face à Hitler, la classe ouvrière se trouve "remise à sa place, qui est en marge de la nation"⁴⁷.

o o

Le survol de l'entre-deux-guerres que nous venons d'accomplir fait ressortir deux moments où le souvenir de la Commune risquait d'être particulièrement vif: l'immédiat après-guerre et l'époque du Front Populaire. Non pas qu'en autre temps les Français, et plus spécialement la classe ouvrière n'eurent pas de problèmes de travail, de désillusions, de motifs de frustration et de colère. Mais les années 1919-1921 et 1934-1938 ont ceci de particulier qu'elles associent un degré intense de mécontentement parmi les travailleurs à de fervents espoirs en un changement politique et social, voire chez certains, en une révolution. En 1919-1921, ce sont les désillusions nées de la guerre et de la paix (le désastre de 1870 avait lui aussi amené un désenchantement profond), l'inflation, conjuguées avec la "grande lumière" apparue à l'est avec la Révolution russe. En 1934-1938, c'est l'espoir nourri, puis confirmé d'une prise de

pouvoir des partis de gauche, survenant en pleine crise économique et sociale. Cette crise survient d'ailleurs après une ère de prospérité que Claude Fohlen compare aux belles années du second Empire⁴⁸, apportant de ce fait un élément de plus au rapprochement que l'on peut faire ici entre les conditions ayant présidé aux éclosions de la Commune et du Front Populaire. Nous verrons dans quelle mesure cette hypothèse d'une vivacité accrue du souvenir de la Commune, en 1919-1921 et en 1934-1938, se vérifie dans l'examen des six journaux choisis.

Notes du chapitre II

- 1 Yves Trotignon, La France au XX^e siècle, Paris, Bordas-Mouton, 1968, p. 77
- 2 Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, vol. 1, Paris, Fayard, 1965, p. 22
- 3 André Armangaud, ds Sauvy, op. cit., vol. 3, 1972, p. 31 et 42
- 4 Yves Trotignon, op. cit., p. 124
- 5 L'indice de la production industrielle est de 55 au début de 1919 (base 100 en 1913), et il baisse même à 50 pendant la crise de 1921. La production agricole est particulièrement affectée. Elle a baissé de 40% par rapport à 1913. Sauvy, op. cit., vol. 1, p. 241 et 261
- 6 Yves Trotignon, op. cit., p. 78
- 7 Pierre Sorlin, La société française, vol. 2, 1914-1968, Paris, Arthaud, 1969, p. 71
- 8 Claude Fohlen, La France de l'entre-deux-guerres 1917-1939, Paris, Casterman, 1966, p. 67
- 9 Alfred Sauvy, op. cit., vol. 1, p. 279 et 280
- 10 Gervais, M., Jollivet, M., Tavernier, Y., ds Histoire de la France rurale, (direction G. Duby et A. Wallon), t. 4, La fin de la France paysanne, Paris, Seuil, 1976, p. 74
- 11 Yves Trotignon, op. cit., p. 108
- 12 J.J. Carré, P. Dubois et E. Malinvaud, Abrégé de la croissance française, 2^e ed., Paris, Seuil, 1973, p. 109
- 13 Maurice Lévy-Leboyer, "Le patronat français, 1912-1913" ds Le patronat de la seconde industrialisation, Cahier du Mouvement social no 4, Paris, éditions ouvrières, 1977, p. 156
- 14 Yves Trotignon, op. cit., p. 108
- 15 Maurice Lévy-Leboyer, "Le patronat français a-t-il été malthusien?" ds Le mouvement social, no 88, sept.-oct. 1974, p. 8, 23 et 46
- 16 Georges Dupeux, La Société française, 1789-1970, Paris, Armand Colin, 1972, p. 236
- 17 Pierre Sorlin, op. cit., p. 60-62
- 18 Claude Fohlen, op. cit., p. 86

- 19 Claude Fohlen, op. cit., p. 88
- 20 Alfred Sauvy, op. cit., vol. 3, 1972, p. 576
- 21 Gervais, Jollivet, Tavernier, op. cit., p. 81
- 22 Yves Trotignon, op. cit., p. 136
- 23 Alfred Sauvy, op. cit., vol. 3, p. 528 et 532
- 24 Trotignon, op. cit., p. 136
- 25 P. Sorlin, op. cit., p. 111
- 26 Gervais, Jollivet, Tavernier, op. cit., p. 85
- 27 Henri Dubief, Le déclin de la III^e République, 1929-1938, Paris, Seuil, 1976, p. 87
- 28 Ibid. p. 100-101
- 29 Alfred Sauvy, op. cit., vol. 3, p. 411
- 30 Ibid., p. 406
- 31 H. Dufief, op. cit., p. 98
- 32 Philippe Bernard, La fin d'un monde - 1914-1929, Paris, Seuil, 1975, p. 142-143
- 33 P. Bernard, op. cit., p. 121
- 34 Charles Tilly et Edward Shorter, Strikes in France, 1830-1968, Cambridge University Press, London - New-York, 1974, p. 123
- 35 François Goguel, La politique des partis sous la III^e République, Paris, Seuil, 1946, p. 216-218
- 36 P. Bernard, op. cit., p. 211
- 37 Tilly et Shorter, op. cit., p. 49
- 38 Les syndicats en France, t. 1, Paris, Seuil, 1975, p. 80 et 140
- 39 Daniel Ligou, Histoire du socialisme en France, 1871-1961, Paris, P.U.F., 1962, p. 337 et 395
- 40 Annie Kriegel, Les communistes français, Paris, Seuil, 1968, p. 31

- 41 L'ouvrage de Ligou ne précisant pas les effectifs de la S.F.I.O. en 1932, nous avons intercalé ce chiffre donné par J. Touchard, ds op. cit., p. 205
- 42 Maurice Dommanget, Histoire du 1er mai, Paris, éd. de la Tête des feuilles, 1972, p. 275-278
- 43 Tilly et Shorter, op. cit., p. 127
- 44 Antoine Prost, "Les grèves de juin 1936 - essai d'interprétation", ds Léon Blum, chef de gouvernement, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris; Armand Colin, 1967, p. 69-87
- 45 Louis Bodin et Jean Touchard, "L'état de l'opinion au début de l'année 1936" ds Léon Blum..., op. cit., p. 49-68 et p. 88-108 (discussion de la présentation).
- 46 Touchard, La gauche..., op. cit., p. 230
- 47 H. Dubief, op. cit., p. 219
- 48 C. Fohlen, op. cit., p. 279-80

CHAPITRE III

APERCU DE LA PRESSE D'OPINION PARISIENNE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'Humanité, le Populaire, l'Oeuvre, le Temps et l'Action française appartiennent tous à la presse d'opinion, appelée ainsi par opposition à la presse d'information, qui professe un apolitisme lui permettant présumément de rapporter les événements avec la plus grande objectivité, de réduire la part d'analyse consacrée à ces événements, et de rejoindre de la sorte la clientèle la plus large possible, celle que rebutent un ton doctrinal et les analyses en profondeur. Durant l'entre-deux-guerres, l'équilibre des tirages se modifie au profit des journaux appartenant à cette seconde catégorie¹.

Nos cinq quotidiens sont soit les organes officiels d'un mouvement ou d'un parti, soit les défenseurs notoires d'une couleur politique précise, de même que l'hebdomadaire politique Candide choisi pour compléter la tendance Action française. Dans le cours de l'analyse des journaux, nous serons donc en mesure de les situer par rapport aux tendances historiographiques que nous définissons dans le premier chapitre. S'il est clair que l'Humanité et le Populaire se placent dans le sillage d'une interprétation socialiste de la Commune, que l'Action française doit en grande partie la sienne aux idées d'Edouard Drumont dont parlait Michel Winock², nous aurons à préciser où se situent l'Oeuvre et le Temps.

Le choix de nos journaux permet d'embrasser les principales tendances politiques qui s'expriment à travers la presse parisienne. L'Action française est le porte-parole le plus influent de l'extrême droite durant l'entre-deux-guerres³. L'Intransigeant, l'Echo de Paris et le Figaro sont trois journaux de droite qui atteignent des tirages plus élevés et qui subsistent pendant toute la période, mais ils ne traduisent pas l'opinion d'un courant idéologique aussi important que celui de l'Action française. Le Temps est le quotidien du centre-droit par excellence, depuis que le Journal des Débats a perdu les tirages et l'influence qui lui permettaient de prétendre au même titre⁴.

L'Oeuvre ne représente à vrai dire que l'aile gauche du parti radical, mais à l'époque la seule autre feuille radicale parisienne d'importance est le Quotidien, qui n'est créé qu'en 1923, et il meurt en 1936 presque sans lecteurs⁵. Enfin, le Populaire et l'Humanité sont les organes officiels des deux grands partis de la gauche française.

Repérer les intérêts politiques et économiques représentés par les journaux ne constitue qu'une première étape de leur caractérisation. Nous devons aussi chercher à cerner le public qu'ils visent et celui qu'ils rejoignent effectivement. Pour obtenir un portrait plus précis des quotidiens, nous avons effectué une brève analyse chiffrée de leurs unités rédactionnelles, méthode proposée par Jacques Kayser dans Le quotidien français⁶. En quantifiant les surfaces accordées aux différentes catégories d'information, il est possible de mieux percevoir le type de clientèle à laquelle ils s'adressent. Outre les surfaces prises par le titre et la publicité, cinq catégories ont été utilisées : actualités politiques et économiques ; arts-spectacles, bourse-chronique financière ;

sports et faits divers; feuilleton; pages-magazine. Malgré les nombreuses réserves qu'inspirent les déductions hâtives à partir d'une catégorisation semblable, la comparaison de l'importance des deux premières rubriques avec celle des trois dernières peut donner une indication sur les couches sociales soit bourgeoises, soit populaires, du public touché. Les mesures ont été effectuées du 10 au 16 avril 1933. Il s'agit d'une année d'entre-deux au plan électoral et qui n'est pas marquée par des troubles politiques importants sur la scène nationale. La semaine choisie — entre les dates des deux commémorations de la Commune — est particulièrement calme, de sorte qu'aucun événement extraordinaire ne se produit qui soit susceptible de modifier les proportions habituelles des unités rédactionnelles.

Enfin, la brièveté inévitable de notre analyse nous force à ne retenir que le tirage comme indicateur de l'étendue de l'audience des journaux. Certes, il serait souhaitable d'aller plus loin: de distinguer entre tirage, vente (à l'abonnement et au numéro, en province et à Paris) et diffusion, et de tenter de jauger l'influence sociale des journaux, qui est indépendante des chiffres. Mais cela n'est guère possible dans le cadre de ce travail.

A. L'Humanité

Créée par Jaurès en 1904, instrument sous sa direction de l'unité socialiste, L'Humanité se met au service des communistes en 1921 lorsque le trésorier de la S.F.I.O., Camélinat, qui contrôle la majorité des actions, se range derrière la majorité de Tours et décide de suivre le nouveau parti.

Marcel Cachin⁷ assure la direction du journal jusqu'à sa mort en 1958.

Frossard en est le rédacteur en chef jusqu'à son exclusion du parti en 1923.

Sa place est reprise en 1926 par un jeune militant, d'origine bourgeoise, ayant fait des études supérieures, et que les horreurs de la guerre ont conduit au communisme, Vaillant-Couturier.

La première des 21 conditions préalables à l'admission à la III^e Internationale a fait de toute la presse communiste, et donc de l'Humanité, un outil de propagande et d'éducation politique entièrement soumis à l'appareil du parti⁸.

Les premières années du P.C.F. marquent une période difficile pour son quotidien officiel, qui adopte tout d'abord le sous-titre de "Journal communiste" en avril 1921, puis d'"Organe central du P.C. (S.F.I.C.)" en 1923⁹. Les luttes internes du parti s'y répercutent et entretiennent l'instabilité chronique de son équipe rédactionnelle. Les violentes campagnes anti-militaristes des années 1920 entraînent de multiples arrestations et perquisitions. Vaillant-Couturier est emprisonné en 1928 et le journal saisi en 1929 sous prétexte d'organisation d'une manifestation interdite par le ministre de l'Intérieur Tardieu. Le tirage, qui atteignait 140 000 en 1920, tombe à 100 000 en 1923. En même temps, la situation financière se détériore¹⁰, et devient même catastrophique lorsqu'en 1929 Tardieu met en liquidation la Banque ouvrière et paysanne, créancière de l'Humanité, et exige remboursement des dettes du journal. La mise sur pied de Comités de défense de l'Humanité, et de généreuses souscriptions sauvent le quotidien de la faillite.

Les années trente amènent un rétablissement de la situation. La trésorerie enregistre des bénéfices, et en 1937, pour mieux concurrencer le Populaire, le prix de vente est maintenu à 35 centimes pendant quelques mois, alors que le reste de la presse quotidienne est passé à 40 centimes¹¹. Dès la première moitié de la décennie, le tirage se situe autour de 160 000, puis il dépasse les 300 000 à partir de 1936, avec une pointe d'un demi-million en juin de cette année-là¹². En août 1939, quelques jours après la signature du Pacte germano-soviétique, le gouvernement dissout l'Humanité. Elle était depuis 1938 le quatrième quotidien français par l'importance de son tirage¹³.

Ce succès tient à l'importance stratégique capitale qu'accorde le parti à son quotidien, et à la fidélité d'une clientèle de militants très dévoués. La doctrine et l'actualité accaparent une place considérable du journal et lui confèrent un ton sérieux. Mais elles sont présentées d'une façon facilement compréhensible. Vaillant-Couturier attache une attention spéciale à la photographie, dont il surveille la qualité et les légendes; il rend les rubriques sportives et artistiques les plus attrayantes possible¹⁴. Le tableau suivant donne la morphologie du journal:

Tableau I - Répartition des rubriques de l'Humanité
du 10 avril au 16 avril 1933¹⁵

Titre	(%)	Ordre d'importance des rubriques par rapport aux cinq quotidiens analysés
Publicité	2	
Actualités économiques et politiques	63)	1)
Arts-spectacles	4) 67	5) 2
Sports - faits divers	13)	3)
Feuilleton	4) 25	3) 3
Pages-magazine	8)	1)

L'importance de la surface retenue par les actualités économiques et politiques étonne. Elle ne doit pas faire conclure à une audience bourgeoise. La scrupuleuse conformité de l'Humanité à la ligne du parti, la violence de ses accusations contre tous ceux en qui elle reconnaît des ennemis, font qu'elle ne peut être lue que par des militants ou des sympathisants communistes. Or le P.C.F. est le seul parti français dont la base soit composée essentiellement d'ouvriers¹⁶. Pour cette raison, nous croyons pouvoir affirmer que son audience comporte une proportion d'ouvriers plus forte que celle des quatre autres quotidiens¹⁷.

B. Le Populaire

Le Populaire naît en 1917. Son fondateur Jean Longuet en fait le porte-parole de la minorité socialiste pacifiste qui s'oppose à la ligne officielle du parti, défendue à l'époque par l'Humanité¹⁸. Après le Congrès de Tours, le Populaire devient l'organe officiel de la S.F.I.O. Le secrétaire général du parti, Paul Faure, assure la direction générale du quotidien. Blum partage la fonction de directeur politique avec Longuet.

Le journal est continuellement en difficultés. En 1921, il accumule une moyenne de 30 000 francs de déficit par mois, ses ventes à Paris ne dépassent pas 7 000 exemplaires, et il est réduit à deux pages¹⁹. Seulement 6% des membres de la S.F.I.O. y sont abonnés. Les campagnes de souscription et les dons anonymes d'un membre du parti (peut-être Blum) ne réussissent pas à rétablir la situation, de sorte qu'en 1924, le Populaire devient bi-mensuel.

Il redevient quotidien en 1927, Blum en assurant seul la direction politique. La situation financière du journal, bien que considérablement améliorée par son administrateur Compère-Morel, reste un problème et une source de déficit pour la S.F.I.O. Le tirage passe de 50 000 en 1927 à 120 000 en 1933, puis à un sommet de 300 000 en 1936²⁰. Il retombe à 158 000 en mars 1939²¹.

La fragilité du quotidien tiendrait à la relative faiblesse de la S.F.I.O. dans la capitale, à la concurrence des feuilles locales en province, aux conflits qui aboutissent à la scission néo-socialiste en 1933, à une présentation médiocre et à un contenu peu susceptible d'attirer d'autres lecteurs que des militants²². Des pages entières sont consacrées aux activités du parti²³ : elles comptent pour une bonne part des 49% de surface consacrée aux actualités économiques et politiques en avril 1933, mais on peut dire la même chose, il est vrai, pour l'Humanité. L'information est surtout assez incomplète. De ce fait, les lecteurs du Populaire, qui selon René de Livois ne s'attardent guère qu'aux articles de Léon Blum, doivent chercher un complément de nouvelles dans un autre quotidien²⁴.

Des efforts ont pourtant été accomplis pour conquérir une clientèle plus vaste. Dès 1921 une page féminine est créée²⁵. Les feuilletons, les sports et les faits divers occupent une place non négligeable :

Tableau II - Répartition des rubriques du Populaire

du 10 avril au 16 avril 1933²⁶

	(%)		Ordre d'importance des rubriques par rapport aux cinq quotidiens analysés
Titre	2		
Publicité	10		
Actualités politiques et économiques	49	} 56	3)
Arts-spectacles	7		4) 4
Sports - faits divers	19	} 32	2)
Feuilleton	9		1) 2
Pages-magazine	4		2)

Journal de doctrine destiné aux militants, le Populaire ne peut être lu que par des fidèles de la S.F.I.O.. Or, la base sociologique de ce parti subit durant l'entre-deux-guerres une mutation importante²⁷. La S.F.I.O. se déprolétarise, perdant par exemple ses assises électorales dans la banlieue rouge de Paris au profit des communistes, tandis qu'elle attire de forts contingents de fonctionnaires, dont le type classique est personnifié par l'instituteur. Parti ouvrier, "la S.F.I.O. n'a plus la sociologie de son idéologie".²⁸

C. L'Oeuvre

L'Oeuvre n'est pas l'organe d'un mouvement politique. Son fondateur, Gustave Téry²⁹ lui fait suivre les méandres de son tempérament politique instable. Selon le journaliste André Guérin, elle est d'abord "un brQlot d'extrême droite, nationaliste et antisémite"³⁰. Mensuelle à son lancement en 1904, elle devient hebdomadaire en 1909, puis quotidienne en 1915, et évolue vers la gauche.

Entre les deux guerres, elle est le principal quotidien radical de Paris.³¹
 C'est une affaire prospère, dont les deux principaux actionnaires sont un fila-
 teur, Lederlin, et un distillateur, Jean Hennessy. Son tirage oscille le plus
 souvent autour de 120 000³², mais il évolue très différemment de ceux des deux
 journaux de gauche déjà étudiés. Il atteint un premier sommet lors du cartel des
 gauches de 1924 (172 000), baisse ensuite jusqu'à 114 000 en 1928 à cause de la
 concurrence d'une autre feuille radicale, le Quotidien, puis amorce une nouvelle
 ascension qui le mène à un second sommet en 1939 (274 000, contre 230 000 en 1936)³
 La continuation de cette poussée au-delà de 1936 tient peut-être en partie à la
 récupération d'une clientèle que l'enthousiasme du Front Populaire a amené, de
 façon éphémère, au Populaire et à l'Humanité³⁴.

Radicale, l'Oeuvre se situe à la gauche du parti de Herriot. Socialisante,
 même, bien que méfiante à l'égard des communistes, elle est de tous les combats de
 la gauche après 1919. Elle soutient les cartels de 1924, 1928, 1932, ainsi que le
 Front Populaire³⁵. Ardemment pacifiste, elle appuie les tentatives de Briand du-
 rant les années 20, et condamne tous les fascismes. En 1938-39, sa rédaction se
 divise cependant sur l'attitude à adopter face à Hitler. Si Marcel Déat, le chef
 du Parti Socialiste de France issu de l'exclusion des néo-socialistes de la S.F.I.O.
 veut la paix à tout prix—c'est dans l'Oeuvre qu'il fait paraître son célèbre
 "Mourir pour Dantzig ?"—le chroniqueur de politique étrangère Geneviève Tabouis
 prêche par contre la fermeté.

Une des caractéristiques de l'Oeuvre tient justement à savoir garder
 l'étiquette radicale, tout en réunissant les collaborateurs de qualité qui n'expri-

ment pas tous les mêmes opinions politiques. Les résultats de cet éclectisme sont décrits par Geneviève Tabouis :

L'Oeuvre était un journal bien curieux. Il avait la particularité de publier en même temps toutes les opinions. Les articles de la première page du jour contredisaient ceux de la troisième, s'accordaient avec ceux de la quatrième, mais réfutaient féroce-ment ceux de la sixième.

(...) Aucun article, même les faits divers, n'était indifférent, c'était vraiment l'esprit français avec sa blague, sa passion, son courage, son cynisme, sa vénalité, hélas, ses haines politiques, ses crises d'opportunisme déliquescent qui succédaient à des campagnes forcées pour l'adoption de telle ou telle loi, ou le maintien de tel ministre qu'on lâchait le lendemain avec une désinvolture ingénue et charmante.³⁶

Jean Piot, rédacteur en chef après la mort de Téry en 1928, définit lui-même son approche du métier de la façon suivante :

Je m'efforce de garder la plus grande liberté d'action et d'appréciation. Nous nous efforçons beaucoup moins de faire preuve de dogmatisme que de suggérer des idées à notre public, en lui demandant de les discuter. Ce qui m'importe, ce n'est pas de tout dire au lecteur, mais de le laisser penser lui-même.³⁷

Il est difficile de connaître précisément l'origine sociale de la clientèle de l'Oeuvre. René de Livois prétend que le quotidien obtient un succès particulier auprès des universitaires et des membres du corps enseignant³⁸, et Georges Lefranc va jusqu'à dire que son audience reste limitée aux intellectuels³⁹, conformément au slogan publicitaire proclamant que "les imbéciles ne lisent pas l'Oeuvre". Selon Raymond Manévy, il doit tout au moins sa réussite à être considéré "moins comme un journal politique qu'un journal rédigé par des gens d'esprit"⁴⁰. Les sports et les faits divers y sont très bien couverts, tandis que l'actualité politique et économique est réduite à environ un tiers de la surface imprimée :

Tableau III - Répartition des rubriques de l'Oeuvre
du 10 au 16 avril 1933⁴¹

Titre	1	Ordre d'importance des rubriques par rapport aux cinq quotidiens analysés
Publicité	14	
Actualités politiques et économiques	34	5)
Arts - Spectacles / Bourse	17	3) 5
Chronique financière		
Sports - faits divers	26	1)
Feuilleton	5	2) 1
Pages-magazine	3	3)

L'équilibre des unités rédactionnelles indique que la formule de l'Oeuvre est, parmi nos cinq titres analysés, celle qui se rapproche le plus de la grande presse d'information. Sans doute l'auditoire du quotidien est-il à l'image des couches supérieures de ce "radicalisme sans frontière" dont parle Jean Touchard, qui attire les artisans, les employés, les classes moyennes et les professions libérales, les universitaires et les professeurs, mais qui a peu à offrir aux ouvriers⁴².

D. Le Temps

Le titre du Temps apparaît pour la première fois en 1820, mais la véritable fondation remonte à 1861, date à laquelle Auguste Nefftzer le prend en main. Sous le régime républicain, le Temps déloge bientôt le Journal des Débats du rôle politique de premier ordre que celui-ci avait joué jusque là. Sorte d'Etat dans l'Etat, il reste, sous la gouverne d'Adrien Hébrard, de 1870 à 1914, le journal le

plus écouté des milieux gouvernementaux, financiers, et même des autres feuilles. Cette réputation et cette estime se perpétuent au-delà de la guerre, la sûreté des informations et le sérieux des propos garantissant l'attention soutenue de ce public choisi. L'apparence extérieure et le style du journal ne se modifient guère et contribuent à accentuer son aspect respectable. Le tirage reste sobre, les caractères petits, les photographies et les illustrations sont absentes. Fidèles à la boutade de Hébrard qui voulait que son journal soit ennuyeux, les articles politiques, tous anonymes, sont rédigés dans un style terne, garant de leur sérieux.

En politique intérieure, le Temps ne soutient aucun parti en particulier⁴³. Il se veut républicain, modéré. En fait, il penche vers la droite. Son option politique se lit très clairement dans son hostilité au socialisme sous toutes ses formes, dans son opposition aux cartels des gauches, et au Front Populaire. Il appuie d'ailleurs les cabinets de droite, qui sont au pouvoir durant les trois quarts de l'entre-deux-guerres, et entretient avec eux d'excellentes relations. Malgré tout, "le Temps a toujours su, sous la République, excercer librement son droit de critique" prétend Victor Goedorp, son secrétaire de rédaction puis son secrétaire général⁴⁴.

En politique extérieure, le Temps est guidé par son anti-communisme: il est indulgent pour Mussolini et Franco, il approuve Munich. Dans ce domaine, il arrive fatalement qu'il se démarque légèrement des gouvernements français, tout en continuant à servir leurs intérêts. Sa position est expliquée en 1932 par son co-directeur, Jacques Chastenet:

Pour vérifier nos informations, nous sommes régulièrement en rapport avec divers organes d'Etat. Il est évident qu'en raison de cette constante liaison, nous pouvons être amenés à ne pas gêner l'action du gouvernement quand elle nous apparaît servir les intérêts de la France. Ces rapports subsistaient même au temps du cartel des gauches que pourtant, nous combattions. S'il n'est pas le seul journal qui présente ce caractère officieux, il est évident que le Temps, constituant une tribune particulièrement autorisée, quand le gouvernement a quelque chose à dire, il aime mieux le faire annoncer par lui.⁴⁵

Il advient même que le gouvernement fournisse au Temps des subventions indirectes sous la forme de publicité d'Etat, tels les 10 000 Francs versés en 1928, émergeant du budget colonial du Cameroun.⁴⁶

Le quotidien ne répugne pas à recevoir de l'argent d'Etats étrangers, qui cherchent à s'attirer ses faveurs en raison du prestige dont il jouit sur la scène internationale. En 1920, une entente signée avec la Bulgarie assure à ce pays des commentaires entièrement favorables. De 1924 à 1929, la Grèce verse au Temps des sommes mensuelles de 25 000 Francs. L'Espagne de Primo de Rivera voit sa couverture varier en fonction des subventions qu'elle procure.

Ces versements sont sans doute d'autant mieux acceptés que la situation financière du journal n'est pas reluisante. Malgré un prix de vente supérieur à celui des autres quotidiens et la stabilité de son tirage, entre 50 000 et 80 000 exemplaires, les déficits semblent être plus fréquents que les bénéfices⁴⁷. Une réorganisation profonde du capital de l'entreprise est d'ailleurs en cours aux alentours de 1930. Le décès de Louis Mill en 1931, deux ans après qu'il eût remplacé au poste de directeur le dernier des Hébrard, permet d'apprendre que depuis 1927, au moins, des groupes importants de sociétés ont acquis secrètement des participations au capital⁴⁸. On y retrouve le Comité des Forges, le Comité des

Houillères, et diverses sociétés d'assurance, qui ensemble possèdent plus de la moitié des actions de l'entreprise lorsqu'elle passe du statut de société en commandite à celui de société anonyme en 1931. Les deux nouveaux directeurs du journal, Emile Mireaux et Jacques Chastenet, doivent dès lors rendre compte de leurs gestes à ces intérêts économiques.

La mesure des unités rédactionnelles tend à confirmer la réputation de qualité et de sérieux méritée par le Temps. Les actualités, très riches en informations étrangères, remplissent près de la moitié de la surface en avril 1933. Une place importante est réservée aux chroniques boursières et financières, de même qu'aux activités artistiques et culturelles. Une pléiade de collaborateurs de renom assure la qualité des critiques littéraires, dramatiques, et musicales, d'ailleurs fort lues et redoutées dans les milieux concernés⁴⁹. Tout, dans le Temps, depuis la présentation extérieure jusqu'au contenu et aux opinions exprimées, contribue à en faire une feuille lue par la clientèle choisie et restreinte de la grande bourgeoisie, républicaine et conservatrice.

Tableau IV - Répartition des rubriques du Temps

du 10 avril au 16 avril 1933

(%)

Titre	2	Ordre d'importance des rubriques par rapport aux cinq quotidiens analysés
Publicité	7	
Actualités politiques et économiques	53)	2)
Arts-spectacles, bourse, chronique financière	30) 83	1) 1
Sports - faits divers	4)	5)
Feuilleton	3) 8	5) 5
Pages - magazine	1)	5)

E. L'Action française

L'Action française est fondée en 1908 par Henri Vaugois et Léon Daudet⁵⁰, neuf ans après la naissance du mouvement du même nom. Au départ, simple avocat du "nationalisme intégral" et par conséquent anti-dreyfusard, le mouvement n'a pas tardé à joindre le royalisme à sa doctrine, grâce à l'influence de l'Enquête sur la monarchie de Maurras. La ligue d'Action française, aidée de son journal de combat et de ses troupes, occupe rapidement l'avant-scène de la politique française et devient le mouvement de droite le mieux articulé de la première moitié du vingtième siècle.

Durant l'entre-deux-guerres, l'équipe se renouvelle continuellement, allant puiser parmi les plumes les plus brillantes de la droite française, mais elle s'organise autour de quelques uns des fondateurs : Maurice Pujo, qui conserve le poste de rédacteur en chef, Maurras et Daudet, qui fournissent quotidiennement un article en première page, Jacques Bainville, qui couvre la politique étrangère.⁵¹

Le ton des articles, surtout ceux de Maurras et Daudet, est le plus souvent mordant, lorsqu'il n'est pas franchement violent. L'antisémitisme virulent des deux têtes d'affiche du journal, leur mépris pour le parlementarisme, et leur haine féroce pour plusieurs politiciens, s'expriment dans un langage dont les excès ne manquent pas d'effrayer le lecteur non averti. Daudet manie l'insulte avec une imagination débordante, Maurras ne recule pas devant l'appel au meurtre⁵². La condamnation de Daudet à cinq mois de prison pour diffamation en 1925, ainsi que l'emprisonnement de Maurras en 1936-37 pour avoir menacé des parlementaires et souhaité à Blum "quelques bons couteaux de cuisine", ne sont que les conséquen-

ces les plus spectaculaires des polémiques et des procès continuellement entretenus de 1919 à 1939.

Les polémiques n'opposent d'ailleurs pas seulement l'Action française à ses ennemis déclarés. Des débats vont l'opposer à deux institutions qu'elle prétendait servir, l'Eglise catholique et la royauté. En décembre 1926, le pape Pie XI met le journal à l'index, ainsi que tous les écrits de Maurras, jugés moralement dangereux⁵³ (Maurras n'était d'ailleurs pas croyant). En novembre 1937, une semblable excommunication est promulguée par le prétendant au trône, le duc de Guise⁵⁴. Il considère les idées de Maurras et de ses disciples comme incompatibles avec la véritable tradition de la monarchie française, qui ne se veut pas autocratique et entend procurer le développement moral et spirituel de ses sujets par des moyens autres qu'un nationalisme jugé trop exclusif. Quoique fort mal ressenti, ce second choc laisse une plaie moins profonde, parce que les menaces de sanctions encourues par les lecteurs de Maurras face au pape ont porté atteinte à l'audience et au prestige du journal beaucoup plus que ne peuvent le faire les paroles d'un prince sans trône. En outre, tous les monarchistes de l'époque ne sont pas du mouvement d'Action française, et celui-ci n'a jamais prétendu appuyer les mouvements qui se disent monarchistes. Le journal voue la même morgue aux troupes du royaliste de la Rocque qu'aux autres lignes inspirées des camelots du roi - le groupe de combat de l'Action française - et aux partis fascisants⁵⁵.

L'anti-républicanisme de l'Action française la porte à condamner tous les gouvernements. Ses cibles favorites sont les cabinets des cartels des gauches

(1924-26 et 1932-34), et du Front Populaire, en qui elle voit des apprentis-sorciers de la révolution. En politique extérieure, elle prend parti pour les régimes autoritaires qui s'installent en Italie, au Portugal et en Espagne. Elle demeure farouchement opposée à Hitler, manifestation de l'expansionnisme allemand tant redouté⁵⁶. Elle plaide pour une alliance militaire de la France avec Mussolini, et se méfie de l'Angleterre. Malgré tout, comme l'ensemble de la droite française, devenue pacifiste durant les années 30, elle est munichoise. Un de ses vœux les plus chers serait réalisé si la guerre se déclarait entre ses deux ennemis jurés l'Allemagne et l'Union Soviétique.

Le tirage de L'Action française entre 1919 et 1939 est fort irrégulier⁵⁷. La condamnation pontificale met brusquement terme à une montée amorcée en 1922, qui a fait passer le tirage de 50 000 à près de 100 000. Le minimum atteint se situe autour de 30 000, avant que l'approche du Front Populaire ne fasse remonter le tirage (72 000 au premier trimestre 1936, mais encore 45 000 en mars 1939). Par ailleurs, certains événements politiques ou des polémiques spectaculaires provoquent des hausses très vives mais temporaires (203 000 le 5 février 1934). Ces dents-de-scie n'aident pas à rétablir la situation financière déplorable du quotidien. Même les appels aux souscriptions lancés inlassablement ne renflouent pas le déficit, permanent à partir de 1922. Il faut dire que Daudet et Maurras ne se soucient guère des contraintes financières qui font partie de leur métier de journaliste. Maurras rend souvent son éditorial en retard, faisant manquer l'heure de la vente⁵⁸.

L'audience réelle de L'Action française dépasse toutefois le cercle

restreint de ses lecteurs⁵⁹. De nombreuses publications royalistes ou simplement d'extrême droite, parisiennes ou provinciales, parfois même affiliées au quotidien, propagent son message.

"(...) nous avons résolu, explique Daudet, de nous adresser surtout aux élites, dans tous les milieux, de procéder à une sorte de dégrassement des meilleurs"⁶⁰. Cet élitisme avoué se traduit par une présentation du journal qui refuse tout effet spectaculaire, et par un dosage des unités rédactionnelles qui laisse peu de place aux faits divers et aux sports, et procure une surface importante aux chroniques culturelles. Le pourcentage relativement bas représenté par les actualités reflète le peu de soin qu'apporte la direction du journal à couvrir correctement les événements du jour⁶¹. Ceci force de nombreux lecteurs de l'Action française à compléter leur source d'information par un autre quotidien. Nous avons déjà remarqué que ce comportement était commun aux lecteurs d'un autre journal de doctrine, le Populaire.

Tableau V - Répartition des rubriques de l'Action française
du 10 au 16 avril 1933⁶²

Titre			Ordre d'importance des rubriques par rapport aux cinq quotidiens analysés
Publicité	2		
Actualités politiques et économiques	15		
Arts-spectacles, bourse, chronique financière	47) 20)	67	4) 2)
Sports, faits divers	9)		4)
Feuilleton	4)	16	3)
Pages - magazine	3)		3)

Même s'ils n'approuvent pas les idées du journal, les politiciens le lisent, de même que de nombreux intellectuels, qu'attirent son style brillant et la qualité de ses chroniques artistiques. Des membres de la noblesse, il va sans dire, du clergé jusqu'en 1927, une partie des officiers militaires, des professions libérales, des petits commerçants et des chefs des petites et moyennes entreprises fournissent l'essentiel des lecteurs de l'Action française⁶³.

F: Candide.

Candide est créé en 1924 par l'éditeur Arthème Fayard. Aîné des grands périodiques politiques et littéraires de l'entre-deux-guerres⁶⁴, il va donner l'exemple à toute une série de publications, de droite comme de gauche (par exemple Gringoire, né en 1928, Je suis partout, en 1930, Marianne, en 1932). Avant d'être dépassé vers 1934 par Gringoire, son tirage est le plus important de la presse hebdomadaire : 80 000 exemplaires à sa naissance, 150 000 en moyenne en 1930⁶⁵, une pointe de 465 000 en 1936⁶⁶, puis il redescend.

Comme l'Action française, Candide s'adresse à un public d'élite, et rien n'est épargné pour l'attirer. Les grands noms de la littérature sont nombreux à fournir une contribution : Sacha Guitry, Paul Morand, Tristan Bernard, dès le premier numéro, puis Montherlant, Thibaudet, Jules Romains, etc..⁶⁷ Le ton se veut plaisant, presque léger ; des rubriques importantes font le tour des mondantés parisiennes. "Chaque numéro de l'hebdomadaire de Fayard comprend deux nouvelles, un épisode d'un roman, d'un récit ou d'une biographie (...) et deux pages littéraires"⁶⁸. Daudet y exerce ses talents de critique.

Daudet n'est pas le seul collaborateur à provenir de l'équipe de l'Action française, puisqu'il est accompagné, entre autres, de Jacques Bainville et du critique dramatique Lucien Dubech. Tout en faisant de la littérature la première de ses préoccupations, la rédaction de Candide affiche une ligne politique très nette, fort proche de celle du quotidien de Maurras. Elle n'endosse pas son royalisme, mais partage son antisémitisme, son antiparlementarisme et ses vues en politique étrangère. C'est en raison de cette communauté d'opinion, ainsi que du fort tirage de Candide que nous avons pensé y trouver un complément utile à l'"Organe du nationalisme intégral".

o o
o o

Les cinq quotidiens que nous venons d'examiner offrent chacun une physionomie différente et ils connaissent au cours de l'entre-deux-guerres des fortunes diverses.

L'Humanité acquiert au cours des années trente une stabilité et un volume de vente impressionnant qu'elle n'avait pu s'assurer durant les années vingt. Elle doit son succès à un public de militants dévoués auquel s'adresse le fort pourcentage d'actualités - notamment celles du parti - qu'elle publie. Le militantisme passionné qui caractérise le P.C.F. faisant largement défaut à la S.F.I.O., le Populaire connaît un sort moins heureux que son concurrent communiste. Le journal socialiste essaie de compenser le faible attrait des rubriques du parti par un contenu appréciable de distractions et de faits divers. Ce qui est effort de redressement chez le Populaire devient raison

de succès pour l'Oeuvre, dont la formule se rapproche de celle de la presse d'information et qui est le seul de nos cinq titres à enregistrer régulièrement des bénéfices. Elle affiche un dilettantisme politique et une gaité de ton qui plaisent à une audience composée de nombreux intellectuels. Le Temps échappe aux variations de tirages de forte amplitude grâce à la fidélité des élites politiques et financières pour lesquelles il est conçu. Tout ce qui n'est pas politique, économique, finance et culture des élites tient dans le Temps une place négligeable. L'Action française également - comme l'hebdomadaire Candide qu'elle parraine - s'adresse spécifiquement à une élite. Mais le penchant du quotidien pour les polémiques sensationnelles, ses heurts répétés avec les milieux qu'il cherche à défendre et son détachement vis-à-vis des contingences financières font que les partisans du mouvement dont il porte le nom forment un public de lecteurs instable.

Seule l'Humanité, donc, semble avoir les moyens de rejoindre une clientèle majoritairement ouvrière. Encore faut-il ajouter qu'il s'agit d'un public de lecteurs militants, tout comme celui du Populaire, et même l'Action française. De sorte que nos cinq quotidiens ne rejoignent pas vraiment le commun des milieux populaires. De plus, ils sont tous rédigés par des équipes bourgeoises, même l'Humanité où la présence de journalistes d'origine ouvrière est néanmoins significative.

Il reste que si la presse d'opinion ne touche qu'un public restreint, celui-ci comprend les éléments moteurs et dynamiques de la société politique. D'autre part, en passant de l'Oeuvre au Populaire, puis à l'Humanité, on se

trouve en présence de journaux conçus pour un public comprenant une proportion croissante de travailleurs, et les deux dernières de ces feuilles expriment des opinions qui leur sont destinées. Le choix de nos journaux se justifie par ces raisons fondamentales, jointes au fait que l'on couvre fort bien avec eux l'éventail de l'expression parisienne de la politique française.

Notes du chapitre III

- 1 En mars 1939, la presse quotidienne d'opinion parisienne tire à environ 2 millions d'exemplaires, tandis que la presse d'information atteint les 3,8 millions. A cette date, la presse de province tire à 6,5 millions d'exemplaires. (P. Albert, ds. Claude Bellanger et al., Histoire générale de la presse française, t. III, de 1871 à 1940, Paris, P.U.F., 1972, p. 511 et 458).
- 2 "La Commune (1871-1971)", ds. Esprit, déc. 1971, p. 978.
- 3 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 527.
- 4 Ibid., p. 556.
- 5 Ibid., p. 571.
- 6 Jacques Kayser, Le quotidien français, Paris, Colin, 1963.
- 7 Cachin, un militant de longue date, et Frossard, secrétaire général de la S.F.I.O. depuis 1918, sont les deux membres du parti envoyés à Moscou en 1920 afin de discuter les conditions d'admission à la IIIe Internationale.
- 8 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 578.
- 9 Etienne Fajon, En feuilletant l'Humanité, 1904-1964, Supplément de l'Humanité, n° 6070 du 2 mars 1964.
- 10 Pierre Albert, ds. Histoire générale ..., op. cit., p. 580.
- 11 P. Albert, ds. Histoire générale ..., op. cit., p. 581.
- 12 Loc. cit.
- 13 P. Albert, G. Frey et J.-F. Picard, Documents pour l'histoire de la Presse nationale aux XIXe et XXe siècles. Paris, éd. du C.N.R.S., 1976, p. 66 et 72.
- 14 Gérard Walker, ds. René de Livois, Histoire de la Presse française, vol. 2, Lausanne, S.P.E.S., 1965, p. 436.
- 15 Tirage approximatif à cette date: 160 000.
- 16 Jean Touchard, La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1977, p. 148.
- 17 Selon Annie Kriegel, 51% de la clientèle du journal était composée d'ouvriers en 1949, dont une forte proportion d'ouvriers qualifiés. En deuxième rang, venaient les employés et les fonctionnaires. (Les communistes français, Paris, Seuil, 1968, p. 23). L'on peut supposer que la prépondérance ouvrière était plus accentuée avant la seconde guerre, car entre 1949 et 1963 la part des ouvriers décroît.

- 18 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 442.
- 19 Tony Judd, La reconstruction du parti socialiste, 1921-1926, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 48-53.
- 20 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 575.
- 21 P. Albert, G. Frey et J.-F. Picard, Documents ..., op. cit., p. 72.
- 22 T. Judd, La reconstruction ..., op. cit., p. 53.
- 23 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 576.
- 24 René de Livois, Histoire de la presse ..., op. cit., p. 466.
- 25 T. Judd, La reconstruction ..., op. cit., p. 51.
- 26 Tirage approximatif à cette date: 120 000.
- 27 J. Touchard, La gauche ..., op. cit., p. 146-149.
- 28 Ibid., p. 148.
- 29 Normalien, professeur révoqué, Gustave Téry a d'abord été rédacteur à deux autres grands quotidiens, le Journal et le Matin.
- 30 André Guérin, ds. R. de Livois, Histoire de la presse ..., op. cit., p. 403.
- 31 J. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 564.
- 32 Peter J. Larmour signale qu'en outre des articles de l'Oeuvre apparaissaient fréquemment dans la presse radicale de province. (The French Radical Party in the 1930s, Stanford University Press, (1964, p. 58).
- 33 J. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 565.
- 34 Ibid., p. 566
- 35 J. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 565.
- 36 Cité par J.A. Faucher, Le quatrième pouvoir, la presse française de 1830 à 1960, Paris, Jacquemart, 1968, p. 84.
- 37 Cité par René Mazedier, Histoire de la presse parisienne, Paris, éd. du Pavois, 1945, p. 183.
- 38 R. de Livois, Histoire de la presse ..., op. cit., p. 467.

- 39 Georges Lefranc, Les gauches en France, 1789-1972, Paris, Payot, 1973, p. 177.
- 40 Raymond Manevy, Histoire de la presse, 1914-1939, Paris, Corr  a, 1945, p. 124.
- 41 Tirage approximatif à cette date: 140 000.
- 42 J. Touchard, La gauche ..., op. cit., p. 134.
- 43 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 560.
- 44 Victor Goedorp, Figures du "Temps", Paris, Albin Michel, 1943, p. 238.
- 45 Cité par P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 561.
- 46 Ibid., p. 489.
- 47 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 508.
- 48 Ibid., p. 559.
- 49 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 560.
- 50 Fils de l'écrivain Alphonse Daudet, il avait fait des études de médecine avant de se lancer dans le journalisme. D'abord attiré par la gauche radicale, il évolue vers la droite au moment de l'affaire Dreyfus. En 1904, il se joint au mouvement d'Action française dont Vaug  ois et Maurice Pujo avaient été les co-fondateurs.
- 51 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 529.
- 52 Fernand Terron, ds. R. de Livois, Histoire de la presse ..., op. cit., p. 47.
- 53 Eugen Weber, Action française, Stanford University Press, Stanford, 1962, p. 219-239.
- 54 Ibid., p. 403-409.
- 55 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 537.
- 56 Loc. cit.
- 57 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 528. En plus, la proportion des invendus monte parfois jusqu'à 50%.

- 58 Ibid., p. 324.
- 59 Ibid., p. 326.
- 60 Cité, par P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ...,
op. cit., p. 325.
- 61 E. Weber, op. cit., p. 189-194.
- 62 Tirage approximatif à cette date: 40 000.
- 63 E. Weber, op. cit., p. 189-194.
- 64 Pierre-Marie Dioudonnat, Je suis partout, 1930-1944, Paris, La Table
Ronde, 1973, p. 4.
- 65 Ibid., p. 15.
- 66 P. Albert, ds. C. Bellanger et al., Histoire générale ..., op. cit., p. 589.
- 67 E. Weber, op. cit., p. 504.
- 68 P.-M. Dioudonnat, op. cit., p. 16.

2^e PARTIE:
L'ANALYSE DES JOURNAUX

INTRODUCTION A L'ANALYSE DES JOURNAUX

Plutôt que de faire reposer l'analyse des journaux sur une distinction entre ce qui relève du rationnel et ce qui relève de l'affectif, distinction qui aurait donné lieu à un partage qui risquait fort de tomber dans l'arbitraire, nous avons préféré recourir à la différence qu'établit Georges Haupt entre la Commune comme symbole et la Commune comme exemple, les deux formes sous lesquelles, selon lui, les images de l'insurrection sont projetées. Laissons-le définir lui-même ces deux termes :

- Le symbole, c'est-à-dire le descriptif, suggère (...) l'attirance exercée par l'image de la Commune telle qu'elle s'est enracinée dans les souvenirs et les mentalités collectives, ou telle qu'elle a été transfigurée par les idéologies.
- L'exemple, ou le significatif, rassemble les efforts multiples pour mettre une expérience à profit, pour tirer des conclusions théoriques des événements, pour dégager de nouvelles idées directrices en vue de l'action, d'une certaine action.

Georges Haupt n'entendait étudier à l'aide de ces critères que les images transmises dans le monde ouvrier et parmi ses dirigeants, et son article ne dépasse guère la limite chronologique de la première guerre mondiale. Cependant le modèle peut tout aussi bien servir pour d'autres collectivités, dans la mesure où elles ont gardé un souvenir de l'événement. Nous l'utiliserons donc successivement pour les six journaux. En pratique, il suffira de remplacer le mot "attirance" par "répulsion" ou quelque autre sentiment du même ordre, pour que la définition du symbole puisse servir à l'analyse des journaux de droite, la

définition de l'exemple se passant d'une telle modification.

Cependant, les critères de Georges Haupt posent certains problèmes lorsqu'on cherche à les appliquer à une étude de presse. Ainsi, selon lui, le symbole est sensé témoigner des mentalités collectives. Or, nous ne pouvons pas garantir que les descriptions rendues par les journaux traduisent ces mentalités. Il vaut donc mieux rester prudent et n'inclure sous le thème de symbole que ce qui est strictement descriptif, sans prétendre que nous rejoignons de cette façon les mentalités collectives.

Par ailleurs, nous élargirons le champ de ce que contient le thème exemple pour y inclure tout effort de rapprochement entre la Commune et l'actualité. Ces efforts ne débouchent pas nécessairement sur une volonté d'action et ne consistent pas forcément à tirer une "leçon" de l'insurrection. Mais comme les liens tissés entre le passé et le présent aboutissent à éclairer réciproquement les deux époques d'une lumière nouvelle, ils méritent d'être inclus dans le significatif, qui caractérise l'exemple tel que le définit Haupt.

Les trois journaux de gauche sont abordés conjointement, afin de ne pas alourdir l'analyse par les répétitions qu'imposeraient les similitudes qui rapprochent l'Humanité, le Populaire, et l'Oeuvre. Mais nous traitons séparément le Temps d'une part, Candide et l'Action française d'autre part, car pour être hostiles à la Commune, les deux tendances politiques que représentent ces journaux n'en projettent pas moins des images très contrastées. Ce choix se justifie d'autant plus que le Temps reste remarquablement silencieux sur le sujet de la Commune et le traiter simultanément avec les deux autres feuilles eût été

l'ensevelir sous les commentaires abondants de ces derniers².

Notes

- 1 Georges Haupt, "La Commune comme symbole et comme exemple", dans La Commune de 1871, Colloque de Paris (mai 1971), Paris, les éditions ouvrières, 1971, p. 208
- 2 Voici un exemple de la forme sous laquelle seront présentées les références aux journaux: Temps, 25/5/36, 5.B, A. Thérive, ce qui signifie que nous renvoyons à la deuxième colonne de la page 5 du Temps, pour un article de A. Thérive paru le 25 mai 1936. La mention "s.a." apparaîtra lorsque les articles n'ont pas été signés (pour "sans auteur").

CHAPITRE IV

LES JOURNAUX DE GAUCHE ET LA COMMUNE

A. La Commune comme symbole

L'Humanité et le Populaire, en tant qu'organes officiels des partis communiste et socialiste, sont naturellement des partisans zélés de la Commune. Ils publient les appels aux manifestations de leur parti, des organismes ou des syndicats sympathisants¹. L'attitude de l'Oeuvre est plus ambiguë, étant donné que le journal ne représente aucun parti précis, et que le seul groupe radical participant officiellement à la manifestation dont nous avons trouvé mention, le parti radical socialiste Camille Pelletan, n'y est présent qu'à partir de 1935². Avant cette date, L'Oeuvre ne publie presque aucun texte sur la Commune elle-même. Elle donne cependant des comptes rendus très favorables et même enthousiastes des cortèges socialistes. Elle prévient parfois ses lecteurs de la tenue du défilé et reproduit même à l'occasion les convocations de la S.F.I.O. Sans le faire officiellement, l'Oeuvre célèbre donc elle aussi le souvenir de la Commune.

Mais quelle est la Commune que commémorent les trois journaux? Sur quels aspects du symbole polarisent-ils l'attention de leurs lecteurs?

Nous vérifierons d'abord si la Commune est décrite en tant que révolution prolétarienne, comme le veut l'interprétation marxiste, ou s'il ne s'agit pas plutôt d'une révolution populaire, fondée sur l'union de

différentes couches sociales où le prolétariat ne joue pas nécessairement un rôle primordial. Cela nous amènera à examiner les espoirs des communards, c'est-à-dire leurs visées sociales, puis leur républicanisme et leur patriotisme. Nous intitulerons cette première partie "Nature et espoirs de la Commune".

Nous passerons ensuite à l'oeuvre de la Commune, c'est-à-dire à la représentation de ses réalisations puis de ses erreurs. Enfin, dans "La Commune racontée", nous nous pencherons sur le côté dramatique des narrations de l'événement.

A l'intérieur de chacune de ces parties, seront successivement analysés les thèmes étudiés par l'Humanité, le Populaire et l'Oeuvre.

I. Nature et espoirs de la Commune

a. Révolution prolétarienne ou révolution populaire

Lorsqu'il s'agit de résumer la Commune en un mot, de justifier son importance historique par une seule raison, l'Humanité en revient presque constamment à une des formules que Marx avait lancées dès 1871, c'est-à-dire "un gouvernement de la classe ouvrière". L'expression apparaît en 1919 sous la plume de Marcel Cachin. Suit une brève éclipse d'un an, ce dernier ne parlant plus en 1920 que d'une défense de la "cause du peuple"³. Mais 1921 marque un retour à l'orthodoxie marxiste qui ne se démentira pas avant la seconde moitié des années 1930. "Dix semaines de dictature exercée par les travailleurs"⁴, "avènement au pouvoir du peuple ouvrier"⁵, "première prise du pouvoir par les travailleurs"⁶, premier essai de la domination de la classe prolétarienne"⁷, telles sont quelques-unes des formules employées

l'année du cinquantenaire de l'insurrection. Des textes de Marx, Lénine, Trotsky (jusqu'en 1927, date de son exclusion du parti communiste soviétique) et même de Guesde sont présentés régulièrement jusqu'en 1935 pour célébrer cet aspect de la Commune.

De 1936 à 1939, les descriptions sommaires de l'événement changent complètement. Le peuple s'y substitue au prolétariat: "ouvriers, artisans, boutiquiers, unis dans un large mouvement populaire"⁸, spécifie le député et membre du bureau politique du P.C.F. Jacques Duclos. Un seul des articles ose désormais présenter la Commune comme une "tentative de dictature du prolétariat" quoiqu'elle n'apparaisse pas sous ce seul aspect puisque dans la même phrase, Vaillant-Couturier la qualifie aussi de "sursaut du peuple de Paris contre ceux qui livraient la France à Bismarck"⁹.

Pour le Populaire, le caractère prolétarien de la Commune ne fait pas de doute, et il est affirmé de 1919 à 1933 sans interruption. Le quotidien socialiste se réclame de Marx à l'occasion, mais ne fait jamais appel à Lénine ou à Trotsky pour parler du 18 mars et de ses suites. Cette plus grande indépendance à l'égard des grands penseurs marxistes contribue à créer la différence qui existe entre l'Humanité et le Populaire dans leur façon de présenter le côté prolétarien de l'insurrection. Le Populaire affiche une certaine liberté par rapport aux formules que cinquante ans d'historiographie marxiste ont consacrées. Ainsi, l'organe officiel de la S.F.I.O. préférera parfois parler d'un combat pour les "libertés du prolétariat", et il n'invoquera sa dictature qu'avant 1925, en précisant une première fois qu'Engels n'avait vu dans la Commune que le

"symbole d'une dictature"¹⁰, et en montrant les autres fois que Marx n'entendait par ce concept qu'une étape vers la démocratie poussée à ses plus extrêmes limites¹¹. Les termes de prolétariat ou de classe ouvrière sont souvent remplacés par ceux de "classe des salariés", "monde du travail", ou "classes dépossédées", qui sont plus englobants.

Après 1936, le prolétariat reste malgré tout l'auteur principal de l'insurrection, comme si l'intégration du visage ouvrier de la Commune dans une perspective sociale plus large avait permis au journal d'éviter le brusque changement qu'effectue l'Humanité à la même époque. Néanmoins, le quotidien socialiste insiste davantage qu'auparavant sur l'alliance des ouvriers avec la petite bourgeoisie, artisans et boutiquiers des villes, et ne répugne pas à parler d'un "premier gouvernement du peuple par le peuple"¹².

Pour sa part, l'Oeuvre ne mentionne à aucun moment l'exercice d'un rôle spécial par la classe ouvrière. Le quotidien radical est d'ailleurs très avare de descriptions de la Commune. Deux d'entre elles font référence au peuple plutôt qu'à une classe sociale en particulier¹³, tandis que les autres ne qualifient pas l'appartenance sociale des insurgés. Il est vrai, cependant, que ces deux textes datent de 1935, c'est-à-dire du moment où l'Humanité s'apprête à substituer le peuple au prolétariat dans le rôle premier des événements de 1871, et où le Populaire augmente ses mentions de la présence de petits bourgeois parmi les communards.

Il semble donc qu'à partir de la formation du Front Populaire nos trois journaux de gauche adoptent des vues convergentes sur la composition sociale du Paris insurgé. L'Humanité et l'Oeuvre s'entendent sur la responsa-

bilité du "peuple", tandis que le Populaire penche vers une position identique. Cette mutation du symbole, plus ou moins accentuée selon les journaux, répond aux efforts de la gauche pour rassembler des couches populaires aussi nombreuses que possible derrière le Front Populaire.

b. Les visées sociales des communards

La puissance du symbole de la Commune, telle qu'elle apparaît dans les trois journaux de gauche, tient en grande partie à la cause qu'incarnaient les communards. Indiquer leur appartenance sociale n'est d'ailleurs souvent qu'un moyen de préciser leurs buts et leurs espoirs. Ainsi pour l'Humanité, le caractère prolétarien du mouvement implique nécessairement qu'il fut un combat socialiste pour l'émancipation des travailleurs, le règne du producteur, "l'affranchissement du prolétariat par lui-même"¹⁴. En 1920, l'absence de mention de la classe ouvrière modifie les aspirations attribuées aux communards. Ils auraient donné leur vie pour "un régime de liberté"¹⁵, ou pour la construction "du monde plus libre et meilleur, de la civilisation plus généreuse et plus vraie"¹⁶. On retrouve les mêmes expressions à partir de 1936. La cause des communards reste alors en priorité celle des ouvriers, mais elle s'élargit à l'humanité tout entière. Le témoignage de Lénine est même mis à profit pour rendre compte des ambitions immenses et universelles de la Commune: "Car la Commune ne combattit pas seulement pour quelque cause locale ou étroitement nationale, mais pour l'émancipation de toute l'humanité laborieuse, de tous les déshérités et de tous les offensés"¹⁷.

Le Populaire n'attend pas l'avènement du gouvernement Blum pour

proclamer l'idéal des communards dans toute sa grandeur et toute son ambition. En 1927, par exemple, la Commission administrative permanente de la S.F.I.O. signe un appel à la manifestation dans lequel "l'émancipation humaine" émerge comme le but que s'était fixé la Commune¹⁸. En 1930, Paul Faure lui attribue la volonté de "bâtir un régime de justice et de fraternité", tandis que l'ancien secrétaire de la fédération socialiste de la Seine, Léon Osmin, réconcilie le caractère de classe du mouvement avec sa portée universelle en rappelant que le prolétariat démontra en 1871 qu'il était seul capable d'affranchir l'humanité¹⁹. C'est encore Osmin qui parle en 1934 de "justice, liberté, égalité et paix universelle"²⁰. Blum, en 1936, chante les espoirs similaires de liberté et de justice sociale²¹. L'affirmation de ces grands principes généreux, capables d'attirer vers la Commune les sympathies des couches sociales les plus diverses, va de pair dans le Populaire avec la conscience de l'imprécision du rêve que nourrissaient les communards²². A plusieurs reprises au début des années 1920, le journal rappelle sans nuance de reproche que les insurgés n'avaient pas une vue bien claire du monde qu'ils voulaient instaurer. Le 18 mars aurait été agité "d'espoirs et de désirs imprécis, mais qui frémissent aux entrailles de la foule"²³. Selon Léon Blum, les principes de l'ordre social à bâtir n'étaient entrevus que confusément²⁴. Cela n'empêche pas le Populaire de soutenir, comme l'Humanité, que le socialisme imprégnait tous ces projets et tous ces espoirs.

L'Oeuvre, par contre, ne dit jamais que la Commune avait des intentions socialistes. Ce n'est d'ailleurs qu'à partir de 1935 que le journal se décide à discuter des buts de l'insurrection, de sorte qu'avant cette date

il est difficile de déterminer ce qu'elle symbolise au juste pour l'Oeuvre.

Mais la formation du Front Populaire l'incite à consacrer plus d'articles à la manifestation et à son objet. L'aspect social des espoirs des communards est alors entrevu, sous la forme d'une poursuite de la liberté et de "la grande idée de justice sociale"²⁵.

Encore une fois, l'Oeuvre ne sort de son quasi mutisme qu'au moment où il devient possible aux trois quotidiens d'adopter une exposition des faits qui n'est pas trop divergente. L'Humanité épure alors le côté strictement prolétarien des aspirations sociales des communards, rejoint une position assez semblable à celle du Populaire, et permet à l'Oeuvre d'affirmer à son tour quelques principes généreux et assez vagues.

c. Républicanisme et patriotisme

Un rapprochement semblable se produit encore autour du républicanisme et du patriotisme des communards. Au début des années 1920, l'Humanité ne répugne pas à signaler que ceux-ci se sont battus pour défendre la république, même si ce combat n'éclaire pas le visage le plus important du soulèvement. Bien entendu, la "République sociale" est vantée plus volontiers que la troisième du nom²⁶. Car nationalisme et républicanisme ne sont pas toujours pris en bonne part lorsqu'un rôle significatif leur est reconnu dans le déclenchement de la révolution: "C'est la première révolution qui, si elle fut d'abord la manifestation de la tendance nationale et républicaine des masses, prit ensuite une essence nettement prolétarienne"²⁷.

Mais par la suite, et jusqu'au Front Populaire, les allusions aux

sentiments républicains des Parisiens disparaissent complètement, si ce n'est en 1926, quand Vaillant-Couturier signale que la Commune avait sauvé la démocratie dont les radicaux se réclament²⁸. L'esprit patriotique et cocardier des insurgés est régulièrement flétri, ou tout au moins est-il ramené à des proportions beaucoup moins importantes que celles du pacifisme et de l'internationalisme, dont le déboulonnement de la colonne Vendôme et la présence d'étrangers parmi les fédérés constituent la preuve.

Puis brusquement, en 1936, l'Humanité place patriotisme et républicanisme au premier rang des mérites des communards. Vaillant-Couturier peut dès lors écrire que "la grandeur de la Commune de Paris fut d'avoir été la première tentative de gouvernement du peuple par le peuple sous le double signe de l'internationalisme prolétarien et de l'indépendance nationale"²⁹. Le sauvetage de la III^e République devient même un honneur: "Sans l'héroïque Commune de 1871, la III^e République n'aurait jamais été fondée en France"³⁰. Lors du cent-cinquantième anniversaire de la Révolution française, en 1939, Jacques Duclos rapproche fièrement les dates de 1789, 1830, 1848 et 1871³¹.

Le Populaire intègre les vertus républicaines et nationales au symbole de la Commune de façon plus constante. Le soutien répété que la S.F.I.O. accorde à certains cabinets de l'entre-deux-guerres est en effet incompatible avec une lutte très violente contre les institutions politiques françaises. Dès 1919, Léon Blum tient à rappeler que "la République a été le premier fruit de la Commune"³². Les louanges du zèle républicain sont d'autant plus faciles et d'autant plus fréquentes, même durant les années 1920 et au début des années 1930, que ce zèle est comparé rétrospectivement

à une sorte de "socialisme s'ignorant"³³, selon les mots de Louis Dubreuilh. Léon Osmin élabore ce thème de la façon suivante:

En défendant et en consolidant la République, dont le destin était entre les mains de l'ex-orléaniste Thiers, les "communards" savaient qu'ils donnaient au monde du travail les moyens de développer son action de classe et d'atteindre ses fins révolutionnaires.³⁴

Ainsi, lorsque sous le Front Populaire les discours des chefs socialistes rapprochent les mots de Commune, république et démocratie, l'association n'est-elle pas nouvelle.

Le patriotisme des communards reçoit un hommage un peu moins constant, cependant. Le Populaire le considère comme une des causes fondamentales de l'insurrection, mais ce motif n'est pas toujours décrit avec l'admiration que suscitent les germes d'internationalisme et de pacifisme présents en 1871. Les textes sont rares qui disent avec fierté que les communards "étaient coupables d'avoir voulu sauver malgré tout le pays des désastres de la défaite, et d'avoir préféré les intérêts de la nation aux intérêts des profiteurs d'alors"³⁵, et qui arrivent ainsi à évoquer tout à la fois le patriotisme et l'action de classe. Car avant 1935, les références au sentiment national font plutôt office de gage de l'objectivité des analyses des causes de la Commune que de motif de glorification. De 1931 à 1934, ces références disparaissent d'ailleurs complètement. Puis elles resurgissent, avec vigueur, en 1935, et font cette fois partie intégrante du symbole glorieux de la Commune. Le Paris rebelle incarne dès lors "l'espoir suprême de la France"³⁶ de 1871.

L'Oeuvre ne décèle les tendances démocratiques et patriotiques

du soulèvement qu'à partir de 1935, au moment où elle daigne se pencher sur les espoirs des communards, et où la Commune prend à travers les journaux de gauche un visage plus conforme à celui dont peuvent se réclamer les radicaux. Réaction du peuple contre les "capitulards"³⁷, la Commune est aussi républicaine: "c'est cette Commune qui — sans rechercher en ce moment ses autres conséquences d'ordre social et socialiste [dont nous n'avons guère trouvé de trace, en fait, dans les pages de l'Oeuvre] — a eu ce premier résultat: elle a sauvé la République"³⁸.

o o

Si les espoirs attribués aux communards apparaissent aussi malléables au cours des vingt années d'existence des trois quotidiens, cela ne signifie pas nécessairement que dans l'esprit des pèlerins du Père-Lachaise le symbole de l'insurrection aura suivi tous les méandres que trace la presse. Mais la netteté des changements que fait subir l'Humanité, par exemple, témoigne tout au moins de l'importance que revêt le contenu du symbole de la Commune aux yeux des dirigeants communistes. Des efforts évidents sont déployés pour faire coïncider la Commune en tant que symbole avec les impératifs politiques conjoncturels de 1935-1939.

Retenons surtout pour l'instant le rôle primordial que joue l'espoir de l'heure dans le contenu du symbole de la Commune. Ce fait est reconnu par les trois quotidiens de gauche. Par l'Humanité, qui caractérise brièvement l'idéal en question:

La manifestation de la Semaine Sanglante n'est pas seulement la fête du souvenir, c'est celle de l'espérance aussi. (...) Ces morts ne sont pas morts tout entiers, parce qu'ils avaient dans l'âme un idéal impérissable, celui de la Commune universelle.³⁹

Par le Populaire, qui dit ceci: "Et nous les aimons non pas tant pour ce qu'ils ont fait (pourtant la République est leur oeuvre!) que pour tout ce qui s'agitait confusément en eux"⁴⁰. Enfin par l'Oeuvre, qui néglige cependant la définition de l'idéal poursuivi: "Le mur du Père-Lachaise (...) a vu défiler pendant près de six heures, tous ceux qui, aujourd'hui, se réclament du même idéal que les communards"⁴¹.

II. L'oeuvre de la Commune

a. Les réalisations

Les réalisations de la Commune ne sont pas à la mesure des espérances qu'elle avait soulevées. Aussi n'est-il pas surprenant que les trois quotidiens qui cultivent son souvenir manifestent plus d'enthousiasme lorsqu'ils parlent des secondes que lorsqu'ils font part des premières.

Reprenant la phrase de Marx, l'Humanité répète d'ailleurs à quelques reprises que "la grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence agissante"⁴². Ce qui n'empêche pas le journal communiste d'être, des trois quotidiens, celui qui consacre le plus d'importance aux mesures sociales et économiques appliquées par la Commune. Presque chaque année, un texte de Marx ou de Lénine leur est consacré, quand ce n'est pas une page entière, comme en 1935. Conformément à la pensée de Marx, ces mesures sont considérées comme une forme de preuve du caractère de classe de l'insurrection,

comme l'indication de la véritable tendance du gouvernement. Fidèle à La guerre civile en France, l'Humanité ressert donc à intervalle régulier les mêmes décrets sur l'abolition de l'armée permanente, la remise des loyers aux travailleurs, la laïcisation des écoles, l'instauration de bureaux de placement, la suppression du travail de nuit dans les boulangeries, la défense sous peine de poursuite de diminuer les salaires ouvriers, et surtout le "fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines, tous les ateliers abandonnés par leurs patrons seraient confiés à des associations ouvrières pour une reprise de la production"⁴³. Et le journal de conclure:

Toutes ces mesures disaient assez que la Commune constituait un danger mortel pour le vieux monde édifié sur des principes de servitude et d'exploitation. La société bourgeoise ne pouvait donc dormir en paix tant que flotterait sur l'Hôtel de Ville de Paris le drapeau rouge du prolétariat.⁴⁴

Parfois l'Humanité s'arrête à ce que la Commune aurait pu faire pour les paysans, en reprenant textuellement les arguments de Marx⁴⁵, ou à ce qu'elle avait commencé à réaliser en faveur des femmes et des enfants, c'est-à-dire la création d'orphelinats et d'asiles publics pour les enfants⁴⁶.

Après 1936, cependant, les analyses de l'œuvre sociale de la Commune jettent sur elle une lumière différente. Il s'agit désormais d'illustrer "la fraternité des prolétaires et du Tiers-Etat"⁴⁷. Les mesures sont encore présentées comme une initiative du prolétariat, mais l'accent est mis sur le profit qu'en tiraient les artisans et les petits bourgeois. Marx ayant déjà fait la même remarque, il suffit à l'Humanité, pour réajuster

son tir, d'aller puiser à d'autres citations de La guerre civile en France.

Le Populaire expose beaucoup plus rarement l'oeuvre sociale de la Commune, et semble se satisfaire plus facilement d'une simple proclamation des ambitions grandioses de ses héros. Leur oeuvre peut être évoquée, et ses limites expliquées, sans même que les mesures précises ne soient décrites:

Ces hommes (...) n'ont pu, contraints dès le lendemain de leur victoire, de se défendre contre l'armée versaillaise, qu'esquisser un commencement de mesures propres, non à réaliser de toutes pièces, sur un plan préconçu, une société nouvelle, mais à faire sortir, des conditions économiques données, les premiers éléments de cette "universalisation de la propriété"⁴⁸.

Paul Faure, qui est un admirateur prudent de la Commune, y décèle seulement un essai "sinon d'établir le socialisme, encore un peu flou dans les cerveaux et inapplicable dans les faits, au moins de fonder une république plus aimable et plus hospitalière aux ouvriers, aux humbles, à ceux qui travaillent et souffrent"⁴⁹. Un autre collaborateur du journal parle pour sa part de l'arrachement "d'une parcelle de bien-être et de justice"⁵⁰ par le peuple des travailleurs. Lorsqu'il arrive qu'une liste précise des mesures sociales soit dressée, celles-ci sont cependant, comme dans l'Humanité, prises comme preuves d'un caractère prolétarien, et même du caractère socialiste que Paul Faure hésitait à reconnaître. De telles démonstrations sont publiées uniquement en 1924, 1930 et 1937. A la première de ces dates, un article intitulé "Quelques précisions sur l'oeuvre de la Commune" se termine par le bilan suivant:

Sans doute, ne peut-on piquer ça et là que des mesures fragmentaires. Mais certaines d'entre elles sont des réformes profondes, touchant

au fondement de l'ordre social, et quarante années de République n'ont pas pu nous les concéder. Ainsi l'oeuvre assez faible de la Commune mérite, néanmoins, d'ajouter à notre admiration pour les Communards.⁵¹

La rareté des commentaires sur cette oeuvre sociale interdit de parler d'un changement d'éclairage à partir de 1936, mais les accents et les thèmes évoqués en 1937 ne sont guère différents de ceux de 1924 et 1930.

L'Oeuvre, quant à elle, ne souffle mot des réalisations sociales de 1871.

Il est un autre aspect des réalisations de la Commune à propos duquel le quotidien radical reste muet, c'est le système de gouvernement et d'administration introduit par les hommes du 18 mars. Il serait en effet assez étrange, pour un journal que le régime institutionnel de la IIIe République satisfait, d'admirer les institutions de la Commune. L'Oeuvre ose seulement vanter le travail d'un des fonctionnaires de la Commune, le directeur de la monnaie Camélinat : "il exerça ses fonctions avec une probité et une compétence auxquelles les ennemis de la Commune durent rendre hommage"⁵². Le Populaire et l'Humanité s'entendent pour louer l'honnêteté de l'ensemble des fonctionnaires et des dirigeants communards. La façon dont Georges Pioch, secrétaire général de la Fédération de la Seine (P.C.F.) débute sa convocation au défilé de mai 1922 indique toute l'importance que revêt cette qualité aux yeux de certains communistes :

C'est le cinquante-et-unième anniversaire de la Semaine Sanglante(...) L'anniversaire qui marque l'introduction de la probité dans le gouvernement d'un peuple, et l'expiation où, par trente cinq mille cadavres, elle fut anéantie. ⁵³

Avec l'honnêteté, l'esprit éminemment démocratique du gouvernement de la

Commune réussit aussi à s'attirer les louanges de l'Humanité et du Populaire. Reprenant les mots de Lénine, le journal communiste prétend que la démocratie fut réalisée "aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le rêver".⁵⁴ La liste des mesures qui en rendent témoignage comprend l'extension du principe électif aux postes de fonctionnaires, le nivellement des traitements, et l'interdiction du cumul des charges.⁵⁵

Des différences importantes existent cependant entre les deux journaux quant à l'appréciation de certaines mesures. Les intentions décentralisatrices et communalistes sont condamnées par l'Humanité, tandis que le Populaire ne les signale que sur un ton neutre, sans les juger.⁵⁶ Les différences s'accusent dans les jugements portés sur le souci de la Commune à respecter la légalité. L'Humanité ne se résout à en faire un trait digne d'admiration que dans un seul article, de 1938, qui laisse même encore des doutes sur l'à-propos de ces scrupules :

Dès le 19 mars, le Comité central de la garde nationale précisait qu'il n'entendait pas se constituer en gouvernement. Il arrêtait que des élections auraient lieu sous trois jours. N'était-elle pas éminemment démocratique, cette attitude, qui recevait l'approbation des députés et des maires de Paris (...)

Le suffrage universel donna une majorité énorme aux "communards" mais laissa librement élire des opposants.

On peut même penser, avec Marx, que ce fut là une bien grande magnanimité, alors qu'à Versailles on préparait non la conciliation, mais la guerre civile, et à outrance. 57

Au contraire, le Populaire insiste fréquemment sur le respect de la légalité qui imprégna les actes du Comité Central et de la Commune, en les vantant, ou en tout cas sans les condamner. En 1919, le journal cite déjà l'extrait de

La guerre civile en France, faisant remarquer que la légalité se trouvait du côté de la Commune, démocratiquement élue, plutôt que chez le gouvernement de la défense nationale⁵⁸. Guesde⁵⁹ et Bourgin⁶⁰ sont également mis à contribution, quelques années plus tard, pour rappeler que le Comité central n'avait fait que remplir le vide laissé à Paris par le départ du gouvernement, le 18 mars, et que la Commune sût recourir au suffrage universel avant de passer aux armes. Des articles parus en 1935, 1936 et 1937 répètent les mêmes idées, en insistant sur l'absence presque complète de violence qui marqua le 18 mars, et sur le caractère public de toutes les prises de décision de la Commune. Le Populaire donne l'impression de célébrer la journée du 26 mars, date des élections de la Commune, et celle du 18, avec une ferveur presque égale. C'est d'une part l'hommage presque obligé d'un parti qui respecte les règles du jeu de la IIIe République. C'est d'autre part un aspect du sentiment d'admiration pour une Commune en qui sont reconnues des vertus de générosité, d'intégrité et de droiture.

b. Les erreurs de la Commune

Avec le thème du souci scrupuleux de la légalité, nous abordons déjà, du point de vue de l'Humanité, le problème de ce qu'il est convenu d'appeler les erreurs de la Commune, c'est-à-dire l'ensemble des défauts internes qui précipitèrent sa perte.

Si l'Oeuvre se tait complètement à ce propos, les deux autres quotidiens en font un sujet de réflexion assez fréquent. Cependant, comme l'étude de ces erreurs conduit très souvent le Populaire et l'Humanité à réfléchir sur la façon d'y remédier à l'avenir, et sur les leçons qu'il faut en tirer, nous devons y revenir

au sous-chapitre suivant. Nous nous limitons ici à signaler les principales erreurs imputées à la Commune.

L'Humanité pourfend régulièrement les errances des communards. Ce n'est qu'en 1920, 1923, et 1939 seulement qu'elle épargne à ses héros ses reproches rituels. Il est vrai qu'en 1936 le quotidien se limite à constater les divisions idéologiques qui minèrent le mouvement, et qu'en 1937 et 1938 il lui suffit de dire que la "défaite finale vint pour une part de sa mansuétude à l'égard des ennemis du peuple"⁶¹, et que les élections des députés réactionnaires auraient pu être évitées⁶². Mais les autres années, soit 16 sur 21, le rappel des fautes vient sérieusement tempérer le concert des commentaires admiratifs. Les reproches les plus fréquents sont ceux de l'absence de préparation de la révolution, de l'importance accordée aux sentiments nationalistes (jusqu'en 1933 seulement), du rôle nuisible des petits bourgeois et de leurs idées dépassées⁶³, du manque de hardiesse dans la conduite des événements. La dernière de ces carences englobe l'inutilité des scrupules humanitaires, la stratégie militaire défensive, les soucis de légalité qui amenèrent à respecter la Banque de France et à ne pas aller jusqu'à l'expropriation des capitalistes. Marx, Lénine, et Trotsky sont les guides les plus fréquemment cités dans ces entreprises de dénonciation, qui s'inspirent intégralement des maîtres du communisme.

La liste des griefs du Populaire est beaucoup moins imposante que celle de l'Humanité. Jamais l'organe officiel de la S.F.I.O. ne prend à parti — comme le fait son rival communiste — un membre de la Commune pour lui reprocher ses déviations idéologiques ou son manque d'esprit de décision. Les fautes sont toujours

collectives, explicables, et presque toujours excusables parce qu'inévitables.

Ainsi le manque d'organisation imputé aux dirigeants doit-il être compris à la lumière du développement insuffisant de la classe ouvrière. L'échec final de

l'insurrection tient donc au fait qu'elle se déclenche de façon prématurée :

"La Commune : un combat d'avant-garde. L'heure de la classe ouvrière n'avait pas sonné"⁶⁴

Nous verrons plus loin que la description des fautes des communards posa parfois des problèmes, car les deux journaux cherchent à éviter de ternir le symbole de la Commune aux yeux de leurs lecteurs. Cela signifie probablement que ces fautes doivent tenir une faible place dans le contenu du symbole tel qu'il est perçu par la majorité des admirateurs de la Commune, mais que d'autre part elles jouent un rôle important dans le message didactique que tirent ces deux journaux, message que nous étudierons sous le thème de l'exemple. Néanmoins, il est indéniable que ces erreurs participent du symbole que projettent l'Humanité et le Populaire, ne serait-ce qu'en raison du sort qu'elles ont jeté sur l'existence éphémère de la Commune.

C'est justement la dimension dramatique de la Commune en tant que symbole que nous allons maintenant approcher. A travers les formules d'appel aux manifestations et les expressions qui synthétisent l'existence de la Commune, il a déjà été constaté que les espoirs, aussi confus fussent-ils, apportaient plus que les réalisations (et à fortiori que les erreurs) à la force du symbole. Nous avons

également remarqué que l'Humanité, et dans une moindre mesure le Populaire, tendaient à faire varier la nature des espoirs et des réalisations de 1871 au gré de la conjoncture, en modifiant le dosage de leurs éléments constitutifs. L'Oeuvre n'aborde le sujet des espoirs qu'à partir de 1935. Et c'est seulement lors du Front Populaire que les trois journaux présentent des vues convergentes d'une Commune patriotique, républicaine et populaire. Nous allons maintenant essayer de repérer les traits principaux qui composent le tableau des descriptions héroïques, en cherchant à savoir si ce terrain est aussi mouvant que celui que nous venons d'examiner.

III. La Commune racontée

a. Le légendaire et le dramatique

On l'a fait tant de fois depuis plus d'un demi-siècle, dans nos journaux et dans nos réunions, le récit de ce drame rapide, qui d'un coup, presque sans préparation, fit tomber comme un fruit mûr la capitale aux mains des insurgés! Glorieux anniversaires! Anniversaire d'allégresse qui, à peu de jours d'intervalle, sera suivi d'un anniversaire de deuil.⁶⁵

Ces mots sont de Frossard, exprimés dans le Populaire du 18 mars 1931. Déjà en 1919, dans l'Humanité à l'époque, Frossard se posait la question suivante: "Sur le massacre, que dire qui n'ait été mille fois raconté?"⁶⁶ Et pourtant, chaque année ou presque, les deux journaux reprennent ces récits. Le problème que pose le nécessaire renouvellement des narrations est partiellement résolu par l'abondante reproduction de documents d'époque, articles de journaux portant sur la Commune, témoignages divers et chroniques d'historiens. Lissagaray, en

toute première place, Maxime Vuillaume, Louise Michel, les historiens Dubreuilh, Pelletan et Bourgin sont les auteurs dont le Populaire cite les ouvrages sur la Commune (en plus des dirigeants socialistes déjà signalés). L'Humanité ajoute à sa liste les noms de Vallès, Lepelletier, Eugène Pottier, Elisée Reclus (tous communards) et Georges Talès. Des oeuvres d'imagination sont aussi présentées. Des extraits de la débâcle de Zola⁶⁷ et d'une pièce de théâtre des dénommés Descaves et Nozières, créée en 1913, paraissent dans l'Humanité⁶⁸, tandis que le Populaire reproduit des passages d'un roman de Gustave Geffroy et du "Philemon, vieux de la vieille", de Descaves⁶⁹. Des poèmes et des chansons rappellent de temps à autres les jours de 1871. Rimbaud, Hugo, Eugène Pottier et Jean-Baptiste Clément en sont les auteurs les mieux connus. L'Oeuvre, pour sa part, reste assez discrète sur les scènes de la Commune, et ne recourt pas à ce genre de témoignages ou de citations d'auteurs célèbres.

Tous les extraits produits dans le Populaire et l'Humanité décrivent un nombre limité d'épisodes. Il s'agit soit de la journée du 18 mars, avec le grondement de la colère dans Paris, la montée des troupes sur la butte de Montmartre, la tentative de se saisir des canons, la "fraternisation" des soldats avec la foule, la joie de la victoire; soit de la semaine sanglante, avec son cortège de cruautés et d'actes d'héroïsme, ou encore la répression judiciaire qui la suivit. En 1933, le journal socialiste fait cependant exception en faisant raconter par Lissagaray la journée des élections, le 26 mars 1871⁷⁰. Les quelques autres scènes qui obtiennent une description occasionnelle sont le déboulonnement de la colonne Vendôme, l'aspect calme et serein des rues de Paris sous la Commune, ou les premiers accrochages sanglants avec la troupe versaillaise.

Le fait que ces textes disent tous à peu près la même chose et soient concentrés sur les mêmes moments-clefs que sont le début et la fin du soulèvement témoigne certainement de la fascination qu'exercent ces journées sur l'imagination. L'image de la Commune qui s'en dégage apparaît chargée de passions. Les pages entières que l'Humanité consacre à ces textes, aux images et aux documents de la Commune, sont une sorte de mosaïque dont chaque motif brode une variation sur un sentiment donné. En mars, la joie, la fierté et l'espérance dominent. En mai, ces sentiments font place à l'horreur devant les massacres versaillais, à la pitié devant leurs victimes et à l'admiration devant le courage des défenseurs de Paris. La juxtaposition de récits historiques avec des passages de romans, des poèmes ou des chansons prouve suffisamment que la fonction de ces pages est moins de faire comprendre et d'expliquer la Commune que d'émouvoir. Il faut recréer une atmosphère, donner l'impression d'un vécu, grâce à une série de petits tableaux où fourmillent les détails, réels ou imaginaires. Le Populaire utilise le même procédé, quoique avec une moindre profusion de textes, et beaucoup plus rarement. Une illustration et un passage d'auteur célèbre lui suffisent fréquemment pour obtenir l'effet voulu.

Les citations ne sont pas le seul moyen d'évoquer les journées de 1871. Les membres des équipes de l'Humanité, du Populaire, et même de l'Oeuvre, y vont fréquemment de leur propre plume. Or, ils donnent exactement dans le style passionné des auteurs dont ils s'inspirent. Frossard, qui dit sortir de la lecture de Lissagaray "le coeur déchiré, les nerfs en vrilles", fournit de bons exemples de ce style. Dans un bref article de 1930⁷¹ qui retrace la semaine sanglante, il nous fait assister à la mort de Rigault, à celle de Delescluze

sur sa barricade, à la résistance de Wroblewski et de Rouvier, à celle de Varlin, à l'exécution d'un ouvrier maçon fusillé sous le simple prétexte qu'il est ouvrier, à la prise du cimetière du Père-Lachaise, en émaillant le tout de dialogues qui rendent les scènes plus prenantes.

C'est dans l'Humanité, toutefois, que les descriptions sont le plus fournies. Vaillant-Couturier s'y fait le spécialiste des récits du 18 mars, qu'il répète de façon presque identique en 1928, 1929, 1932 et 1933. Dans un style haletant, saccadé, il évoque la suite des événements qui se précipitent brusquement et mènent à la victoire du prolétariat. Il s'arrête aux détails, anodins du point de vue de la logique des événements, qui recréent aux yeux du lecteur, l'aspect précis, vécu, de la journée:

Quelques détonations sourdes... Puis un roulement grave, lointain... D'autres roulements bientôt plus proches... Il est cinq heures du matin... Des volets claquent... des fenêtres s'ouvrent... On s'interroge dans les cours obscures des maisons ouvrières de Montmartre.

Une alerte? On bat le rappel partout. Des hommes s'habillent en hâte, sautent sur leur fusil, dégringolent les escaliers...⁷²

Vaillant-Couturier achève son article de 1928 en faisant planer déjà sur le jour de la victoire l'ombre de la semaine de mai. Comme Frossard, qui remarque qu'à deux mois d'intervalle l'anniversaire de la victoire appelle celui de la défaite, il sent que l'aube du 18 mars apparaît d'autant plus belle que l'on sait l'aventure éphémère et la fin catastrophique. Le secret de la formule la plus émouvante du récit de la Commune consiste à la présenter comme un drame dont la fin est connue d'avance. Qu'importe alors, de répéter à chaque année les mêmes récits "mille fois racontés", si leurs échos ont forme d'une légende qu'on ne se lasse pas d'écouter?

C'est pourquoi de telles narrations ou de semblables montages de textes descriptifs paraissent presque chaque année dans les quotidiens socialiste et communiste. L'Humanité n'y fait défaut qu'en mai 1935, mars 1938 et mai 1939. Le Populaire commet des omissions un peu plus fréquentes, surtout à partir de 1932. La semaine sanglante n'est plus alors racontée en détail qu'une seule fois, en 1935. L'on peut se demander si la suppression des récits de la guerre civile ne tient pas à la volonté de la S.F.I.O. de ne pas se faire reprocher l'héritage de ces images sanglantes, à l'heure où ses succès électoraux l'enjoignent à prendre un visage rassurant. Il faut cependant remarquer qu'en 1935 le Populaire publie un tableau de la chute de la Commune au jour le jour, qui ne cède en rien aux récits présentés au début des années 1920, alors que la S.F.I.O. ne craignait pas de proclamer des intentions révolutionnaires. Les massacres y sont rapportés avec le même luxe de détails, les Versaillais et la bourgeoisie y sont aussi odieux. Et la série d'articles s'achève sur la note suivante: "La Semaine sanglante, c'est la Saint-Barthélémy bourgeoise. Proletaires, ne l'oubliez jamais!"⁷³

Par ailleurs, c'est justement à partir de 1934-35 que l'Oeuvre se met à parler en détail de la répression versaillaise. Avant cette date, le journal n'y fait référence que très rapidement, et presque de façon allusive, dans l'annonce des manifestations du Père-Lachaise ou dans leur compte rendu. Les mots utilisés, jamais haineux, parlent seulement de "la mémoire des communards victimes de la répression versaillaise"⁷⁴. Le seul récit ayant trait à la Commune que publie l'Oeuvre, au moment des manifestations, avant 1934, n'est même pas très flatteur pour le souvenir des communards. Il s'agit d'une oeuvre

de Léon Deffoux intitulée Un communard et parue originellement en 1913. Elle raconte l'existence d'un ancien fédéré, qui vit au milieu de ses souvenirs inlassablement ressassés⁷⁵:

Rebelle jusqu'au bout, ce fanatique de l'insurrection à main armée n'aspirait encore, à quatre-vingts ans passés, qu'à redescendre dans la rue, faire le coup de feu, se battre... Contre qui? Pour qui? N'importe (...) C'était dans un corps usé, la même volonté nihiliste, le même besoin de s'évader de soi contre la banalité de la vie qui l'animait faubourg St-Marcel en 1848, boulevard Montmartre en 1851, au Père-Lachaise en 1871.

Le vieux communard meurt des suites d'un incendie, en se réjouissant d'avoir entraîné dans la tombe un agent de police qui avait essayé de le secourir. Bien que l'Oeuvre engage ses lecteurs à se rendre à la manifestation, elle manifeste donc, par la publication de cet ouvrage, sa désapprobation de la violence gratuite qui aurait été celle de la Commune. D'ailleurs la gêne éprouvée face à certains actes des communards semble ne jamais disparaître complètement. Le seul compte rendu détaillé que l'Oeuvre donne de la journée du 18 mars, en 1937, est presque entièrement consacré à disculper le Comité central de la garde nationale du meurtre des généraux Clement-Thomas et Lecomte⁷⁶.

A partir de 1934, cependant, et jusqu'en 1938, l'Oeuvre donne plusieurs descriptions de la semaine sanglante et des massacres perpétrés par les Versaillais. Elle se livre à des considérations statistiques sur le nombre de cadavres enterrés au Père-Lachaise⁷⁷, emprunte le ton larmoyant, caractéristique de l'Humanité, pour plaindre ses héros, et illustre par des exemples classiques la barbarie des troupes de l'ordre. Toutefois les expressions utilisées pour désigner les Versaillais ne vont jamais jusqu'au degré injurieux qu'atteignent celles de l'Humanité, ou même du Populaire. Les soldats de MacMahon sont tout

au plus des "soudards"⁷⁸, mais jamais les bourreaux assoiffés de sang, au service de la bourgeoisie, que décrit le journal communiste. En somme, l'Oeuvre éprouve plus de sympathie pour les communards que de haine pour les Versaillais.

Il ne fait donc aucun doute que la force du symbole de la Commune tient en grande partie à son destin tragique et à l'aspect dramatique de son déroulement. Et comme toute tragédie, elle compte des héros. La fréquence des textes célébrant l'héroïsme des communards dans les trois quotidiens, particulièrement dans les convocations aux manifestations, suffit à démontrer l'importance symbolique de cet élément. En faisant la typologie des héros communards tels qu'ils apparaissent dans ces feuilles, il est possible de mieux comprendre la force de l'image qu'ils projettent.

b. Typologie des héros communards

Les trois quotidiens s'accordent pour faire remarquer l'importance du rôle des "combattants anonymes", à qui va selon l'Oeuvre "l'hommage collectif de la foule"⁷⁹ du Père-Lachaise, et à qui l'on doit adresser son "pieux souvenir"⁸⁰, précise le Populaire. Pour l'Humanité, il importe de remarquer que la masse des combattants anonymes comptait une forte proportion de femmes et d'enfants:

C'est en grande partie à l'appui des femmes que Paris soulevé dut sa fière attitude. Elles donnèrent à leurs époux des conseils de persévérance. Elles partagèrent souvent leurs souffrances et leurs risques (...) Ces fières combattantes de la Commune donnaient souvent l'exemple du plus pur héroïsme. (...) Plus d'une succomba aux avant-postes ou derrière les barricades pendant la Semaine Sanglante.⁸¹

Les enfants mis en scène par l'Humanité ont le même mépris du danger.⁸² Ils font le coup de feu sur les barricades et réclament l'honneur d'être fusillés avec leurs aînés lorsqu'ils sont faits prisonniers.

Le Populaire note aussi à quelques reprises les souffrances endurées par les femmes et les enfants⁸³. Il les montre associés dans la mort, objet commun de la cruauté versaillaise. Quant à l'Oeuvre, si elle ne s'attarde guère à la description des combattants anonymes qu'elle célèbre, elle fait d'une femme, Louise Michel, son personnage héroïque préféré. En 1930, le centenaire de la naissance de Louise Michel est l'occasion d'un long article vantant son courage, le geste de se constituer prisonnière lorsqu'elle apprit que sa mère avait été capturée à sa place, sa conduite fière devant les juges, et le dévouement qu'elle manifesta durant son exil:

Sa bonté envers les malheureux, les opprimés et les animaux lui avait valu d'être surnommée la mère aux chats, la larme à l'oeil... Elle ne s'en formalisait pas et continuait à donner ou à laisser prendre l'argent dans sa poche, la laine sur son dos⁸⁴.

Elle est même comparée à Jeanne d'Arc. Ce rapprochement, que n'auraient jamais osé les socialistes et les communistes de cette époque, permet à l'Oeuvre de réconcilier dans un même martyrologe la patronne de la III^e République et l'héroïne de la Commune.⁸⁵

Les trois journaux ont beau admirer l'héroïsme de la masse des insurgés inconnus, ils n'en ont pas moins un panthéon de grands communards. Le Populaire en dresse une liste:

Des noms - les plus grands parmi les grands - se détachent en lettres d'or dans l'histoire du communalisme. Ce sont les Millère, les Vaulin, les Rigaud, les Flourens, les Dereux, les J.-B. Clément, les Edouard Vaillant, les Blanqui, les Jules Vallès, etc.⁸⁶

Or, la plupart du temps, les héros du Populaire et de l'Humanité sont décrits sur les barricades ou au moment de leur agonie. Les personnages les plus souvent chantés sont ceux dont la mort apparaît la plus tragique: Delescluze, marchant à pas lents au devant des balles versaillaises, Flourens, qui meurt la tête tranchée d'un coup de sabre, Varlin, "dont le supplice rappelle ceux de Jean Huss et du Christ"⁸⁷, Millère, qui s'écroule sur les marches du Panthéon en criant "Vive la Commune!" et "Vive l'Humanité", Vermorel, qui jure de ne sortir des barricades que pour mourir et tient son serment.

Pour les trois journaux, les figures célèbres de 1871 partagent donc avec les héros anonymes la caractéristique d'être des martyrs.

Certes, ils sont admirés pour leur courage et même, surtout dans l'Humanité, pour leurs faits d'armes⁸⁸. Mais le dénominateur commun de tous ces personnages demeure les souffrances qu'ils ont endurées. C'est parce que les communards furent les victimes tragiques d'une répression sauvage que l'Oeuvre se permet de célébrer leur mémoire, et non parce qu'ils s'insurgèrent contre l'autorité. C'est au creuset du souvenir de la répression et du martyre des héros que semble se fondre la dévotion commune des trois quotidiens pour les Parisiens de 1871. L'intuition de Pierre Vilar est confirmée, qui disait, dans la discussion ayant suivi la présentation de Georges Haupt au colloque de 1971: "c'est la brutalité de la répression qui mobilise sentimentalement"⁸⁹.

L'attachement passionné pour la Commune et ses héros n'est pas fait que de sentiments violents. Il débouche en effet sur une nostalgie de la barricade que les trois journaux constatent, et qu'ils reflètent aussi.

Cette nostalgie est dite puisée au souvenir d'un "père ou un frère, ou un ami - fusillé par les Versaillais"⁹⁰: "Qui dira combien de vieilles femmes, silencieuses, effacées, pauvres, vivent encore au fond de Paris, avec le souvenir déchirant de la Commune?"⁹¹ Pour ceux qui ne sont pas assez âgés, ce souvenir de fusillade s'enracine aux lieux de Paris qui gardent l'empreinte de l'épopée, comme le fait remarquer Vaillant-Couturier en décrivant le cortège du Père-Lachaise: "Cette foule sait que sous les pavés de ses rues, sous le sable de ses maisons, sont entassés, mêlés encore à ses débris de chassepot, les os des héros de la Commune"⁹². "Leurs moindres reliques nous sont chères" renchérit le Populaire,⁹³ tandis que l'Oeuvre retrouve les mêmes accents que Vaillant-Couturier: "il y a partout, dans les carrefours, et sur les places, des autels invisibles, là où leur sang a rougi la terre qu'ils défendaient"⁹⁴. Et nous pourrions allonger la liste de telles citations, particulièrement au moment de l'exposition de la Commune présentée à Saint-Denis, en 1935, sous les auspices de son maire Jacques Doriot.

La vénération du mur et du "mélancolique fossé"⁹⁵ où sont entassés les fusillés font partie de ce culte nostalgique pour tout ce qui rappelle la Commune. Dans les trois quotidiens, tout un vocabulaire de circonstance associé à la manifestation indique qu'ils convoquent presque des fidèles à une cérémonie religieuse: "autels", "reliques"⁹⁶, "rites traditionnels"⁹⁷, "silence affectueux et recueilli"⁹⁸, "solemnité d'un acte de foi"⁹⁹, "pieux pèlerinage"¹⁰⁰, "martyrs de la Commune"¹⁰¹, "Mur sacré"¹⁰², etc.

Quelques survivants de la Commune, sortes de reliques eux aussi et objet d'un "sentiment d'attendrissement"¹⁰³, prêtent leur concours aux célébrations. Deux d'entre eux confient régulièrement leurs souvenirs au Populaire et à l'Humanité, soit Elie May, dans le journal socialiste et jusqu'en 1923¹⁰⁴, et Camélinat, dans le quotidien communiste jusqu'à sa mort en 1932. Leur témoignage est empreint de la mélancolie de ceux qui regrettent d'avoir vieilli et voudraient revivre l'épopée de 1871. "Si c'était à refaire, bon dieu, le papa Camélinat reprendrait son képi de garde national", s'exclame le journaliste de l'Humanité dont l'entrevue avec le vieux communard "finit comme dans les romances, par un couplet sur les disparus"¹⁰⁵. Le "coffret de souvenirs" ouvert par Elie May inspire d'ailleurs à l'interviewer du Populaire une comparaison littéraire semblable:

"(...) notre ami me raconte la plus folle, la plus attachante aventure. Et je ne sais pas chose plus curieuse que d'entendre cet homme, aux moustaches blanches, au lorgnon paisible, dont l'apparence est celle d'un fonctionnaire retraité, me narrer le merveilleux roman de sa jeunesse¹⁰⁶.

Une fois de plus, deux des quotidiens se rejoignent pour célébrer de la même façon le souvenir des héros de 1871. Et au jour du décès de Camélinat, l'Oeuvre et le Populaire, qui n'aiment guère le parti communiste dont il était membre, adressent un commentaire tout aussi ému que celui de l'Humanité à la mémoire de celui qui fut le directeur de la monnaie sous la Commune¹⁰⁷.

La forme narrative des souvenirs d'Elie May et de Camélinat, que nous venons de voir rapprochée du conte ou du roman, confirme ce que l'abondante reproduction de récits héroïques par les journaux nous avait déjà suggéré.

Dans les mentalités, subsiste un "souvenir légendaire de la Commune"¹⁰⁸.

Léon Blum reconnaît très justement ce fait, en 1936, à un des moments où le souvenir est probablement le plus présent. Mais déjà Louis Dubreuilh en avait fait la remarque en 1908, dans un texte que reproduit le Populaire de 1922 et 1923:¹⁰⁹

La Commune n'a trouvé grâce, en somme, adhésion franche et entière, qu'auprès du prolétariat qui, négligeant le détail et l'accidentel, par conséquent les faiblesses, les incapacités et les tares individuelles, ne s'est souvenu que de la barricade, dont il projette l'image sur l'écran du passé comme celle de l'épisode le plus héroïque jusqu'ici et le plus notoire de sa lutte séculaire contre les détenteurs du capital et du pouvoir. Vision simplifiée, peut-être, et qui ne tient compte ni des oppositions ni des nuances! Mais, à tout prendre, ne serait-ce cependant pas la plus juste et même la seule juste?

Conclusion

Si, selon Dubreuilh, la Commune n'a trouvé d'adhésion qu'auprès du prolétariat, qui n'en a retenu que la barricade, c'est là presque le seul aspect dont l'Oeuvre semble vouloir se souvenir. L'Oeuvre attache une certaine importance aux espoirs des communards, mais elle ne se donne pas la peine de les décrire avec précision. L'on comprend que le patriotisme et le républicanisme sont deux notions suffisamment claires pour que le quotidien radical ne sente pas le besoin de les expliciter. Mais l'idéal de justice sociale qu'il dit reconnaître dans le Paris insurgé n'est même pas défini, pas plus que le "peuple" qui en était porteur. Nous ne pouvons qu'émettre une hypothèse, et supposer que dans l'esprit des radicaux socialistes de l'Oeuvre, l'idée de peuple comprenne en plus du prolétariat

tous les "petits" qui habitent les programmes radicaux de 1900 et de 1930: "les petits exploitants, les petits commerçants, les petits producteurs, les petits tâcherons, les petits artisans, les petits métiers"¹¹⁰. Quant à la justice sociale des radicaux, elle passerait par une lutte contre les "gros", mais il est fort peu probable qu'elle implique une forme quelconque de collectivisme.

Ne revenons pas sur le traitement fluctuant que réservent l'Humanité et le Populaire aux sentiments républicains et patriotiques des communards. Indiquons plutôt que les visées sociales attribuées aux insurgés par ces deux journaux, pour être des éléments essentiels au symbole du soulèvement, n'en restent pas moins vagues et variables selon les circonstances. L'imprécision de ces aspirations en 1871 facilite les variations de celles qui sont décrites rétrospectivement.

Il y est toujours question, cependant, de justice et de liberté. Par ailleurs, le Populaire et l'Humanité réaffirment constamment comme un motif d'immense fierté que la Commune marque la première prise du pouvoir par le peuple — ou par le prolétariat, selon les circonstances. C'est pourquoi on peut aller plus loin: ces journaux reflètent certainement en partie les mentalités collectives, et nous croyons que les lignes suivantes de Pierre Sorlin, qui décrivent la fascination des militants communistes de l'entre-deux-guerres pour l'U.R.S.S., peuvent aussi bien s'appliquer aux sentiments des admirateurs de la Commune:

Il y a, en fait, une véritable identification d'un désir de justice avec une terre particulière, un phénomène de transfert moral; tout ce qu'on ne possède pas et dont on ressent douloureusement l'absence: dignité, initiative, joie d'exister, doit absolument exister ailleurs, là où la révolution est en train de se faire.¹¹¹

Si notre comparaison est juste, la vigueur du symbole du soulèvement ne tiendrait pas seulement dans le drame des barricades comme le dit Dubreuilh, mais aussi dans ce que la Commune évoque avant qu'elle eût à devenir héroïque.

Cela apparaît cependant peu dans l'Oeuvre, où le symbole de la Commune est en quelque sorte tronqué. La communion à l'espoir social de 1871 ne doit être possible pour l'Oeuvre que dans la mesure où le journal conçoit la Commune comme une lutte des "petits" contre les "gros". Mais cela n'est pas dit explicitement. La seule dimension du soulèvement que développe l'Oeuvre est celle d'une Commune martyrisée, légendaire et héroïque; que l'on regarde avec attendrissement et nostalgie. C'est aussi la seule dimension sur laquelle les trois journaux de gauche trouvent un terrain d'entente durable.

B. La Commune comme exemple

Nous venons d'entrevoir la fonction que peut jouer le symbole de la Commune dans les mentalités. En plus d'être une épopée héroïque, elle incarnerait le lieu d'un espoir que permet la victoire momentanée des insurgés. Aussi la Commune joue-t-elle également un rôle en tant qu'instrument des volontés politiques des partis. D'abord en tant que référence capable de mobiliser les sentiments de ses admirateurs autour de thèmes politiques précis, de mettre en valeur ou de légitimer certaines campagnes. Ensuite en tant qu'expérience où puiser des enseignements pour l'action. C'est dans cet ordre que nous aborderons les aspects de la Commune en tant qu'exemple.

I. Le rôle mobilisateur de la Commune

a. De l'identification au martyr communard à l'esprit de vengeance

Il est une première manière de mettre à profit la vivacité du souvenir de la Commune, c'est de mettre en parallèle les souffrances endurées aujourd'hui avec celles des Parisiens de 1871, et de comparer les Versaillais avec ses propres ennemis.

L'Humanité est la seule de nos trois feuilles de gauche à faire une utilisation fréquente de ce procédé. Il s'agit pour elle d'une utilisation très simple de la puissance du symbole. Des comparaisons répétées sont tracées, mais sans grand développement, sans établir de parallèle raisonné et rigoureux entre les événements rapprochés. Ainsi, à l'occasion des commémorations de mars 1922, l'incarcération des communistes Marty et Benda est rapprochée de la répression subie par les communards¹¹². En 1926, un article du S.R.I. (Secours Rouge International) dresse une liste de toutes les "Semaines sanglantes" qui ont lieu en Italie, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie, en Espagne, "dans tous les pays où la bourgeoisie a craint un jour de se voir dépossédée"¹¹³. L'article se termine par une demande d'adhésion et de souscription au S.R.I., afin de lutter contre tous les Versaillais. En 1937, ce sont les massacres de Franco que l'on met en parallèle avec ceux de 1871¹¹⁴.

Dès le milieu des années 1920, les fascistes prennent figure de cible de choix pour ces comparaisons diffamantes. La manifestation communiste de mai 1926 est mise sous le signe de ce rapprochement:

Nous pensons (...) que le meilleur pèlerinage que nous puissions faire au mur des fédérés, c'est de lier dans cette manifestation le culte du souvenir des morts de la Semaine sanglante aux luttes du prolétariat. Ne pas lier le souvenir de la réaction versaillaise avec le fascisme qui veut asservir le prolétariat apparaît comme un non-sens digne d'une religion périmée¹¹⁵.

Les hommes politiques et le patronat, la bourgeoisie en général, subissent le même traitement. En 1939, sont comparés aux "capitulards" et aux alliés de Bismarck "ceux qui aimeraient mieux sacrifier l'intégrité et l'indépendance de la France à la barbarie fasciste plutôt que d'assurer sa résistance efficace aux visées hitlériennes avec le concours de l'Union soviétique"¹¹⁶. En 1930, les poursuites de Tardieu contre l'Humanité et sa sévérité à l'endroit de tous les agissements communistes inspirent ce commentaire:

Le caractère de la manifestation d'aujourd'hui doit être d'autant plus affirmé que, suivant les traces de Thiers et de Galliffet, le patronat, aidé de ses instruments: l'Etat bourgeois et les réformistes, renforce systématiquement l'oppression de la classe ouvrière¹¹⁷.

Vaillant-Couturier, dans un article de 1927, compare le langage de Martial Delpit, auteur du rapport de la Commission d'enquête sur la Commune, aux paroles du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut qui s'est exclamé: "le communisme, voilà l'ennemi". Sarraut personnifie "l'Eternel Bourgeois, monstrueux, hideux, ensanglanté, celui qui, après avoir fait fusiller vingt mille Communeux à Paris, a collé au mur de la guerre de 1914 douze millions d'hommes"¹¹⁸. La fidélité des bourgeois de 1920-1930 aux paroles et aux actes de leurs aînés de 1871 n'irait pas cependant, aux dires de l'Humanité, sans la honte de cet héritage. Le quotidien rappelle à quelques reprises que la bourgeoisie a cherché à ternir ou à étouffer le souvenir de la Commune et de la Semaine sanglante¹¹⁹, sans pour cela être capable de "protester contre les assassinats de Thiers"¹²⁰.

Même les socialistes et cégétistes, qui osent célébrer la Commune, n'échappent pas à ces injures avant la réconciliation de 1934. Leur place est à côté des "Thiers modernes" selon Marcel Cachin, car ils partagent avec eux la gestion de la République bourgeoise¹²¹. Ce sont aussi les héritiers des Versaillais et des "massacreurs de communards" parce qu'ils combattent la "Commune russe"¹²² et se solidarisent avec les fusilleurs des "Communards de l'Inde"¹²³:

Les survivants de la Commune, comme tous les travailleurs conscients, ne peuvent que se détourner avec dégoût des socialistes qui pratiquent avec la bourgeoisie l'union sacrée dans la guerre et l'Union nationale dans la paix (...) C'est donc bien une insulte à la mémoire des Communards de voir ceux qui voudraient assassiner la grande Commune Russe, défiler devant le Mur où se firent tuer les derniers combattants de la glorieuse Commune de Paris¹²⁴.

Enfin, en 1937 c'est au tour du renégat Doriot de devenir versaillais et de se voir accuser de souiller la mémoire des communards¹²⁵.

En comparant ses ennemis aux Versaillais, l'Humanité sait qu'elle les couvre d'une injure parmi les plus dégradantes aux yeux de ses lecteurs. De la même façon, elle sait qu'elle rehausse l'image des peines de ceux qu'elle défend en les rapprochant du martyr de la Commune. La fonction de ces comparaisons consiste aussi et surtout à jouer sur le désir de vengeance qu'inspire la mémoire de la semaine sanglante. En soulignant la similitude des souffrances et en désignant des héritiers aux Versaillais, l'Humanité mobilise les passions associées à la Commune. On comprend mieux, à cette canalisation voulue des sentiments, l'abondance des textes publiés dans le journal communiste qui rappellent les atrocités versaillaises.

De 1920 à 1934, le quotidien exprime d'ailleurs explicitement l'appel à la vengeance réclamé par les communards. L'appel est lancé aussi bien par les dirigeants du Parti, dans les discours prononcés au Père-Lachaise, que par les chefs syndicaux de la C.G.T.U., ou par les simples journalistes de l'Humanité, dans les articles relatant la semaine sanglante. En voici un exemple, tiré de la convocation de 1929 du parti communiste:

Demain, vous défilerez en masses compactes devant le Mur où furent fusillés les derniers des trente mille fédérés massacrés en 1871!

Votre manifestation ne doit pas être seulement un pèlerinage, un hommage aux héros de la Commune. Elle sera pour vous l'occasion de galvaniser vos énergies. En passant devant l'immense tombe des Communards assassinés, vous renforcerez vos sentiments de haine contre la bourgeoisie qui vous opprime, qu'aggrave votre misère en attendant de vous faire massacrer¹²⁶.

C'est en effet une "haine salutaire"¹²⁷ qui ferait marcher les manifestants, et c'est l'esprit de vengeance qui donnerait la signification essentielle à leur cortège. Vaillant-Couturier ne craint pas d'affirmer, en 1921, que la revanche tant souhaitée se fera dans le sang¹²⁸. Bref, il semble bien que la "leçon" principale tirée de la Commune par l'Humanité soit la démonstration de la férocité dont la réaction est capable, et la nécessité de la revanche qu'elle exige¹²⁹. Cette leçon est rappelée même au-delà de 1922, quand l'Internationale et le parti reconnaissent que la conjoncture n'est plus favorable au déclenchement d'une révolution. L'échéance du grand soir en est simplement provisoirement reculée, et le défilé des manifestants devient alors "une revue des forces vengeresses de demain"¹³⁰.

Sous le Front Populaire, l'Humanité continue à publier des récits de la semaine sanglante, mais le thème de la vengeance disparaît de ses pages. Le Parti cherche alors à éviter une révolution que les militants pourraient croire à la portée de la main. Les consignes de l'Internationale, qui croit qu'une guerre civile en France ferait le jeu de l'Allemagne nazie, dissuadent en effet d'attiser les feux d'une révolution. Les manifestations de 1935, 1936 et 1937 n'en sont pas moins les plus importantes de l'entre-deux-guerres.

D'un autre côté, la façon dont le Populaire convie les lecteurs à ses défilés montre que la fidélité à la Commune n'implique pas nécessairement l'esprit de revanche.

Comme l'Humanité, le Populaire fait certains rapprochements entre le supplice des communards et les peines endurées par les travailleurs français de l'entre-deux-guerres. Mais ces rapprochements restent assez rares. Le texte le plus explicite à cet égard provient d'ailleurs du Secrétaire national des étudiants socialistes, et non d'un collaborateur régulier du journal. Parlant au nom de son association, il voit dans le défilé du Père-Lachaise un moyen d'affirmer une solidarité avec les jeunes travailleurs:

Avec eux, sous la chemise bleue et la cravate rouge, nous disons bien haut que contre les maux dont nous souffrons (ces maux contre lesquels les Fédérés ont déjà dû lutter), contre les dangers du militarisme, contre l'égoïsme de la bourgeoisie omnipotente, contre l'asservissement des esprits et des êtres par l'Eglise, contre l'iniquité du régime capitaliste, contre tout cela, c'est par des moyens révolutionnaires que l'on triomphera¹³¹.

Au début des années vingt, quelques autres comparaisons semblables sont publiées, qui ressemblent d'assez près à celles que multiplie l'Humanité. Paul Faure espère que le souvenir de la Commune aidera "le peuple des villes et des campagnes" à exprimer sa colère et à prendre conscience des échecs diplomatiques, du désarroi économique et de la ruine financière qu'ont provoqués Poincaré et ses collègues: "Ils font en ce moment à la France plus de mal que Napoléon III et Bismarck ne lui en firent en 1871"¹³². En 1938, le dénommé Dubois, comparant cagouleurs et Versaillais, lance cet avertissement: "Croyez-moi, rien n'a changé depuis"¹³³. Enfin, Léon Osmin trouve en 1934 le moyen de parler de vengeance:

(...) les trente-cinq mille victimes de la semaine sanglante, combattants obscurs de la plus noble des causes, crient vengeance. Crient vengeance aussi les milliers et les milliers de travailleurs tombés sous les balles de Mussolini, de Hitler et des éléments réactionnaires coalisés dans tous les pays¹³⁴.

Il n'est donc pas impossible que les coeurs de plusieurs manifestants socialistes du Père-Lachaise soient chargés d'un désir de revanche. Mais les appels à la revanche que lancent leurs dirigeants sont à la fois beaucoup plus rares et beaucoup moins pressants que ceux des chefs communistes. Aucun d'entre eux ne prophétise, comme le fait Vaillant-Couturier, que la vengeance s'accomplira dans le sang. Deux textes, publiés à huit ans d'intervalle, démentent d'ailleurs la fécondité d'un désir violent de revanche. Pour Bracke¹³⁵, ce désir aurait animé les socialistes des années 1880, "quand les communards revenaient d'exil, quand le sang des massacrés restait encore chaud", puis il aurait cédé la place à une volonté de profiter des "leçons" de la Commune¹³⁶. En 1937, le Populaire reproduit un texte de Jaurès vantant la façon dont Charles Longuet, ancien membre de la Commune, célébrait l'anniversaire de l'insurrection:

Ce n'est pas en des rêves de représailles sanglantes qu'il cherche la revanche de la Commune vaincue. Et il voudrait que la Révolution sociale s'élève au-dessus des rancunes et des justes colères pour accomplir sans haine, sans effusion de sang humain l'oeuvre de justice.

Puisse, s'écrie-t-il, le souvenir de la répression sanglante de 1871 n'être pas effacé¹³⁷!

Et le passage se termine par une invitation pressante à "l'acte de volonté, de liberté, de robuste douceur, l'acte d'humanité et de beauté par où sera instaurée la société nouvelle".

Le Populaire, contrairement à l'Humanité, n'a donc pas attendu jusqu'au Front Populaire pour dissuader ses troupes d'espérer un soulèvement armé. Et comme le montre Jaurès, il soutient que l'on peut en même temps garder le souvenir déchirant de la semaine sanglante, vénérer la Commune, et renoncer à une réparation sanglante de son échec.

C'est aussi ce que démontre l'Oeuvre. Elle verse des larmes sur les communards massacrés, mais se garde bien d'établir des parallèles entre la situation d'alors et les conjonctures actuelles, ou d'encourager l'esprit de vengeance. Nous l'avons déjà remarqué, la sympathie pour les communards ne s'accompagne pas dans l'Oeuvre d'une haine comparable des Versaillais.

b. Identification aux espoirs des communards

Nous avons déjà pu constater la part significative que prennent les espoirs de la Commune dans le contenu de son symbole. Il ne serait donc pas surprenant que l'Humanité, le Populaire et l'Oeuvre cherchent à faire fructifier ce symbole en prétendant se battre pour la même cause que les communards.

L'Oeuvre, cependant, reste très réservée à cet égard. Elle convient que les socialistes doivent se réclamer de la Commune et de sa tradition¹³⁸, mais jamais elle n'ose explicitement les lier à la cause radicale. Les propos les plus téméraires allant dans cette direction se bornent à se féliciter de la "belle addition à présenter au fascisme" que sont les deux cent mille manifestants de 1935¹³⁹. L'Oeuvre reconnaît donc implicitement que la lutte anti-fasciste, à laquelle s'associent les radicaux, n'est pas sans liens avec les buts de la Commune. Elle convient également du fait que les manifestants de 1938 se réclament du même idéal que les communards¹⁴⁰, et que ceux de 1937 adressent un hommage à la "grande idée de justice sociale" qu'incarne la Commune¹⁴¹. Par contre, le quotidien radical s'étonne en 1939 que la commémoration traditionnelle soit l'occasion pour les communistes de pousser des "Vive Staline" et de faire la publicité d'un livre sur l'histoire de l'U.R.S.S.¹⁴² Il est évident que pour L'Oeuvre, la Révolution russe n'a rien à voir avec le Paris de 1871.

La timidité des parallèles établis par L'Oeuvre, même sous le Front Populaire, s'explique sans doute par le fait que le quotidien n'est pas l'organe d'un parti. Il ne présente pas le point de vue officiel des radicaux et ne tient sans doute pas à auréoler leurs politiques du symbole de la Commune. Même en 1936, le parti radical préfère s'abstenir de participer à la manifestation¹⁴³ et il est probable que la plupart des chefs radicaux auraient été fort embarrassés de se voir considérés comme des héritiers des communards¹⁴⁴. Il est probable que le parti de Herriot ne tienne pas à courir le risque qu'un hommage à la Commune soit interprété comme un salut à la révolution et aux moyens violents qu'il réprouve.

L'Humanité n'hésite pas, l'on s'en doute, à se placer sous la protection spirituelle de la Commune. "La Commune de Paris, c'était notre communisme déjà conscient, déjà fécond"¹⁴⁵, dit Georges Pioch quelques mois après la scission de Tours. Jusqu'au pacte d'unité d'action socialo-communiste de 1934, les communistes tiennent à se présenter comme les seuls héritiers véritables de la Commune. Ils accusent la S.F.I.O. de ne lui rendre qu'une "glorification toute verbale"¹⁴⁶, et de se parer de son prestige "pour sauver les apparences, mais seulement sentimentales"¹⁴⁷, puisque les socialistes refusent d'envisager le déclenchement d'une révolution et ne lient pas à la Commune la défense des objectifs du Parti Communiste.

Chaque année, l'Humanité attache en effet au pèlerinage du Mur une série de revendications variées, qui doivent conférer à la Commune le seul hommage dont elle est supposée digne. Souvent ces revendications n'ont qu'un rapport lointain avec l'oeuvre et les aspirations des Parisiens insurgés. Ainsi les slogans de 1924 réclament-ils la cessation de l'occupation de la Rhur¹⁴⁸, ceux de 1925 l'arrêt de la guerre du Rif¹⁴⁹. Le programme de 1932 est assez chargé: il demande du pain et du travail, l'amnistie pour les communistes emprisonnés, la semaine de quarante heures, la défense de l'U.R.S.S., les assurances sociales, la lutte contre le "massacre impérialiste"¹⁵⁰. Le lien des revendications avec la Commune n'est presque jamais explicité, mais du moment que l'on croit en son caractère prolétarien, communiste et pacifiste, tout le programme du parti communiste peut aisément passer pour lui être fidèle.

Au cours des années, la défense de l'Union Soviétique est celui des thèmes de la manifestation qui revient le plus souvent. Les discours prononcés au

cimetière rappellent constamment la filiation de l'expérience soviétique à la Commune de Paris. Un article de 1935 consacré à la "Commune soviétique" développe la comparaison:

Cette expression n'est pas une simple formule, une forme approchée: c'est bien le projet même d'Etat prolétarien élaboré par la Commune de Paris (...); c'est bien ce projet même, commenté par Marx dans "La Guerre civile", qui est à l'origine de la constitution soviétique, base de la dictature du prolétariat sur un sixième du globe.

Il faudrait un livre pour montrer les prolongements merveilleux dans la Commune soviétique de ces premières décisions du prolétariat au pouvoir pour la première fois dans l'Histoire, qui sont la grandeur de la Commune de Paris¹⁵¹.

L'association de la lutte pour l'Union soviétique à la célébration de la Commune confirme, pour les communistes français en tout cas, l'hypothèse que nous avons émise sur la similitude de symbole entre la Commune et l'U.R.S.S.¹⁵²

Les sentiments dont parle Pierre Sorlin - dignité, initiative, joie d'exister - et dont les travailleurs se sentent privés, explosent brusquement avec l'avènement du Front Populaire. Ils contribuent certainement à rafraîchir le souvenir de la Commune, dont l'Humanité ne se prive pas de faire rejallir le prestige: "ouvrière et sociale, premier gouvernement des travailleurs, elle fut un grand mouvement démocratique et national dont le Front Populaire entier peut réclamer la filiation"¹⁵³. A partir de 1934, les communistes se flattent de partager avec les Parisiens de 1871 les mêmes aspirations patriotiques et républicaines, et de chercher comme eux à réunir sous un même drapeau tous les "éléments sains" de la société française, alors que quelques années auparavant les socialistes étaient encore des "bergers de la collaboration de classe"¹⁵⁴ coupables d'avoir trahi les communards. Le rôle unificateur du souvenir de la

Commune, que chante soudain l'Humanité, trouve sa consécration dans le rassemblement de 600 000 manifestants au Père-Lachaise en 1936.

C'est sous le Front Populaire que le quotidien de la S.F.I.O. proclame avec le plus d'assurance sa fidélité aux communards. Le matin du cortège dont il sera le point de mire, Léon Blum lance les mots suivants: "Ils sont morts pour la Liberté. Ils sont morts pour la Justice sociale. Ils sont morts pour la République. Ils sont morts pour tout ce que le Front Populaire incarne"¹⁵⁵. "La Commune fut l'oeuvre d'un Front Populaire formé de petits bourgeois et d'ouvriers", proclame encore le Populaire un an plus tard¹⁵⁶.

Mais plus concrètement, et c'est ce que lui reprochent les communistes, la S.F.I.O. n'associe pas la poursuite de campagnes politiques précises à ses commémorations. Elle parle seulement de continuer "l'oeuvre révolutionnaire" dont la Commune cherchait à assurer les moyens par la défense de la République¹⁵⁷, ou bien de rester fidèle à ses combats pour l'émancipation humaine et contre le militarisme. Elle considère aussi que les communistes, en quittant la S.F.I.O., ont trahi la leçon d'unité socialiste laissée par l'insurrection parisienne. Selon le Populaire, la manifestation du cimetière n'appartient ni aux communistes, ni aux socialistes, mais au prolétariat tout entier¹⁵⁸. Enfin, après 1920, le quotidien cesse d'associer le souvenir de la Commune à la République soviétique, car il récuse désormais vigoureusement la direction donnée à la Révolution russe par ses dirigeants¹⁵⁹.

Chacun à sa manière, donc, l'Humanité et le Populaire prétendent continuer l'oeuvre entreprise sous la Commune, tandis que l'Oeuvre n'ose le faire. Les partis socialiste et communiste légitiment ainsi leur combat du sceau de l'insurrection la plus chère au coeur de leurs militants. L'Humanité raccroche à sa commémoration toutes les causes communistes de l'heure. Ceci l'amène à invoquer la Commune pour justifier des stratégies politiques et des campagnes qui changent d'une année à l'autre, au point de contredire parfois celles des années précédentes. Le Populaire, craignant peut-être de prêter le flanc à ceux qui l'accuseraient de vouloir répéter la Commune, préfère tracer sa filiation en des termes plus généraux et étendre celle-ci à l'ensemble du prolétariat. Car, en fait, ni les socialistes ni les communistes ne se proposent d'instaurer une nouvelle Commune, identique à la première. Si leurs quotidiens parlent à l'occasion de "faire revivre la Commune"¹⁶⁰, ce genre d'expression relève plutôt de l'évocation affective que des plans véritables des partis. Ceux-ci s'accordent plutôt à dire que la Commune n'est pas un modèle tracé d'avance et qu'elle doit servir d'enseignement, autant que d'exemple d'énergie et d'héroïsme. C'est là le thème des leçons de la Commune.

II. Les leçons de la Commune

Il est réconfortant, pour qui rêve de bouleversements sociaux, de pouvoir se représenter les scènes d'une révolution victorieuse, de sentir vibrer en soi les espoirs qui furent autrefois exaucés et promettent de l'être encore à l'avenir. La vigueur du souvenir de la Commune tient pour une large part à ce caractère messianique et réconfortant. L'Humanité et le Populaire, qui en sont

parfaitement conscients, exploitent le potentiel d'émotions attachées à ce souvenir.

Cependant, la Commune a aussi marqué une défaite. Un "désastre" dit l'Humanité de 1925¹⁶¹, une "catastrophe" dit Paul Faure en 1922¹⁶². Dès le lendemain de la semaine sanglante, Marx s'appliqua à repérer les erreurs des communards afin de faire en sorte qu'elles ne soient pas répétées. Lénine se livra à une réflexion identique avant de réussir sa propre révolution. Nous devons donc nous demander quelles leçons tirent l'Humanité et le Populaire de l'expérience communarde, et comment ils accordent ce regard critique avec la glorification plus qu'enthousiaste qu'ils rendent à l'événement.

Il n'est évidemment pas question pour le journal de Gustave Téry de se servir de l'exemple de la Commune pour préparer une révolution. L'Oeuvre s'inquiète même quelque peu lorsque le défilé du Père-Lachaise donne lieu à des échauffourées - dont elle attribue toujours la responsabilité aux communistes, "provocateurs moscovites trop zélés"¹⁶³, et jamais aux socialistes. Les cris séditieux poussés par les manifestants la dérangent, et elle préfère que le cortège soit digne et recueilli, comme l'exige selon elle une manifestation du souvenir¹⁶⁴. Ce souvenir doit rester pieux et ne pas déboucher sur des actes violents. Mais si L'Oeuvre n'encourage pas la révolution, elle ne profite pas non plus des commémorations pour dégager de la Commune quelque autre message, celui de la stérilité inévitable de la violence¹⁶⁵, par exemple, ou de la nécessité d'une conquête graduelle de la justice sociale. En ce sens, et hormis l'alliance de toutes les couches dominées dont L'Oeuvre - comme l'Humanité et le Populaire - va chercher l'inspiration en 1871 - au moment du Front Populaire -

il n'y a pas de "leçon" de la Commune pour le journal radical.

Pour les communistes d'avant 1934, au contraire, la révolution est bel et bien l'objectif vers lequel doivent converger toutes les énergies. Elle est considérée comme prochaine entre 1919 et 1921. Son arrivée est ensuite repoussée à un avenir incertain. L'échec des tentatives révolutionnaires effectuées après la guerre dans plusieurs pays d'Europe a convaincu Moscou de chercher à consolider sa propre réussite et d'attendre une situation plus favorable avant de lancer une nouvelle offensive insurrectionnelle. Ceci n'empêche pas de considérer la révolution comme inévitable et de la préparer. Les commémorations des journées de 1871 sont l'occasion de réaffirmer la foi en son avènement. Lorsque meurt le vieux communard Camélinat, en 1932, l'Humanité l'honore pour n'avoir pas été de ceux "qui prétendent toujours que l'heure de la lutte n'est pas venue"¹⁶⁶.

Puisque la révolution sera fatalement violente, qu'elle se fera grâce à la force des armes, l'Humanité juge qu'il faudra s'assurer le concours de la troupe, et qu'à ce propos le 18 mars est un modèle adéquat:

Parmi tous les enseignements précieux que les travailleurs doivent tirer de la lutte héroïque des Communards, il en est un qui doit toujours être présent à leur mémoire.

C'est celui de la victoire rapide sur le gouvernement obtenue, le 18 mars, par le passage en masse de l'armée du côté du peuple, par la fraternisation¹⁶⁷.

Ce thème d'une préparation de la fraternisation de l'armée avec la foule est lié à l'anniversaire du 18 mars à partir de 1923 et jusqu'en 1933: "l'anniversaire du 18 mars doit inciter les prolétaires à étudier le mécanisme du passage de

l'armée au peuple"¹⁶⁸. Au cours de ces dix années, le parti communiste mène en effet de vigoureuses campagnes anti-militaristes (d'abord contre l'occupation de la Rhur et contre la guerre du Rif). Des députés communistes, des journalistes, ainsi que des membres des jeunesses communistes qui ont mené une propagande active dans l'armée d'occupation de la Ruhr, sont régulièrement traduits devant les tribunaux et condamnés pour provocation de militaires à la désobéissance (Parmi lesquels Doriot, Cachin, Marty, Vaillant-Couturier, Duclos, Gabriel Péri)¹⁶⁹. En décembre 1929, la répression contre les menées communistes totalise 1127 poursuites judiciaires, 597 condamnations et 260 années de prison¹⁷⁰. A partir de 1934, cependant, même si la fraternisation du 18 mars continue à être célébrée, les appels au noyautage de l'armée et à la désobéissance militaire n'ont plus cours. Le parti considère désormais qu'affaiblir l'armée contribuerait à renforcer les espoirs de l'Allemagne nazie.

Avant 1934, l'exemple de la fraternisation du 18 mars constitue le seul élément précis de stratégie politique appliqué par la Commune que l'Humanité juge bon de retenir et d'imiter. Sinon, les seules leçons "positives" de la Commune restent du domaine de l'héroïsme, de l'énergie et de l'abnégation. Ce sont surtout des leçons "négatives", tirées des erreurs de 1871, que retient l'Humanité:

Sans doute, les conditions de la bataille des classes, en 1926, sont très différentes. Mais n'oublions pas que les communistes russes, dont les conditions de lutte étaient encore beaucoup plus dissemblables, ont dû beaucoup à leur étude approfondie du glorieux mouvement ouvrier français de 1871. Le récit même des erreurs d'alors est du plus haut intérêt et doit rendre d'éminents services à ceux qui s'organisent aujourd'hui pour imiter le geste de leurs aînés¹⁷¹.

Quelles sont donc ces erreurs, et quels services leur connaissance peut-elle rendre?

Ce sont en fait les leçons enseignées par Marx et par Lénine, que l'Humanité se contente le plus souvent de citer ou de paraphraser. Nous avons déjà signalé ces erreurs repérées par le quotidien communiste, à propos du symbole de la Commune: absence de préparation révolutionnaire, manque de hardiesse, vulnérabilité aux idéologies trompeuses, trop grande mansuétude à l'égard des ennemis, souci néfaste de la légalité. La liste en est plus longue que celle des remèdes proposés. Ces derniers peuvent se résumer dans la panacée du parti fort et uni, muni d'une théorie scientifique de la lutte des classes. Toute la chasse aux erreurs tend donc à exalter l'obéissance au parti. Cela est particulièrement clair durant la phase de durcissement idéologique que celui-ci traverse en 1924-26. Conformément au mot d'ordre lancé par l'Internationale communiste en 1924, sa section française élimine toutes les oppositions internes et assure une fidélité inconditionnelle à Moscou. Aux élections législatives de 1924, le parti refuse toute alliance tactique avec les autres formations politiques, même les socialistes, considérés comme inféodés à la bourgeoisie. Cette époque correspond donc à une condamnation en règle de toutes les idéologies réactionnaires et utopistes qui conduisirent la Commune à sa perte: le nationalisme (surtout depuis que l'on sait où il a mené, entre 1914 et 1918), le proudhonisme, les libertés communales, qui sont idées de petits bourgeois, et toutes les pensées vagues et généreuses prêchant la réconciliation des classes.

Il est difficile de distinguer si derrière chaque idéologie dénoncée, se cache une cible particulière du parti communiste de l'entre-deux-guerres. Voici, par exemple, une des critiques les plus précises et les plus élaborées du

proudhonisme que nous ayons trouvées:

Paris devait être aux yeux des fédéralistes proudhoniens la première commune (...) L'expérience a prouvé que sans dictature et sans centralisation, les révolutions échouent. C'est une faute et même un crime, dans ce domaine, que de s'exposer, pour sauver un principe, à la défaite. Une révolution vaincue, c'est pour le prolétariat un demi-siècle de chaînes nouvelles¹⁷².

Ces lignes visent peut-être une des tendances fondamentales du socialisme français. Annie Kriegel considère en effet que le proudhonisme a imprégné pendant fort longtemps le syndicalisme français¹⁷³. Mais il est peu probable qu'il s'agisse d'un blâme adressé à certains communistes qui seraient prêts à déclencher une révolution prématurément, sans attendre que soit complétée la phase de renforcement du parti que commande Moscou. Même si les relations du P.C.F. avec Moscou sont parfois tumultueuses au début des années vingt, rien ne nous permet d'affirmer qu'une tendance importante du parti croit alors fermement - en 1925 - que l'heure de la révolution a sonné¹⁷⁴. La critique du proudhonisme ne vise donc pas nécessairement un groupe particulier du parti. Cependant, elle s'inscrit parfaitement dans l'effort de centralisation et d'homogénéité doctrinale entrepris en 1924, et il n'est pas impossible qu'elle veuille accuser tous ceux qui s'y opposent de mener le prolétariat à la défaite¹⁷⁵.

Après la phase de bolchévisation du parti, les appels à l'obéissance ne cesseront pas pour autant. Les critiques se feront simplement un peu moins dures, avant de s'adoucir considérablement sous le Front Populaire. En 1936-37, le parti est alors en pleine croissance, il attire un nombre considérable d'adhérents qu'il serait maladroit de repousser avec des querelles

intestines, et il essaie de prendre un visage rassurant pour la petite bourgeoisie¹⁷⁶. A travers la Commune, dont il dénonce les ennemis de l'intérieur, il vise plutôt les ligues et les organisations fascistes:

(...) le peuple de France sait aujourd'hui, que le maintien de ses libertés comme de la paix exige qu'on écarte des postes décisifs les ennemis de la République. Il sait que l'on doit mettre hors d'état de nuire les ligues de guerre civile (...)

Quelles leçons l'histoire de la Commune ne comporte-t-elle pas dans ce domaine! L'on peut bien dire que sa défaite finale vint pour une part de sa mansuétude à l'égard des ennemis du peuple¹⁷⁷.

Il arrive, avant 1935, que la sévérité des critiques adressées à la Commune par l'Humanité aille de pair et contraste violemment avec la ferveur du culte qui lui est voué. Ainsi, à deux jours d'intervalle, peuvent se succéder une présentation tout à fait sympathique et attachante de Proudhon par son ancien disciple Camélinat et une vigoureuse attaque du même personnage par un collaborateur du journal¹⁷⁸. Certains journalistes prennent d'ailleurs conscience d'une possible flétrissure du symbole de la Commune et ils cherchent à expliquer leur position. Tel le cas du dénommé Chauvelon, qui intitule son article "Laquelle des deux Communes: Paris ou Moscou?" et décide qu'il faut aujourd'hui regarder de préférence vers la seconde¹⁷⁹. Il se sent obligé d'ajouter que cela doit se faire "sans rien abdiquer ni de notre respect ni de notre pitié pour les admirables prolétaires victimes de la bourgeoisie jouisseuse et exaspérée qui sortait du Second Empire par la porte de la guerre et de la défaite." Telle est encore la situation du parti communiste lui-même, qui signe un appel à la manifestation de 1929 en rappelant que "malgré ses fautes et ses faiblesses, la Commune de Paris reste comme une des pages les plus glorieuses de l'histoire

révolutionnaire"¹⁸⁰. Jusqu'au jour où elle cesse de prêcher la révolution violente, l'Humanité apparaît donc écartelée entre la glorification du geste des communards et la dénonciation des erreurs à ne pas répéter.

Pas plus que l'Humanité, le Populaire ne veut tomber dans les mêmes ornières que les communards. Durant les années 1920, l'apparition sur la scène politique d'un second parti ouvrier confronte la S.F.I.O. avec la tâche de se définir une idéologie propre, et l'exemple de la Commune et les causes de son échec font partie du système de références mis à profit dans ce but.

Plusieurs des erreurs de la Commune recensées par le quotidien socialiste sont identiques à celles que dénonce son concurrent communiste: manque de cohésion, isolement de la capitale du reste du pays, "hésitations" explicables mais affaiblissantes devant des mesures frappant à fond la domination capitaliste"¹⁸¹. C'est pourquoi un remède apparemment analogue à celui des communistes est prescrit:

De tout cela, nous déduisons surtout et avec quelle raison! - la nécessité de l'organisation de la solidarité entre les éléments travailleurs, de la constitution sur tout le territoire du réseau prolétarien¹⁸².

Mais le Populaire fait de ces erreurs un thème de réflexion moins fréquent que l'Humanité, et il préfère parler en termes de causes de l'échec, plutôt que de fautes personnelles et de responsabilités individuelles¹⁸³. La classe ouvrière n'était pas prête à prendre le pouvoir, elle fut acculée contre son gré à une révolution dont les conditions historiques et économiques ambiantes rendaient le succès impossible.

L'angle sous lequel est abordé le problème n'est donc pas identique. La solution proposée non plus, d'ailleurs. La différence ne se limite pas au fait que le Populaire recommande l'adhésion à la S.F.I.O. plutôt qu'au parti communiste et à l'Internationale ouvrière d'Amsterdam¹⁸⁴ plutôt qu'à la C.G.T.U.

L'organisation des travailleurs dont il est question n'équivaut pas à la formation d'un parti d'avant-garde, léniniste, rivé à l'objectif d'une révolution inéluctable.

Ce parti doit être muni d'une doctrine, certes, mais il pourra accueillir des militants de tempéraments bien différents. L'objectif avoué de la S.F.I.O. reste la reconstruction de l'unité réalisée en 1905 et perdue en 1920. Parce que le souvenir de la Commune appartient à l'ensemble de la classe ouvrière, l'anniversaire de la semaine sanglante apparaît à Paul Faure comme un moment tout désigné pour présenter le projet réconciliateur de son parti et en appeler à une trêve momentanée des conflits qui déchirent le prolétariat:

Qui donc avait pu imaginer cette hypothèse impie que cet après-midi, devant le Mur à jamais illustre des Fédérés, communistes, socialistes et syndiqués donneraient libre cours à leurs colères fratricides?

Ailleurs, oui, la bataille peut et doit se poursuivre, méthode contre méthode, principe contre principe, jusqu'à ce que les masses ouvrières aient définitivement, dans leur grande majorité et ce ne sera plus long maintenant, fixé la bonne direction, établi la grande unité où modérés et ardents réformistes ou révolutionnaires et ceux qui sont à la fois les deux auront leur place, leur rôle, leur utilité¹⁸⁵.

La S.F.I.O. accueillerait donc des réformistes, des révolutionnaires, et ceux qui sont les deux à la fois? Mais que signifie être révolutionnaire? La S.F.I.O. soutient qu'elle l'est, et un de ses soucis principaux, au sortir du

Congrès de Tours, est de ne pas s'afficher comme un parti se situant à la droite des communistes. Au Temps de 1921 qui l'accuse de faire de la célébration du cinquantième de volonté révolutionnaire¹⁸⁶, Jean Longuet répond que "le docteur moniteur de la ploutocratie parle d'or":

Il a parfaitement raison de détromper sa clientèle au cas où elle aurait pu croire que nous avions en quoi que ce soit, renoncé à notre idéal révolutionnaire, à la lutte des classes, à l'internationalisme le plus vigoureux et à l'expropriation capitaliste - qui constitue le but commun des socialistes de tous les pays¹⁸⁷.

Mais il n'est pas dit que cette volonté révolutionnaire devra s'exprimer par les armes. Le recours au soulèvement armé a longtemps posé un problème théorique important aux socialistes¹⁸⁸. Au début des années 1920, seul Zynowski¹⁸⁹ s'en fait l'avocat déclaré. Les autres, tels Blum, l'admettent comme une éventualité mais ne la souhaitent pas, ou bien la rejettent franchement, comme Longuet qui prédit la catastrophe pour la classe ouvrière en cas d'échec¹⁹⁰. Pour la majorité du parti, donc, la révolution doit se passer de moyens violents, et les leçons tirées de la Commune reflètent cette ambiguïté théorique. Les textes faisant référence à la Commune parlent de poursuite d'un idéal révolutionnaire, de préparation révolutionnaire, mais presque jamais de préparation de la "révolution" - mot apparemment tabou en ces circonstances trop susceptibles de lui conférer une connotation sanglante. "Notre époque n'est plus celle du romantisme des barricades" dit le Populaire de 1927¹⁹¹. Dans un texte reproduit en 1922, 1924 et 1928, Paul Faure en arrive à la même conclusion:

Avant la Commune, on pouvait croire peut-être qu'une insurrection ouvrière, maîtresse de Paris, avait en main les conditions d'un succès durable.

Les événements les plus douloureux qui suivirent dissipèrent toute illusion à cet égard (...)

La classe ouvrière ne parviendra pas à son affranchissement par un coup de surprise, entrepris par des poignées d'hommes, aussi héroïques soient-ils¹⁹².

En fait, donc, la prise du pouvoir violente n'est pas forcément souhaitable car elle peut mener à un échec sévère si la conjoncture n'est pas favorable¹⁹³. Par ailleurs, la prise du pouvoir, même solidement assurée, ne suffit pas pour assurer le passage au socialisme, car elle doit être précédée d'une éducation des masses ouvrières qui consiste à "pratiquer le maniement des "leviers" par lesquels fonctionne le mode de production capitaliste, directement et dans l'Etat"¹⁹⁴, et qui vise l'acquisition d'une connaissance suffisante du mécanisme de destruction du capitalisme. Contrairement à ce qu'elle était sous la Commune, l'organisation prolétarienne est devenue capable d'une telle "action continue" qui la dispense de risquer tout de suite la prise du pouvoir¹⁹⁵. D'ailleurs, l'organisation capitaliste a elle aussi renforcé sa cohérence et sa capacité de résistance, rendant aléatoires les chances de succès d'une expérience de pouvoir socialiste. Ces raisonnements appuyés sur l'enseignement de la Commune permettent aux socialistes de justifier leur appui à la politique du cartel des gauches ainsi que leur programme de réformes immédiates, en les présentant comme des gestes révolutionnaires préparant l'avènement de la révolution future.

Mais une fois la révolution en marche, la Commune peut-elle servir d'exemple sur la façon d'accomplir les transformations révolutionnaires? Elle ne doit pas servir de modèle, semble répondre Bracke, qui lui reproche de n'avoir pas été assez audacieuse dans ses mesures s'attaquant au capitalisme¹⁹⁶.

Compère-Morel pense pourtant différemment. Il considère que la chute révolutionnaire de la bourgeoisie inaugurerait une évolution vers le socialisme, mais par un passage progressif au domaine collectif des entreprises arrivées "à un degré de maturité capitaliste tel que ce transfert ne puisse se solder par une déperdition de rendement quelconque":

C'est si vrai qu'en 1871 dans une lettre publiée par la Neue Zeit (XXI, page 709) Marx estimait que la tâche réelle de la Commune de Paris ne consistait pas à abolir la propriété capitaliste parce que cette révolution n'ayant pas dépassé Paris, où dominait la petite industrie, on pouvait difficilement prétendre à autre chose qu'à la transformation de quelques ateliers en coopératives de production¹⁹⁷.

Ce désaccord entre Bracke et Compère-Morel témoigne du flottement doctrinal qui marque la période de reconstruction du parti socialiste.

Nous n'avons pas trouvé de note discordante, cependant, quant au désir de s'inspirer du respect de la légalité qui avait marqué la Commune. Compère-Morel se sert d'ailleurs de 1871 comme référence théorique pour démontrer ce que doit être la dictature du prolétariat, "passagère, momentanée, pour aboutir à la démocratie", et non la dictature devenue méthode de gouvernement et d'administration" qu'appliquent les bolcheviks¹⁹⁸.

Cette utilisation de l'exemple de la Commune à des fins doctrinales, lors de ses commémorations, s'atténue à partir de 1930, comme si l'idéologie de la S.F.I.O. était désormais suffisamment claire et définie pour s'en passer. Nous n'avons donc pas trouvé d'écho de la scission néo-socialiste de 1933 dans les leçons tirées de 1871. Et sous le Front Populaire, le quotidien socialiste n'expose pas de ligne de conduite tirée de l'étude de la Commune autre que celle d'une alliance du prolétariat et de la petite bourgeoisie.

Le conflit observé dans l'Humanité, entre la sévérité critique commandée par l'idéologie et la générosité des sentiments d'admiration de la Commune, est beaucoup moins flagrant dans le Populaire. Bien sûr, le quotidien socialiste expose un côté héroïque de la Commune qui tranche d'avec le regard critique qui lui est porté. Mais le Populaire échappe au dilemme posé à l'Humanité car d'une part ses jugements n'ont pas la sévérité des reproches communistes et n'attendent pas au prestige des héros, d'autre part les récits héroïques sont moins nombreux et vantent généralement moins les vertus guerrières des personnages. Les deux pôles, louanges et critiques, sont donc moins éloignés et leur juxtaposition jure moins que dans l'Humanité. Mais surtout, en renonçant à la préparation d'une révolution violente, le journal socialiste établit une fois pour toutes une distance franche et nette entre le présent et la Commune: celle-ci appartient au passé, les choses ont trop changé depuis pour que l'on envisage d'utiliser les moyens qui furent les siens. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de la condamner même si l'on se refuse à la violence. La Commune appartient tout simplement à une autre époque, et c'est en tant que telle qu'on l'admire.

C'est pourquoi le Populaire peut se permettre de citer à deux reprises le mot de Dubreuilh selon lequel la vision populaire, qui n'aurait retenu de la Commune que l'image des barricades, est le plus juste des souvenirs¹⁹⁹. C'est aussi ce que Blum n'est pas loin de penser lorsqu'il écrit qu'une "juste légende s'est formée" autour des communards, "plus juste assurément que leur histoire"²⁰⁰. Après avoir fait la liste de leurs "fautes inévitables", dans lesquelles il dit ne vouloir chercher "qu'un enseignement et un exemple", Blum enchaîne sur ces lignes:

N'importe. Ils ont été poussés, guidés dans leurs actes essentiels, par la force spontanée de l'instinct populaire. Ils ont été vraiment le peuple, le peuple cherchant sa route encore obscure. Dans la flamme des incendies et dans l'éclair des fusillades, ils ont éclairé les voies de l'avenir²⁰¹.

Le côté légendaire de la mémoire de la Commune est donc non seulement reconnu, il est assumé.

En ce sens, le Populaire est parfois très près, et cherche à se rapprocher de ce qui nous semble être une vision de la Commune propre aux mentalités collectives, si l'on en croit l'historienne Rolande Treppe. Rappelons que celle-ci constate que les militants ouvriers avec qui elle discute dans les années 1970 n'ont gardé de la Commune qu'un visage héroïque, courageux et victorieux, et croient même que de la présenter comme un échec risque de démobiliser leurs camarades²⁰². C'est bien cette vision héroïque et courageuse des choses que le Populaire essaie de traduire lorsqu'il écrit que la Commune fut "aussi une victoire puisque - on l'oublie quelquefois - ce sont les hommes du prolétariat qui ont eu le gouvernement de Paris et s'y sont comportés en représentants dévoués de leur classe"²⁰³

Même si elles se réclament de Marx, les leçons de la Commune tirées par le Populaire diffèrent donc assez considérablement de celles de l'Humanité. C'est qu'en ce domaine les socialistes lisent Marx à travers Kautsky²⁰⁴ et sont fidèles à la vision de Jaurès, tandis que les communistes empruntent leurs idées à Trotsky et à Lénine. Les deux journaux préconisent la nécessité d'une

organisation solide des travailleurs en parti de classe, mais ils n'entendent pas la fonction du parti de la même manière. Par ailleurs, l'Humanité se réfère à la Commune pour en rappeler les erreurs internes et les techniques de prise du pouvoir, alors que le Populaire insiste sur les carences inévitables dues aux conditions historiques. Ces différences entraînent une attitude distincte, dans chaque quotidien, vis-à-vis du souvenir légendaire de la Commune.

Conclusion

Modèle d'héroïsme, certes, la Commune de Paris est cependant détrônée par l'Union Soviétique, chez l'Humanité, en tant que modèle d'Etat et de révolution, tandis que le Populaire n'envisage ni le modèle de Moscou, ni même la préparation d'une révolution violente. Malgré l'affirmation répétée d'une volonté de poursuivre l'oeuvre de la Commune ou d'en tirer des enseignements, l'utilisation que font de l'exemple de la Commune les deux journaux nous semble assez pauvre. Ils se satisfont de répéter les conclusions élaborées par Marx, Lénine, Trotsky, Kautsky et Jaurès, sans chercher à renouveler leur message à la lumière des circonstances politiques et sociales de l'entre-deux-guerres. Certains éléments de ces conclusions sont simplement supprimés, d'autres mis en valeur, pour s'accorder aux impératifs stratégiques de l'heure. La Commune sert plutôt de référence pour étayer des considérations générales (le refus de la révolution violente, pour le Populaire) ou pour cautionner des campagnes politiques à court terme (dans l'Humanité), que de source d'une réflexion originale. Certes, elle vit toujours "dans les coeurs", se plaisent à répéter les deux journaux. Mais

elle est presque absente des projets des partis.

Nous ne sommes pas loin de penser, comme l'auteur de la préface de La société française de Pierre Sorlin, que "la prédilection constante pour le verbe révolutionnaire" - dont les célébrations de la Commune donnent un exemple patent - constitue un "mécanisme de compensation"²⁰⁵ pour l'incapacité, ou sous le Front Populaire pour l'absence de désir, chez les partis de gauche, de bouleverser un équilibre social pourtant menacé.

Enfin quant à l'œuvre, nous l'avons dit, il faut lui reconnaître qu'elle ne prétend même pas chercher quoi que ce soit d'utile dans la Commune. Ce n'est qu'à partir de la formation du Front Populaire que le journal radical laisse entendre son acquiescement à l'héritage de 1871, dont se réclament les deux autres quotidiens pour la constitution du rassemblement populaire.

Notes du Chapitre IV

- 1 Il n'y a qu'un seul Cortège en 1919 et 1920, puisque Tours ne se produit qu'en décembre 1920. Puis les défilés socialistes et communistes deviennent distincts, même lorsqu'ils sont tenus le même jour, en 1922, 1923 et 1925. En 1934, les partis réussissent à s'entendre sur une date commune, mais ce n'est qu'à partir de 1935 qu'ils forment un même cortège. Des chiffres sur l'affluence aux manifestations sont donnés en annexe.
- 2 Humanité, 20/5/20, p. 1.
- 3 Humanité, 30/5/20, 1.D, M. Cachin. Il est difficile d'expliquer ce changement passager, car le Populaire de 1920 ne le subit pas et la conjoncture politique d'alors tendrait plutôt à valoriser le rôle du prolétariat dans l'expérience de 1871. Par ailleurs, l'hypothèse selon laquelle "peuple" et "prolétariat" seraient deux notions presque équivalentes, lorsqu'il s'agit de la Commune, est démentie après 1920 par la persistance avec laquelle la première est utilisée jusqu'en 1935, et son effacement par la suite.
- 4 Humanité, 28/5/21, 1.F, s.a.
- 5 Humanité, 26/5/21, 1.D, s.a.
- 6 Humanité, 20/3/21, 1.A, P. Louis.
- 7 Humanité, 18/3/21, 1.A, M. Cachin
- 8 Humanité, 24/3/39, 1.A, J. Duclos
- 9 Humanité, 18/3/37, 8.A, P. Vaillant-Couturier.
- 10 Populaire, 18/3/23, 1.A, Bracke.
- 11 Populaire, 18/5/24, 1.A, Severac; 7/2/21, 1.A, Compère-Morel.
- 12 Populaire, 18/3/37, 5.A, A. Dunois.
- 13 Oeuvre, 18/3/35, 1.F, A. Zéavès; 18/3/35, 2.B, Aurich.
- 14 Humanité, 17/3/22, 1.B, s.a.
- 15 Humanité, 31/5/20, 1.C, P. Vaillant-Couturier.
- 16 Humanité, 27/5/20, 1.A, G. Pioch.
- 17 Humanité, 28/5/38, 8.E, Lénine.

- 18 Populaire, 22/5/27, 1.B, C.A.P.
- 19 Populaire, 2/6/30, 1.D, P. Faure.
- 20 Populaire, 23/3/30, 1.B, L. Osmin.
- 21 Populaire, 28/5/34, 3.C, L. Osmin.
- 22 Populaire, 24/5/36, 1.A, L. Blum.
- 23 Populaire, 19/3/20, 1.A, L. Bodin.
- 24 Populaire, 22/5/21, 1.A, L. Blum.
- 25 Oeuvre, 31/5/37, 1.C, s.a.
- 26 Humanité, 19/3/22, 1.A, L. Bodin.
- 27 Humanité, 27/3/22, 3.C, s.a.
- 28 Humanité, 18/3/26, 1.B, P. Vaillant-Couturier.
- 29 Humanité, 18/3/37, 8.A, P. Vaillant-Couturier.
- 30 Humanité, 28/5/38, 8.A, P.-L. Darnar.
- 31 Humanité, 27/3/39, 8.G, J. Duclos.
- 32 Populaire, 22/5/19, 1.A, L. Blum.
- 33 Populaire, 18/3/32, 1.D, L. Dubreuilh.
- 34 Populaire, 22/5/27, 1.F, L. Osmin.
- 35 Populaire, 31/5/20, 1.B, E. Frot. L'idée d'une république qui servirait d'instrument d'émancipation de la classe ouvrière était chère à Jaurès.
- 36 Populaire, 19/3/38, 1.F, s.a.
- 37 Oeuvre, 18/3/35, 2.B, Aurich.
- 38 Oeuvre, 29/5/38, 2.F, A. Zéavès.
- 39 Humanité, 29/5/21, 1.B, A. Dunois.
- 40 Populaire, 18/3/27, 6.F, L. Lévy.
- 41 Oeuvre, 30/5/38, 1.D, s.a.

- 42 Humanité, 17/3/35, 8.D, s.a.
- 43 Humanité, 18/3/27, 4.D, s.a.
- 44 Loc. cit.
- 45 Humanité, 31/5/31, p.5, s.a.
- 46 Humanité, 21/7/28, 1.A, A. Mitab.
- 47 Humanité, 18/3/37, 8.B,C,D., s.a.
- 48 Populaire, 19/3/21, 1.C, C.A.P.
- 49 Populaire, 28/5/22, 1.A, P. Faure.
- 50 Populaire, 2/6/29, 1.E, J.-B. Severac.
- 51 Populaire, 18/5/24, 1.E, L. Lévy
- 52 Oeuvre, 18/3/35, 2.A, A. Zéavès
- 53 Humanité, 26/5/22, 1.A, G. Pioch
- 54 Humanité, 31/5/31, 5.F. Lénine
- 55 Populaire, 18/5/24, 1.A, J.-B. Severac
- 56 Populaire, 26/5/30, 1.C, s.a.
- 57 Humanité, 28/5/38, 8.C, P.-L. Darnar
- 58 Populaire, 26/5/19, 1.B, C,
- 59 Populaire, 18/3/33, 1.C,
- 60 Populaire, 18/3/27, 1.A,
- 61 Humanité, 18/3/37, 8.F, F. Fontenay
- 62 Humanité, 28/5/38, 8.F, P.-L. Darnar
- 63 Après 1931, la présence de petits bourgeois au sein de la Commune cesse d'être considérée comme une tare. L'analyse détaillée des fluctuations chronologiques de la chasse aux erreurs est reportée au sous-chapitre suivant.
- 64 Populaire, 18/3/37, 5.B, A. Dunois
- 65 Populaire, 18/3/31, 1.A, L.-O. Frossard

- 66 Humanité, 25/5/19, 1.A, L.-O. Frossard
- 67 Humanité, 20/3/21, 4.A et B
- 68 Humanité, 18/3/20, 1.A et B
- 69 Populaire, 21/5/21, A. E et F
- 70 Populaire, 18/3/33, 1. D et E. C'est l'époque où la S.F.I.O. appuie les cabinets du second cartel des gauches. Il convient peut-être mieux alors de célébrer un jour de triomphe électoral qu'un jour d'insurrection.
- 71 Populaire, 30/5/30, 1. A, L.-O. Frossard
- 72 Humanité, 18/3/28, 1.A, P. Vaillant-Couturier
- 73 Populaire, 28/5/35, 2. C, A. Dunois
- 74 Oeuvre, 11/6/28, 2. E, s.a.
- 75 L'Oeuvre fait paraître l'ouvrage en feuilleton. L'extrait cité se trouve p. 64 de l'édition de 1913, chez Figuière, Paris.
- 76 Oeuvre, 18/3/37 2.B, G. Joly
- 77 Oeuvre, 29/5/34, 5.C, L. Deffoux
- 78 Oeuvre, 31/5/37, 1.C, s.a.
- 79 Oeuvre, 31/5/37, 1.B, s.a.
- 80 Populaire, 21/5/22, 2.A, L. Osmin
- 81 Humanité, 27/5/26, 4. C et D. s.a.
- 82 Humanité, 31/5/28, p.4; 26/5/29, p. 4; 31/5/31, p. 5
- 83 Populaire, 1/6/30, 1. C et D, s.a.
- 84 Oeuvre, 29/5/30, 1.A et B, L. Descaves
- 85 On remarquera, d'ailleurs, que l'admiration pour l'enseignement que dispensa Louise Michel en Nouvelle-Calédonie participe de l'attention fervente portée par les radicaux et la IIIe République en général à l'école publique. D'autres personnages importants, sans être des héros, deviennent dans les pages de L'Oeuvre les instruments d'une réconciliation de la Commune et de la IIIe République: Clémenceau, maire du 18e arrondissement en 1871, et Jules Méline, un des élus du 26 mars et président du Conseil de 1896 à 1898. (18/3/35, 2, A A. Zéavès)

- 86 Populaire, 18/3/34, 1. B et C, L. Osmin
- 87 Populaire, 31/5/20, 1.C, s.a.
- 88 L'appel des jeunesses communistes pour la manifestation de 1921 est à cet égard très représentatif. Elles voient dans la Commune un symbole "de force, d'énergie, de courage, de haute abnégation". (Humanité, 28/5/21, 1.F)
- 89 La Commune de 1871. Colloque de Paris (mai 1971), Paris, les éditions ouvrières, 1971, p. 235
- 90 Populaire, 18/3/36 6. D, O. Côté
- 91 Oeuvre, 20/5/35, 4.C, G. Decaris
- 92 Humanité, 18/3/26, 1.B, P. Vaillant-Couturier
- 93 Populaire, 18/3/27, 6. G, L. Lévy
- 94 Oeuvre, 27/5/34, 1. F, A. Zéavès
- 95 Humanité, 29/5/21, 1.B, A. Dunois
- 96 Oeuvre, 18/3/35, 2.B, Aurich
- 97 Oeuvre, 26/5/24, 2.D, s.a.
- 98 Humanité, 26/5/19, 1.B, s.a.
- 99 Populaire, 18/3/23, 1.C, s.a.
- 100 Populaire, 28/5/22, 1.A, P. Faure
- 101 Populaire, 21/5/22, 2.A, L. Osmin
- 102 Humanité, 29/5/26, 1.D, H. Barbusse
- 103 Humanité, 20/3/22, 1.C, s.a.
- 104 Le Populaire cesse d'être quotidien de 1924 à 1927, et Elie May meurt en 1930.
- 105 Humanité, 20/3/21, 2.B, B. Lecache
- 106 Populaire, 28/5/22, 1.C, L. Levy
- 107 Oeuvre, 7/3/32, 2.B, s.a. Populaire, 7/3/32, 2.E, J. Longuet
- 108 Populaire, 24/5/36, 1.A, L. Blum

- 109 Populaire, 18/3/22, 1. E et 25/5/23, 1. A et B
- 110 Jean Touchard. La gauche en France depuis 1900, Paris, Seuil, 1978, p. 128
- 111 Pierre Sorlin, La société française, t. II, 1914-1968, Paris, Arthaud, 1969, p. 123
- 112 Humanité, 17/3/22, 1.B, Fédération de la Seine
- 113 Humanité, 25/5/26, 5.G, S.R.I
- 114 Humanité, 27/5/37, 3.E, P. Vaillant-Couturier
- 115 Humanité, 28/5/26, 3.G, A. Costes
- 116 Humanité, 27/3/39, 8. G, J. Duclos
- 117 Humanité, 27/5/30, 1.C, XXe union régionale des syndicats unitaires
- 118 Humanité, 29/5/27, 1.A, P. Vaillant-Couturier
- 119 Humanité, 25/5/24, 1.D, Comité directeur et 16/3/28, 4.F, s.a.
- 120 Humanité, 3/6/28, 1.A, M. Cachin
- 121 Humanité, 3/6/28, 1.B, M. Cachin
- 122 Humanité, 28/5/29, 1.A, P. Semard
- 123 Humanité, 31/5/30, 1.B, F. Bonté
- 124 Humanité, 28/5/29, 1.A, P. Semard
- 125 Humanité, 31/5/37, 8.G, s.a.
- 126 Humanité, 25/5/29, 1.F, P.C.
- 127 Humanité, 24/5/30, 1.C, P.C.
- 128 Humanité, 21/3/21, 1.D, P. Vaillant-Couturier
- 129 Humanité, 28/5/22, 1.G, Séverine
- 130 Humanité, 28/5/26, 1.C, P. Vaillant-Couturier
- 131 Populaire, 19/5/34, 5.C, J. Morin
- 132 Populaire, 17/3/23, 1.C, P. Faure

- 133 Populaire, 17/3/23, 1.C, P. Faure
- 134 Populaire, 18/3/34, 1.C, L. Osmin
- 135 Membre de la Commission exécutive permanente de la S.F.I.O. de 1914 à 1939, Bracke supplée Blum à la direction du Populaire en 1936-1937.
- 136 Populaire, 18/3/29, 1.B, Bracke
- 137 Populaire, 18/3/37, 5.E, J. Jaurès
- 138 Oeuvre, 18/3/35, 1.F, A. Zéavès
- 139 Oeuvre, 20/5/35, 1.B, G. Descaris
- 140 Oeuvre, 30/5/38, 1.D, s.a.
- 141 Oeuvre, 31/5/37, 1.C, s.a.
- 142 Oeuvre, 22/5/39, 5.E, s.a.
- 143 Temps, 25/5/36, 6.D, s.a.
- 144 A l'Assemblée nationale, en 1919, un député de la droite désigne le communiste Tridon comme "patron" de Herriot parce qu'ils ont tous les deux proposé la suppression du travail de nuit dans les boulangeries. Herriot proteste: "c'est une erreur". Puis il se fait rétorquer: "Ne reniez donc pas la Commune, vous qui êtes si bien avec la C.G.T." (Journal officiel de la République française, 14 mars 1919, p. 266-267)
- 145 Humanité, 26/5/21 1.D, G. Pioch
- 146 Humanité, 29/5/32, 8.G, J. Fréville
- 147 Humanité, 24/5/32, 1.F, G. Cornavin
- 148 Humanité, mai 1924
- 149 Humanité, 20/5/25 p.1
- 150 Humanité, 24/5/32, 1.F, G. Cornavin
- 151 Humanité, 17/3/35, 7.A, s.a.
- 152 On sait que la fascination exercée par la révolution d'octobre joua sur les futurs communistes de Tours, en 1920, un rôle semblable à celle de la Commune sur les socialistes de la fin du XIXe siècle. cf. Annie Kriegel. Le Congrès de Tours (1920). Naissance du parti communiste français, Paris, Julliard, 1964, p. 34 et 41

- 153 Humanité, 28/5/38, 8.E, P.-L. Darnar
- 154 Humanité, 28/5/21, 1.E, s.a.
- 155 Populaire, 24/5/36, 1.A, L. Blum
- 156 Populaire, 1/6/37, 5.E, s.a.
- 157 Populaire, 22/5/27, 1.B, C.A.P.
- 158 Populaire, 21/5/21, 1.A, J. Longuet
- 159 cf. Nicole Racine, "Le parti socialiste (S.F.I.O.) devant le bolchevisme et la Russie soviétique 1921-1924", Revue française de sciences politiques, vol. XXI, no 2, avril 1971, p. 281-315.
- 160 Populaire, 18/3/34, 1.C, L. Osmin
- 161 Humanité, 18/3/25, 4.G, P. Marion
- 162 Populaire, 28/5/22, 1.A, P. Faure
- 163 Oeuvre, 3/6/29, 2.D, s.a.
- 164 Oeuvre, 25/5/25, 3.D, s.a.
- 165 L'Oeuvre de 1938 consacre pourtant un article entier aux pertes subies pendant et après la semaine sanglante, en insistant tout particulièrement sur les conséquences des exécutions et des exils sur l'industrie de la capitale (29/5/38, p. 2, C, D, et E, A. Zéavès)
- 166 Humanité, 8/3/32, 4.C, s.a.
- 167 Humanité, 18/3/33, 2.B, un groupe de soldats rouges.
- 168 Humanité, 18/3/28, 4.B, A. Mitab.
- 169 Nicole Racine, Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres. Paris, Colin, 1972, p. 274.
- 170 Ibid. p. 291.
- 171 Humanité, 18/3/26, 1.A, M. Cachin
- 172 Humanité, 18/3/25, 4.A, F.D.
- 173 Annie Kriegel, "Le syndicalisme révolutionnaire et Proudhon", dans Le pain et les roses, Paris, P.U.F., 1968, p. 33-50.

- 174 Nicole Racine, op.cit., p. 89-95.
- 175 L'affirmation de la nécessité d'attendre le bon moment avant de déclencher une révolution n'empêche pas l'Humanité de reproduire quelques années plus tard des extraits de Lénine (18/3/31 1.A et B) et de Marx (18/3/36 8.F) félicitant le prolétariat parisien de n'avoir pas reculé devant l'insurrection en 1871. Voici les mots de Marx : "Les canailles bourgeoises de Versailles ont placé les Parisiens dans l'alternative de relever le défi ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière serait un malheur plus grand que la perte d'un nombre quelconque de chefs."
- 176 Durant la vague de grèves de mai-juin 1936, la couverture qu'en donne l'Humanité ne fait jamais mention de l'expérience de 1871. Le P.C.F. ne voulait surtout pas que le mouvement soit source de désordre.
- 177 Humanité, 18/3/37, 8.G, F. Fontenay.
- 178 Humanité, 16/3/24, 4.D et E, L. Trotsky 18/3/24 1.A, s.a
- 179 Humanité, 18/3/25, 3.A, E. Chauvelon.
- 180 Humanité, 25/5/29, 1.E, F, P.C.
- 181 Populaire, 18/3/29, 1.C, Bracke.
- 182 Populaire, 18/3/29, 1.C, Bracke.
- 183 Populaire, 17/3/23, 1.C, P. Faure.
- 184 Populaire, 19/3/21, 1.D, C.A.P.
- 185 Populaire, 28/5/22, 1.A, P. Faure.
- 186 Temps, 21/5/21, 1.A, s.a.
- 187 Populaire, 21/5/21, 1.A, J. Longuet.
- 188 Tony Judt, La reconstruction du parti socialiste, 1921-1926, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, p.80-89.
- 189 Guesdiste, Zynowski sera secrétaire de la fédération socialiste de la Seine, et après 1927, l'un des principaux représentants de la tendance "Bataille socialiste", qui luttera contre le révisionnisme et pour l'orthodoxie marxiste à l'intérieur de la S.F.I.O.
- 190 Cette leçon tirée de la Commune par Longuet n'est pas identique à celle que donne l'Humanité de 1925. Car Longuet craint le désastre quelles que soient la conjoncture et la préparation de la classe ouvrière.

- 191 Populaire, 18/3/27, 6.B, L. Lévy.
- 192 Populaire, 18/3/22, 1.C, P. Faure.
- 193 Ce raisonnement, poursuivi jusqu'à son développement complet, aboutit à dire que "la révolution violente est par définition un échec puisque l'emploi de la violence montre que l'ancien système n'est pas encore prêt à s'écrouler" (T. Judt, op. cit., p. 78). Mais le Populaire ne profite pas des anniversaires de la Commune pour présenter cette démonstration.
- 194 Populaire, 18/3/29, 1.B, Bracke.
- 195 Populaire, 18/3/28, 1.E, s.a.
- 196 Populaire, 18/3/29, 1.B, Bracke. Signalons que pour Blum, "le seul trait distinctif de la révolution socialiste était qu'elle modifierait la structure de la propriété". (Judt, op.cit., p. 80).
- 197 Populaire, 16/2/21, 1.B, Compère-Morel.
- 198 Populaire, 7/2/21, 1.A, Compère-Morel.
- 199 Populaire, 18/3/22, 1.E, et 25/5/23, 1.A et B.
- 200 Populaire, 22/5/21, 1.A, Blum.
- 201 Populaire, 22/5/21, 1.A, 1. Blum.
- 202 Rolande Trempé, "Table ronde du 6 novembre 1976", dans Le Mouvement social, no 100, juillet-septembre 1977, p. 69.
- 203 Populaire, 2/6/29, 1.F, J.B Severac.
- 204 Karl Kautsky, Terrorisme et Communisme, Paris, Jacques Povolozky et Cie éd., 1920, cf p. 72-131.
- 205 François Bédarida, dans P. Sorlin, op.cit., p. 8.

CHAPITRE V

LES JOURNAUX DE DROITE

ET LA COMMUNE

A. Le Temps

Les commentaires du Temps sur la Commune sont extrêmement rares. Cette discrétion nous impose un traitement particulier du journal du Comité des Forges. Nous serons amenés à faire reposer nos arguments sur des références puisées souvent à de nombreuses années d'intervalle, la rareté de ces références empêchant de déceler des variations tangibles dans la présentation de la Commune à travers le temps. Nous chercherons moins à repérer l'image de la Commune que transmet le journal à ses lecteurs qu'à retrouver le symbole et l'exemple cachés derrière cette discrétion, tels qu'ils doivent être perçus par la rédaction.

I. La Commune en tant que symbole

Ce n'est que par allusions, convergeant dans la même direction, que l'on peut se faire une idée de ce que symbolise la Commune pour le Temps. La nature du symbole explique d'ailleurs en partie les silences du journal : la Commune évoque des souvenirs de guerre civile ; elle est donc un sujet qui risque de nourrir les divisions et tout ce qui oppose les Français les uns contre les autres.

Un texte de 1921 est tout de même assez clair à ce sujet, puisque c'est la commémoration elle-même qui est visée et condamnée : "....tout ce qui peut

dresser la nation contre elle-même, tout ce qui peut dresser les esprits et les coeurs les uns contre les autres constitue une faute grave à cette heure de notre histoire."¹ Le journal admet de ce fait implicitement qu'il y a matière à vengeance pour ceux qui se réclament de la Commune. Plus loin, le même texte continue : "... le devoir est d'écarter de l'esprit des foules tout rappel des anciennes luttes civiles qui ont si douloureusement meurtri la patrie".² Le Temps sort de son mutisme habituel à propos de la Commune à un moment où il considère que la situation de la France sur la scène internationale est menacée, car 1871 lui rappelle avant tout la désunion des Français face à l'étranger.

Parce qu'il préfère oublier les scènes de 1871, le Temps n'insiste guère sur les descriptions des crimes de la Commune. Il les évoque cependant à deux reprises, dévoilant du même coup les sentiments hostiles qu'il voue aux insurgés. En 1928, il profite de la célébration de messes à la mémoire des martyrs de la rue Haxo pour donner une description assez précise de leur massacre aux mains de la foule parisienne, "ignoble tragédie" :

(...) après l'exécution des otages à la Roquette, dont celle de l'archevêque de Paris, et après les incendies criminels qui avaient éclaté sur tant de points, un ordre fut donné par les derniers défenseurs d'aller chercher à la Roquette des otages qui s'y trouvaient encore pour les fusiller. On en fit sortir une cinquantaine de prisonniers(...). Ils furent entraînés jusqu'à la rue Haxo, où un sinistre enclos parût se prêter à leur exécution. On les y entassa, et sans même un simulacre de jugement, on les tua à coups de fusil, avec des raffinements de cruauté inouis. Puis les cadavres furent jetés pêle-mêle dans une fosse à purin, d'où ils furent tirés après que les troupes eurent achevé d'enlever le quartier du Père Lachaise. 3

En 1931, le journal donne un compte rendu comparable d'une cérémonie identique.⁴ Mais hormis ces deux cas, les descriptions des méfaits des communards

sont absentes. Tout au plus sont-elles rappelées succinctement, par des expressions telles "les horreurs de la Commune".

Les tableaux de la répression versaillaise sont pour leur part totalement absents. Thiers est le seul personnage versaillais dont il soit fait mention. Sa conduite envers les insurgés ne s'attire pas des éloges inconditionnels.

Wladimir d'Ormesson _membre du comité de direction du Figaro, cependant et non collaborateur régulier au Temps_ convient que Thiers avait "fortement prémédité" la répression de Paris afin de délivrer la République du ferment socialiste qui la minait de l'intérieur⁵. Dans le compte rendu du livre de Robert Dreyfus La République de Monsieur Thiers, le critique historique du journal, Maurice Reclus, reconnaît que l'homme d'Etat ne s'est jamais fait pardonner la semaine sanglante par les hommes d'extrême gauche :

Sa longue carrière n'a été exempte ni de faiblesses ni de fautes, ni de ces heures troubles, de ces traits inquiétants qu'il faut attribuer, en les déplorant, soit au vertige de l'action, soit à une ambition longtemps insatisfaite. 6

Mais il considère que Thiers était l'homme dont la France avait besoin en 1871, et il trace le bilan que voici de son administration :

Ces pages claires et documentées (...) donnent l'impression que la politique française fut en somme, de février 1871 à mai 1873, intelligemment conduite, et que les intérêts du pays vaincu, empressé à se libérer et à se relever, ne souffrirent pas gravement des passions qui agitaient le pays, ni des intrigues parlementaires nouées autour de la monarchie et de la République.⁷

Le massacre des communards se trouve ainsi englobé dans l'ensemble d'une politique bien conduite, dont le critère de succès est le relèvement rapide de

la France sur la scène internationale. Le sort fait aux insurgés gêne certainement le Temps, qui juge bon de noter en 1928, lors de la messe commémorative que "la cérémonie faisait contraste avec l'autre manifestation au Mur des fédérés et rappelait opportunément que les vaincus avaient souillé leur défaite par des crimes qui expliquent l'inexorable répression qui la suivit"⁸. La répression est donc excusable, mais mieux vaut encore ne pas en faire mention. Les comptes rendus des manifestations au Père Lachaise parlent pudiquement des "morts de la semaine de mai", ou de la "semaine sanglante", à laquelle ne manquent jamais les guillemets. Le critique littéraire du journal André Thérive, rapportant un ouvrage de l'écrivain communiste Jean Cassou, intitulé Les massacres de Paris, réussit à consacrer deux lignes à peine aux souffrances du héros communard, tandis qu'il s'étend longuement sur le massacre des otages⁹.

La Commune évoque donc avant tout des scènes de combat, dont la responsabilité première revient aux insurgés. Les causes du soulèvement et les buts des insurgés sont négligés, ce qui contribue à réduire l'importance historique de l'événement. En 1919, le Temps soutient que la Commune ne fut qu'une "révolution parisienne", et non la révolution à tendance universelle que célèbrent les socialistes¹⁰. L'allusion la plus précise à la cause défendue par les communards date de 1921, et en voici les termes : " L'idée de l'hommage à rendre aux morts, à ceux qui se sont sacrifiés à une cause, fût-elle la plus détestable de toutes, est respectable en soi..."¹¹. Ce qui est porter un jugement non équivoque sur cette cause sans toutefois nous la définir. L'allusion la plus révérencieuse à la Commune vient d'un article de 1936 retraçant l'itinéraire idéologique de Léon Blum, et qui reconnaît qu'elle fut un "grand événement" qui influença le

chef socialiste. "Révolution bavarde, agitée, languissante"¹², selon André Thérive, elle n'avait même pas l'excuse d'un contenu de revendication sociale justifiable: il juge tout à fait invraisemblable, ou du moins non méritée, la haine que voue aux bourgeois le héros communard de Cassou¹³. Les communards n'auraient d'ailleurs pas eu nécessairement d'objectifs précis, puisque leur mouvement s'expliquerait surtout par la psychologie, conformément à l'une des trois thèses explicatives présentées par la droite, que nous relevions dans le chapitre historiographique. Le personnage de Cassou est un être "généreux et révolté, plutôt libertaire qu'autre chose, et dont l'esprit révolutionnaire semble venir de sa nature plutôt que de son expérience"¹⁴. Vallès est un homme déçu, de mauvaise humeur, "anarchiste et non un véritable révolutionnaire"¹⁵. Les seules motivations précises que le Temps concède à la Commune sont des aspirations patriotiques, quoiqu'elle fût elle-même le résultat d'une défaite militaire¹⁶.

Du point de vue descriptif, donc, les traits de la Commune que dessine le Temps coïncident à peu près avec ceux de l'historiographie républicaine anti-communarde de la fin du XIXe siècle. Elle est la guerre civile, et de ce fait mérite d'être condamnée puisqu'elle est susceptible d'affaiblir la France face à l'étranger. Elle doit aussi être oubliée, ce à quoi le quotidien s'applique en y faisant référence le moins souvent possible. Mais, le silence relatif peut également passer pour un aveu de mauvaise conscience ressentie face à la répression, d'autant plus qu'elle fut voulue par un homme admiré par ailleurs, Adolphe Thiers. La valeur de cette deuxième explication possible des silences du Temps sera précisée par l'examen de la Commune en tant qu'exemple.

2. La Commune comme exemple

Le souvenir de la Commune reste aux yeux du Temps celui d'une catastrophe, qu'il faut éviter d'entretenir. L'utilisation de l'événement à des fins polémiques ou de justification idéologique est donc un procédé très peu employé. Nous en avons repéré trois genres.

a) Une leçon de la Commune

La Commune ne fournit pas d'enseignements pour le présent que le journal se plairait à rappeler fréquemment à ses lecteurs. Un texte de Maurice Reclus dégage cependant au passage une "leçon" de la Commune, tirée en fait par Thiers lui-même dès le lendemain de l'insurrection. Reclus se félicite d'ailleurs de sa lucidité: "(...) il voyait tout simplement, en 1872-1873, que la République était le seul régime qui convient désormais au pays. La suite a démontré qu'il voyait juste"¹⁷. La Commune fait implicitement partie de la série d'événements qui menèrent Thiers à tirer cette conclusion¹⁸. On se souviendra que Camille Pelletan la reprenait dans son ouvrage de 1879¹⁹.

b) La Commune comme épouvantail?

A deux moments de l'entre-deux-guerres, en 1921 et 1936, se dessine de façon incertaine une utilisation de la Commune en tant qu'exemple des désastres auxquels peuvent aboutir les démonstrations de masses.

En 1921, pendant que l'effort de relèvement fourni par la France après la guerre impose l'unité de tous les citoyens et que "des complications extérieures sont encore à redouter"²⁰, le quotidien regrette l'organisation de la manifestation socialiste:

(...) il est à souhaiter que le peuple de Paris s'abstienne de participer à une démonstration organisée traditionnellement dans le but d'affirmer que le but révolutionnaire doit prévaloir sur toutes les considérations d'ordre national.

(...) trop d'éléments suspects s'agitent maintenant autour de toute action socialiste pour que l'on n'ait pas à craindre que les plus sincères intentions de ces organisations soient faussées et dépassées par les faits²¹.

Le spectre de la Commune n'est pas brandi comme l'aboutissement nécessaire du désordre de la rue. Le Temps hésite encore à se servir de 1871 comme d'un épouvantail. Mais l'idée n'est pas loin et le journal craint les effets du souvenir de la Commune sur les foules.

En 1936, d'autre part, la crainte s'est fortement accrue. Plusieurs centaines de milliers de Parisiens ont défilé devant le Mur des fédérés:

En ce lendemain de pèlerinage des révolutionnaires au Mur des fédérés, nous croyons devoir présenter quelques observations sur la portée de ces manifestations populaires qui commencent d'ordinaire dans la joie et dont l'histoire nous apprend qu'elles finissent quelquefois dans le désordre et dans la haine²².

Le Temps s'interroge sur la signification de la présence du futur chef de gouvernement à la manifestation et craint que Blum n'ait poussé trop loin la démagogie, encourageant chez les masses un enthousiasme qu'il ne sera pas capable de satisfaire:

Le poing levé de Monsieur Léon Blum est-il, à lui seul, "tout un programme", ou n'a-t-il que la signification d'un symbole, que la valeur d'un rite obligé.

(...) il est impossible de penser qu'il n'envisage pas le moment où quelques uns de ceux qui réclamaient hier "Blum au pouvoir" se montreront désenchantés²³.

Des craintes sérieuses sont donc exprimées. Mais le ton du commentaire reste modéré, et l'utilisation de l'exemple de la Commune bien timide, en regard de certains articles que cite le Temps cette année-là dans sa revue de presse²⁴. Durant la vague de grèves de mai-juin 1936, le journal se garde bien de comparer le mouvement d'occupation des entreprises à celui de la Commune.

Hormis ces deux moments, de 1921 et 1936, non seulement le compte rendu du défilé ne laisse percer aucune crainte, mais le mot "Commune" n'est pas toujours imprimé, le quotidien préférant alors parler d'une manifestation au Mur des fédérés, tout simplement. Le ton des commentaires se veut tout à fait neutre. Ils signalent la banalité du geste, en rappelant qu'il s'agit d'une "manifestation traditionnelle"²⁵, d'un "pèlerinage annuel"²⁶, fait "selon l'usage"²⁷ ou "suivant (l')habitude (des communistes)"²⁸. A partir de 1928, et jusqu'en 1931, le Temps rapporte les mesures de sécurité prises par le préfet de police en vue d'éviter le désordre le jour de la manifestation communiste. Mais le plus souvent, aucun incident ne se déclare, et lorsqu'il y en a, ils sont rapportés très succinctement. En 1920, 1923 et 1939, les défilés ne sont même pas signalés²⁹. Ceux de 1933 et 1938 obtiennent trois lignes chacun.

c) La Commune retournée contre la gauche

Le mode d'utilisation polémique de la Commune auquel le Temps a le plus souvent recours consiste à mettre la gauche en contradiction avec la Commune elle-même ou ce qu'il croit qu'elle a été. Selon le quotidien de 1921, "il est symptomatique, que même pour glorifier les hommes de la Commune, aucune entente n'est plus possible, entre les socialistes et les communistes inféodés à Moscou,

car d'ordinaire ils savent s'entendre quand vient le moment de combattre ensemble l'ordre établi. Le Temps sait que la Commune est réclamée par les partis de gauche et s'attendrait à ce qu'elle joue en tant que facteur de rapprochement. Mais, signé encore plus infamant, les socialistes et les communistes trahissent ceux dont ils "se plaisent à se considérer comme les héritiers"³¹. En 1919, avant la scission de Tours, le journal écrit déjà que le rapprochement voulu par la S.F.I.O. entre communards et révolutionnaires russes est malhonnête: "Les hommes de la Commune qui, malgré toutes leurs fautes, se réclamaient parfois du patriotisme, n'eussent pas été flattés de ce rapprochement"³². En 1921, des reproches identiques sont adressés aux socialistes, et dix jours plus tard aux communistes:

Que diraient ceux qui se révoltèrent au nom de la patrie en danger, et pour lesquels la défense nationale était le premier des devoirs, aux meneurs qui s'efforcent d'entraîner les masses populaires aux pires aventures et qui délibérément voudraient désarmer la France, la sacrifier à un internationalisme tendant ouvertement à la dictature du prolétariat.

(...) On est en droit de se demander si les hommes de la Commune ne désavoueraient pas les révolutionnaires égarés par le bolchevisme russe et s'ils ne repousseraient pas comme une insulte à leur mémoire l'hommage de ceux dont le monstrueux idéal implique avant tout le reniement de la patrie. Si les "militants" qui défilèrent hier ont su méditer en toute sincérité sur l'esprit et le geste des "anciens" qui dorment là leur dernier sommeil, ils ont dû faire d'étranges retours sur eux-mêmes et peut-être ont-ils senti s'éveiller en leur cœur des regrets et des remords (...) ³³.

On a donc l'impression que le Temps applique à la gauche certains sentiments de regrets et de remords qui sont ceux-là même que nous considérons comme appropriés pour décrire l'attitude de la droite. Peut-être le journaliste du Temps projette-t-il sur ses ennemis sa propre conscience vis-à-vis l'épisode communard?

En 1936, deux jours après la manifestation du Père Lachaise, le Temps reproche au Front Populaire de n'avoir "rajeuni aucun des symboles ou des mythes politiques qu'il vient de faire triompher"³⁴. Il ne fait guère de doute que le mythe, ou la légende, de la Commune, dénoncé dès 1919, soit ici sous-entendu. Or ces mythes politiques sont mis en contradiction avec la tâche qui attend désormais le gouvernement et qu'il s'est promis d'accomplir: "Il s'agit maintenant de gouverner, d'administrer, d'organiser, d'agir en un mot, et d'agir en faisant du nouveau". Le Temps semble dire, sans la nommer, que la Commune fait partie de l'attirail de références et de slogans désuets de la gauche qui ne sont d'aucune utilité pour l'oeuvre d'urgence qu'il faut réaliser.

Cette tendance à dénoncer les contradictions internes de la référence de la gauche à la Commune, plutôt qu'à s'en servir pour épouvanter ou tirer des leçons, tient probablement en partie à l'inconvenance qu'il y aurait à utiliser à ces fins un événement vis-à-vis duquel on ne se sent pas parfaitement pur.

Conclusion

Malgré toute l'application qu'exerce le Temps à ne pas remuer le souvenir de la Commune, il est apparu deux moments de l'entre-deux-guerres pendant lesquels ce souvenir l'a particulièrement troublé, soit en 1921 et en 1936. A la première de ces dates, c'est la situation précaire de la France sur la scène internationale qui explique ces craintes, tandis qu'en 1936 elles sont provoquées par les manifestations du Front Populaire.

Nous avons tenu à vérifier si les discours prononcés au Sénat et des députés par les membres des partis républicains de droite, durant les semaines

encadrant les manifestations des années "chaudes", ne permettraient pas de pallier les silences du quotidien "officieux" de la République. Nous avons donc consulté le Journal officiel pour les périodes 1919-1921 et 1934-1937³⁵,

La seule manifestation à avoir été discutée fut celle de 1936, et si les députés de la droite trouvent à la critiquer, ils n'osent pas parler explicitement de la Commune. Le commentaire suivant de Paul Reynaud³⁶ est remarquablement semblable à ceux du Temps, dans sa manière d'évoquer le soulèvement de 1871 sans le nommer :

Nous sommes arrivés au moment périlleux où il y a plus de volonté révolutionnaire parmi les troupes que parmi les chefs. (Rires à droite). Je le dis sans aucune ironie, car en France et à l'étranger, on a connu des situations semblables et elles ont été souvent le prélude d'événements singulièrement graves. 37

Reynaud fait certainement allusion ici, entre autres souvenirs historiques, au sort qui attendait les hommes du 4 septembre 1870, dépassés sur leur gauche par les futurs communards. Cette présentation des faits de 1870-1871 est d'ailleurs amplement développée par l'Action Française, nous le verrons bientôt. Même s'il redoute une détérioration de la situation, Reynaud répugne, comme le Temps, à la rapprocher de façon précise avec le processus qui conduisit au 18 mars.

La Commune ne s'inscrit pas harmonieusement dans le système idéologique que défend le Temps. Certes, elle a démontré que la République _celle de Thiers, et non la république "sociale" de la gauche_ est le seul régime qui convient à la France. Mais les républicains conservateurs auraient pu se passer d'une telle démonstration, inscrite dans le sang. Le Temps a beau rejeter le blâme des massa-

cres sur les communards, salir leur souvenir au passage pour flétrir la réputation de ceux qui s'en réclament, la conduite de Thiers et des Versaillais reste un motif de remords, ou du moins de mauvaise conscience. Celle-ci s'ajoute donc à la volonté d'oublier les horreurs de la guerre civile, pour expliquer les silences du journal.

B. La tendance "Action française"

L'Action française ne tait pas la Commune comme le fait le Temps. Elle cherche bien à en transmettre une image précise, quoique fluctuante, et à inculquer à ses lecteurs les enseignements qu'elle en a tirés. Ceci nous permet par conséquent d'aborder l'analyse du quotidien de Maurras avec des intentions plus larges que la simple recherche de sentiments et d'opinions cachés derrière le non-dit.

I. La Commune comme symbole

Comme pour le Temps, l'image-clef qui accompagne habituellement toute évocation de la Commune dans l'Action française renvoie aux horreurs et aux destructions de la guerre civile. Celles-ci sont rarement décrites avec beaucoup de détails, du moins avant 1936, mais lorsqu'il s'agit de produire un tableau rapide et évocateur de 1871, ce sont bien là les scènes qui sont rappelées. La guerre civile apparaît dans l'Action française comme un symbole plus travaillé que dans le Temps. Tous les éléments susceptibles de créer l'effroi que l'on obtient dans le journal du Comité des Forges se trouvent également dans celui de Maurras. Mais l'effroi provient aussi des menées des Versaillais, et la guerre civile apparaît

en quelque sorte sous un jour doublement horrible puisque des deux côtés il y eut des coupables, des victimes, et des bourreaux.

a) Les crimes versaillais

Les crimes versaillais se ramènent presque tous à l'oeuvre d'un homme, Thiers, devenu selon Léon Daudet "l'homme de la guerre". Et de quelle guerre ! La guerre civile. Il a laissé Gambetta diriger la guerre contre les Prussiens. Il mène la guerre contre les Français, et une guerre inexpiable.³⁸ Daudet semble lui vouer une haine toute particulière et il s'amuse dans le même article de 1928, à recenser tous les surnoms injurieux que la presse communarde lui avait donnés.

En 1929, faisant la critique d'un ouvrage consacré au premier président de la IIIe République, Candide ne peut s'empêcher de lui reconnaître des mérites, dont celui d'avoir incarné la France à certains moments. Il se limite alors à lui trouver "bien des petitesesses, bien des côtés déplaisants"³⁹. Quatre ans plus tard, le ton est plus sévère :

(...) il a éteint, dans le sang, la Commune. Je l'avoue, je ne puis lui pardonner ni son refus formel d'échanger les otages, ni le télégramme qu'il adresse lui-même aux préfets : "Le sol est jonché de cadavres, ce spectacle affreux servira de leçon"... ces mots pèsent sur sa mémoire.⁴⁰

En mars 1930, quelques jours avant l'anniversaire du soulèvement, Bernanos s'arrête lui aussi sur la conduite de Thiers en 1871. Il prononce à l'Institut d'Action française une conférence intitulée "La Commune", et y avance les idées qui seront reprises dans La grande peur des bien-pensants. Elles apparaissaient

du reste déjà dans les ouvrages d'Edouard Drumont⁴¹. Le compte-rendu qu'en donne l'Action française ne décrit pas la répression de façon très éloquente "on sait ce qu'elle fut. Les fusillades, les exécutions par milliers" mais elle insiste fortement sur la responsabilité de Thiers :

Adolphe Thiers avait sans doute besoin pour son hypocrite dictature de cette consécration par le sang et par le feu (...)

(...) qu'il l'ait provoquée, que du moins il ait laissé aller les événements pour mieux être à même d'en tirer parti, voilà proprement l'inexpiable. 42

Thiers est le bouc émissaire sur lequel rejaillit toute la honte du massacre des Parisiens. Une seule fois, sous la plume de Daudet, nous est relaté un épisode précis de la répression qui ne met pas la responsabilité de Thiers en lumière. Il s'agit de l'exécution d'un suspect par un lieutenant versaillais, peu après l'écroulement de la Commune, et que lui avait rapporté son père, Alphonse Daudet :

- Vous savez ce qui vous attend ?... dit le lieutenant.

- Parfaitement... répondit le petit libraire.

Il sortit de sa boutique, alla se coller au mur en face, et fut aussitôt exécuté. Son cadavre était encore là le lendemain matin. 43

Le soldat n'est pas dépeint sous des traits odieux, il ne fait qu'accomplir son devoir. Chacun des deux personnages semble obéir à une sorte de logique absurde, impression voulue par Daudet et rendue dans un style dramatique.

b) Les crimes de la Commune

Il existe souvent dans l'Action française un procédé de symétrie qui

consiste à présenter, après chaque mention des crimes de l'un des deux camps, ceux du camp adverse. En voici un bref exemple, tiré d'un texte de Daudet :

"Mon père avait connu de près plusieurs chefs de la Commune et leur action lui fit horreur, comme la répression impitoyable lui fit horreur."⁴⁴

D'habitude, cependant, les désastres dont la Commune a été responsable font l'objet d'une description plus détaillée que ceux de ses ennemis. Dès 1919, lors de la première manifestation au Mur des fédérés depuis l'avant-guerre, la Commune a droit au rappel de ce qu'elle symbolise, c'est-à-dire "l'insurrection qui, devant l'ennemi campé dans la capitale, mena la guerre civile, brûla l'Hôtel de Ville, voulut mettre le feu à la Sainte Chapelle et au Louvre."⁴⁵ Les monuments nommés par le journaliste ne sont pas choisis au hasard. Ils sont parmi ce que l'architecture et la civilisation françaises a produit de plus représentatif et de plus précieux. Au lendemain d'une guerre presque sacrée pour la droite nationaliste, et alors qu'un mouvement révolutionnaire déchire l'Europe, l'Action française met en évidence les tendances de la Commune qui peuvent paraître les plus néfastes à la patrie. Nous verrons plus tard que cette mise en relief relève aussi d'un procédé rhétorique où la Commune-symbole devient instrument de la Commune en tant qu'exemple.

Dans le texte que nous venons de citer, la menace pesant sur la Sainte Chapelle symbolise l'anticléricalisme virulent qui fait partie de l'attirail des crimes imputés à la Commune. En 1921, l'Action française adresse son reproche de façon plus directe, à l'occasion de deux services mortuaires tenus pour les otages et victimes de la Commune, Mgr Darboy et l'abbé Deguerry. Rapportant les mots des célébrants, elle indique que l'ignorance religieuse des communards les conduisit à des actes "aussi funestes pour la Patrie que pour l'Eglise"⁴⁶.

Après les martyrs ecclésiastiques, qui répondent aux craintes pour la Sainte-Chapelle, voici qu'en 1928, à l'occasion du centenaire de la naissance de Taine, Candide exprime les craintes éprouvées en 1871 pour les biens de la civilisation en général, qui correspondent en quelque sorte aux menaces concernant le Louvre, temple de l'art, de la culture et de la monarchie françaises.

Albert Thibaudet explique que la Commune a incarné pour Taine la Révolution et lui en a révélé toute la puissance destructrice⁴⁷. Et c'est encore à la Révolution que songe Daudet, qui relie les "événements hideux" de 1871 à ceux de 1789 à 1795, de 1848 et même de la Révolution russe.⁴⁸

A partir de 1936, le rappel de la Commune se fait plus insistant dans l'Action française. En même temps, la proportion des allusions aux atrocités commises par les communards croît par rapport à celle des Versaillais. Des articles entiers sont consacrés au sujet en 1937, 1938 et 1939, soit lors de l'anniversaire du 18 mars, soit lors de la commémoration de la semaine sanglante. Pour répondre à la ferveur des célébrations de la gauche, le journal rappelle en des formules lapidaires ce que fut l'insurrection — "la Commune fut l'assassinat et l'incendie devant l'ennemi"⁴⁹ — ou signale avec une abondance de détails nouvelle les crimes de la Commune :

La résistance désespérée de la Commune se traduisit par des actes atroces, tels que le massacre des otages, le massacre d'Arcueil et diverses horreurs dont furent principalement victimes des ecclésiastiques, dévoués uniquement au bien public, et Mgr Darboy, archevêque de Paris. 50

Le meilleur témoignage du glissement de l'image de la Commune autour de 1936, vers une forme où la responsabilité criminelle des insurgés dépasse celle

des Versaillais, se trouve dans le grand intérêt que porte le quotidien au livre de Marc-André Favre, intitulé Les Drames de la Commune⁵¹. Daudet en parle au moins trois fois, en recommande fortement la lecture, de même que différents autres journalistes.

Or, le livre de Favre, même s'il prétend à la plus complète objectivité parce qu'il se fonde sur la consultation des archives des conseils de guerre tenus après l'insurrection, est une collection haineuse de descriptions de tous les "crimes" de la Commune. Tout y passe : l'assassinat des généraux Lecomte et Clement-Thomas, les arrestations des otages, les pillages, les incendies, le massacre de la rue Haxo (deux chapitres auxquels Daudet renvoie tout particulièrement ses lecteurs, parce qu'ils "atteignent au sommet de l'émotion par le seul exposé des faits"⁵²), etc... Les jugements moraux défavorables abondent. Les communards apparaissent sous les traits hideux que leur prêtait l'historiographie monarchiste des années 1870-80. Favre fait ses délices des détails les plus macabres possibles.

Un deuxième livre, du même genre, paraît en 1939. Il est accueilli avec le même enthousiasme par Daudet, qui reconnaît que le point de vue est partial, mais que de toutes façons l'impartialité est presque impossible en histoire⁵³.

Les partisans de Versailles sont évidemment peints dans ces livres sous le jour le plus favorable qui soit. Ce sont la plupart du temps des victimes innocentes. Il n'est guère surprenant, en ces circonstances, qu'en 1937, pour la première fois, l'Action française excuse les massacres versaillais. Elle soutient que la sévérité des soldats de l'ordre s'expliquerait par l'état de colère légitime qu'auraient provoqué les atrocités communardes⁵⁴. Elle conteste également la validité des témoignages de Lissagaray et Maxime Vuillaume, qui rapportent des scènes où

les soldats versaillais s'illustrent par leur cruauté.

Cet aveu soudain d'un besoin de trouver des excuses à la barbarie versaillaise, ou de la contester, laisse deviner que dans une situation de guerre civile semblable à la Commune, l'Action française ne pourrait s'empêcher de faire bloc avec les défenseurs de l'ordre établi. Elle se sent liée aux Versaillais malgré tous les démentis que nous verrons plus loin et éprouve devant la répression un remords qu'elle tente de réduire en niant ses fondements.

Le poids des horreurs communardes augmente-t-il dans les pages du quotidien en raison de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche et d'une menace étrangère accrue ? Il est probable que ces événements rafraîchissent la mémoire des fautes communardes, car, dès 1936, avant la parution des Drames de la Commune, le ton des articles se fait plus accusateur. Mais le livre de Favre comble peut-être aussi un vide ayant toujours existé, auquel il suffisait de remédier pour déclencher de la part de l'Action française l'épanchement d'une colère qui n'osait trop s'avouer. Les prétentions de l'ouvrage, qui se veut travail de recherche fouillé et objectif, cautionnerait alors une haine pour les communards qui hésitait à se déclarer plus franchement.

Quoi qu'il en soit, "ce livre documentaire et terrible vient à son heure"⁵⁵. Pour que l'accueil réservé au livre ait été si favorable, il faut nécessairement que le terrain psychologique de l'Action française ait été préparé, soit par une conjoncture politique et sociale qui rehausse la présence du symbole de la Commune en le modifiant ; soit par l'existence du symbole à l'état latent et non avoué sous la forme que présente le livre.

c) Une révolution sociale

L'image que se fait l'Action française de la guerre civile incorpore celle de la lutte des classes, car selon Daudet, l'aboutissement de ce concept "c'est par définition même, la guerre civile"⁵⁶. Le journal est par conséquent conscient du contenu social des revendications des insurgés, même si selon lui les causes du soulèvement furent très variées.

Il repère parmi les causes, outre la responsabilité personnelle de Thiers, qui provoqua intentionnellement l'insurrection, un patriotisme aigri par la défaite⁵⁷, les souffrances du siège, le rôle de "meneurs"⁵⁸, la présence de "furieux", "canailles", "scélérats", "terroristes"⁵⁹, de demi-fous et d'alcooliques⁶⁰. Nous retrouvons donc les trois thèses de la droite mentionnées par Michel Winock⁶¹, soit les explications psychologiques, sociologiques et celle du complot, jointes aux aspirations patriotiques sur lesquelles insistait Edouard Drumont. Le journal mentionne aussi, quoique très brièvement, l'existence matérielle difficile des ouvriers, ainsi qu'un principe d'agitation condamnable, tiré de l'inégalité des conditions humaines⁶². C'est poussés par des idées "romantiques" et par l'accumulation d'une rancœur sociale presque compréhensible que beaucoup de communards se seraient lancés dans l'insurrection. Daudet explique l'engagement de Vallès de la façon suivante :

La crispation de ses nerfs d'aristo populaire devait le mener à la conception du chambardement libérateur, du feu purificateur, de l'émancipation par la barricade, comme dans les imaginations sommaires d'Hugo et de Daumier. C'est le fameux "Crève, donc Société !" de ceux pour qui elle fut une marâtre, la dite société, parce qu'ils étaient nés sous une mauvaise étoile. La Commune fut la somme de toutes les colères..⁶³

La Commune n'est pas ici excusée, mais tout au moins expliquée, en des termes qui ne sont pas forcément accusateurs ni injurieux. A d'autres moments, Daudet parle de "rêve" et de "mirage"⁶⁴ pour désigner le projet que nourrissait le Paris de 1871, tandis qu'un autre journaliste emploie les expressions de "chimère" et "d'erreurs du prolétariat"⁶⁵.

d) Une certaine sympathie pour la Commune

Parce que les communards furent égarés par des rêves, parce qu'ils ont souffert et qu'ils se sont battus contre un régime méprisable, l'attitude de l'Action française à leur égard n'exclut pas une certaine sympathie, qui confine même parfois avec une certaine nostalgie du Paris de la Commune. Daudet est capable de s'attendrir devant les récits du cataclysme : "Lucien Descaves, dans ses peintures après de la Commune et émues des "vieux de la vieille" prend souvent le ton de Vallès, avec le même amour des coins et recoins de Paris qu'il connaît bien"⁶⁶. Et le journaliste qui couvre l'exposition de la Commune à Saint Denis en 1935 regrette de n'avoir été ému comme il s'y attendait par les pièces exposées⁶⁷.

Cette sympathie ne semble même pas se démentir au moment du Front Populaire, tandis que le souvenir des crimes communards se fait plus vif. La thèse des bons et des mauvais communards qu'avait élaborée Drumont permet en effet de sauver de l'opprobre quelques honnêtes personnages tout en concentrant la haine sur le reste des insurgés. L'admiration déclarée pour certains communards peut également tenir lieu de preuve d'objectivité. L'Action française semble en effet

se flatter d'être capable de faire la part des choses. Protégée de la sorte contre les soupçons qui pèseraient sur l'objectivité de ses opinions, elle peut se livrer d'autant plus librement à une condamnation de la Commune, et de ceux qui portent la responsabilité de la guerre civile. En mai 1936, le rédacteur de la revue de presse Pierre Tuc fait précéder une telle condamnation par le préambule suivant :

Qu'il y ait eu parmi les communards de très braves gens, de probes Français, d'un patriotisme exalté, on le sait. J'en ai connu et j'en ai aimé.

Et Maurras me dit :
- Moi aussi. 68

Beslay, délégué de la Commune à la Banque de France se voit félicité pour l'honnêteté de sa conduite : c'était "au fond un très brave homme"⁶⁹. La présence d'enfants héroïques sur les barricades et la quantité d'actes de bravoure accomplis ne passent pas inaperçus aux yeux de Daudet⁷⁰. Il a d'ailleurs pour Vallès la plus grande admiration littéraire et il se moque des auteurs de manuels de littérature française qui taisent son oeuvre sous prétexte qu'il fut un membre de la Commune⁷¹. Il ajoute : "C'est comme si l'on voulait rayer Courbet de la liste des plus grands peintres du 19e siècle -où pour ma part je le mets en tête- parce qu'il a participé au déboulonnage de la colonne Vendôme"⁷². Il va jusqu'à défendre Vallès contre les accusations qui font de lui un agent de police parce qu'il a échappé à la répression. Vallès, il est vrai, n'était pas un communard tout à fait comme les autres : "L'auteur de l'insurge n'était pas fait pour une action aussi terrible et violente que celle où il se trouva engagé"⁷³. C'est aussi le cas de Rossel, dont Léon Daudet admire le patriotisme et la lucidité du jugement qu'il portait sur la Commune : "Je cherchais des patriotes, a-t-il dit, j'ai

trouvé des gens qui auraient livré les forts aux Prussiens plutôt que de se soumettre à l'Assemblée"⁷⁴.

En somme, le symbole de la Commune dans l'Action française autorise des sentiments plus variés que l'horreur pure et simple. Son cœur reste l'image de la guerre civile, comme dans le Temps. Mais la sympathie et l'attendrissement ne sont pas totalement absents du registre des émotions associées à la mémoire de 1871. Par ailleurs, la haine de la guerre civile se reporte sur les Versaillais comme sur les communards. Ces éléments en apparence contradictoires du symbole doivent être compris à la lumière de l'utilisation idéologique qui est faite de l'événement. Georges Haupt parle à propos de la gauche d'une "volonté de refaçoner la réalité de la Commune pour la rendre conforme à une image transfigurée par l'idéologie"⁷⁵. Nous allons maintenant pouvoir vérifier que ce commentaire peut également s'appliquer au cas de l'Action française.

2. La Commune comme exemple

Aux yeux de l'Action française, l'essentiel du symbole de la Commune se résume dans la guerre civile. Ce symbole éclairera notre analyse de la Commune comme exemple : c'est à la guerre civile que l'Action française cherche à trouver une signification historique lorsqu'elle dénonce le rapport d'enchaînement entre la Commune et la IIIe République ; c'est la guerre civile qui donne un sens à l'utilisation de la Commune en tant qu'injure ; et c'est encore ce symbole qui fournit la toile de fond du jugement porté sur les manifestations commémoratives de la gauche et du Front Populaire.

a) Régime républicain et guerre civile

Loin d'être comme pour le Temps un événement qu'on cherche à rendre négligeable, la Commune devient dans l'Action française "un des épisodes les plus cruels mais aussi les plus significatifs de notre histoire contemporaine"⁷⁶, et "au XIXe siècle, le grand mouvement de gauche, après celui de 1792-1793 au XVIIIe siècle"⁷⁷. Alors que le Temps osait à peine tirer argument de 1871 pour démontrer la nécessité du régime républicain, l'Action française se sert régulièrement du même événement pour affirmer le point de vue opposé. Elle lui porte un immense intérêt parce que la Commune constitue une sorte de laboratoire où se fit en condensé la confirmation de ses idées politiques. Daudet, le principal architecte de cette lecture historique, parle d'un "résumé, en quelques semaines, de la Révolution de 1789-1794"⁷⁸. Il considère cependant que l'événement est encore assez mal connu et c'est une des raisons pour lesquelles il accueille avec enthousiasme des travaux bien documentés comme ceux de Favre, ou même celui d'Albert Ollivier, de tendance anarchisante et pro-communarde⁷⁹. Voyons maintenant comment se déploie le raisonnement très serré et cohérent que nous propose le journal, dès 1920 et jusqu'en 1939, mais avec une insistance accrue à partir de 1935.

Sous le second Empire, les Républicains de tout acabit, y compris les proudhoniens, les blanquistes et autres socialistes, luttèrent ensemble contre le régime honni. Lorsque le gouvernement de la défense nationale s'installa au pouvoir le 4 septembre 1870, à la faveur de la défaite de Sedan, ils applaudirent tous à cette révolution. Toutefois, le nouveau gouvernement ne comprenait pas de représentants des tendances révolutionnaires les plus radicales. Des divergences apparurent

donc entre les alliés d'hier, "qu'accrurent les déceptions militaires, l'armistice et ses conditions, etc."⁸⁰. Le conflit s'envenima et aboutit à une nouvelle révolution, le 18 mars 1871. Ce dérapage de la première à la seconde révolution obéissait à la "logique absurde mais rigoureuse" qui condamne tout "ce qui s'insurge contre l'ordre éternel des choses"⁸¹ à être constamment dépassé sur sa gauche par des éléments plus cruels et radicaux. Car "l'insurrection était du côté de Thiers autant que du côté de Rossel"⁸². Au sein de la Commune, le même processus, cette "loi intérieure"⁸³ à toutes les convulsions politiques, pousse d'ailleurs les individus les plus vils à prendre la direction du mouvement, aux dépens des rêveurs et des bons communards.

La semaine sanglante fut l'œuvre de Thiers et des hommes du 4 septembre. Pour conserver le pouvoir que le peuple de Paris les avait aidé à servir, ils se virent obligés de le massacrer : "Ayant passé leur vie à exalter et à fomenter les Révolutions, ils se débarrassent, une fois nantis, des anciens complices qui troublent leur breuvage"⁸⁴. Thiers avait même prémédité et désiré la tuerie, afin d'extirper la maladie socialiste qui menaçait la jeune République. Jamais un autre régime que celui-là n'aurait osé agir ainsi :

Quel roi, quel empereur avaient rétabli l'ordre avec autant d'énergie et de décision que le bon bourgeois à lunettes, le petit vieillard en redingote à qui l'Assemblée avait confié le pouvoir exécutif ? Dans la défense sociale, la République surpassait les régimes d'autorité, toujours arrêtés par la crainte de "verser le sang des Français". 85

Les monarchistes de l'époque, poursuit l'Action française, à l'inverse du Temps, avaient exigé plus de clémence et surtout plus de justice envers les insurgés du 18 mars⁸⁶. Un témoignage de Veillot, qui s'indignait de la conduite du gouverne-

ment Thiers, ferait foi de la magnanimité des monarchistes de l'Assemblée des ruraux. Celle-ci se serait laissée abuser par Thiers. Elle était d'ailleurs plus occupée à conclure une paix bénéfique pour la France qu'à exterminer des Français. La stratégie de Thiers fonctionna parfaitement, puisque la Commune servit à consolider une République dont le pays ne voulait pas. Les républicains lui en furent reconnaissants, au point que toutes les municipalités républicaines de province se dotèrent d'une rue Thiers.

Cette interprétation historique, que l'on retrouve dans les ouvrages de Jacques Bainville⁸⁷ et du marquis de Roux⁸⁸, aboutit à une conclusion très simple. La IIIe République est un régime né d'une insurrection, qui en a engendré une autre, et qui s'est maintenu en versant le sang des Français. Elle ne peut survivre qu'en réprimant inlassablement les divisions et le désordre qu'elle aura fait naître. Bref, la monarchie est la seule forme de gouvernement qui puisse encore réconcilier les Français, éviter les déchirements sociaux et rendre à la France la place internationale qu'elle mérite. La leçon tirée de la Commune est donc directement liée à la raison d'être de l'Action française, qui entend bien le rappeler à ses lecteurs, le jour de la manifestation au Père Lachaise la plus importante de l'entre-deux-guerres : "Si le peuple entendait ! Si le peuple savait ! Si le peuple n'était pas la proie du mensonge, c'est contre la République qu'ils manifesteraient dimanche".⁸⁹

En sachant maintenant pourquoi les belligérants des deux camps de la guerre civile méritent d'être condamnés, nous sommes en mesure de comprendre les formes sous lesquelles l'Action française fait apparaître la Commune en tant que symbole. Nous pouvons également expliquer pourquoi, à l'encontre du Temps, le sujet

y est fréquemment abordé. Toute la honte de la répression versaillaise est reportée sur Thiers et ses partisans, dont il est dit que "le souvenir de la "Semaine Sanglante" n'était pas sans les gêner un peu".⁹⁰ Les disciples de Maurras se disent étrangers à cette gêne, car selon eux le drame s'est joué entre des protagonistes en qui ils ne se reconnaissent aucun ancêtre spirituel.

b) Une Commune infamante

Les journalistes de l'Action française ne se satisfont pas d'avoir démontré la filiation de la Commune à la IIIe République. Ils poussent le rapprochement infamant jusqu'à trouver aux politiciens et aux partis politiques du jour des prédecesseurs dans le drame de 1871.

Albert Thibaudet est à peine sarcastique lorsqu'il trace une comparaison entre la peur de Taine en 1871 et celle des électeurs de Poincaré, bons bourgeois "porteurs de bons" et propriétaires qui s'effraient devant le cartel des gauches.⁹¹ Mais les comparaisons peuvent prendre une tournure plus méchante : "Poincaré d'une part, Briand d'autre part, peuvent passer pour la descendance des fondateurs de la IIIe République. Leur sous-descendance, c'est Tardieu et c'est Herriot".⁹² Ce qui n'empêche pas Léon Daudet de ranger Briand parmi les héritiers des Communards, et de le dire "attaché au dogme de l'émeute, de l'incendie et de l'assassinat".⁹³ pour avoir un jour proclamé en Chambre que "derrière la Commune de Paris, il y avait la République". Que selon les circonstances Briand soit taxé d'appartenance à la lignée des Versaillais ou à celle des communards, peu importe, le mot se veut aussi blessant. Et c'est encore sur le même ton accusateur que l'Action française constate la présence d'un square et d'une rue Thiers dans le seizième arrondissement.

ment⁹⁴. La démocratie démontrerait par ce geste qu'elle n'a pas tenu rigueur à Thiers de la semaine sanglante.

La gauche est aussi la cible des rapprochements honteux avec la Commune. Contrairement au Temps, l'Action française n'essaie pas d'habitude de mettre les socialistes ou les communistes en contradiction avec les intentions de ceux dont ils se réclament. Seul le dénommé "Martin", en 1939, se scandalise que la manifestation du Mur des fédérés soit devenue "un prétexte à défilé publicitaire"⁹⁵ pour Staline et l'U.R.S.S. : "Pauvres victimes de 1871, fusillées au Père Lachaise, qui eût dit qu'un jour les Tartarins du Marxisme se serviraient d'elles pour une parade foraine". Daudet admet pour sa part que l'insurrection parisienne a été "modèle et préfiguration de la Révolution Russe"⁹⁶, et reconnaît donc comme un hommage normal celui que rend chaque dernier dimanche de mai le parti communiste. En 1919, le quotidien dit même considérer le défilé comme une juste commémoration, puisque les socialistes prônent la guerre civile et la révolution devant l'ennemi⁹⁷. Et le compte rendu de l'exposition de Saint-Denis en 1935 s'achève par cette insinuation :

On pense, en contemplant une gravure représentant l'incendie de Paris, en mai 1871, à l'immense exposition que M. Doriot aurait pu organiser avec tout ce que la Commune a détruit. 98

Ainsi, en temps normal, le rappel du rapprochement avec les communards auquel prétendent les partis révolutionnaires suffit pour constituer en soi une injure.

L'Action française n'a pas de scrupules à traiter les membres de la gauche de communards; injure encore à la mode avant la guerre selon Claude Fohlen⁹⁹, et les membres des autres partis républicains de Versaillais.

c) L'attitude face aux manifestations avant 1936

Loin de dépasser les intentions politiques et sociales des communards, comme le prétendait le Temps, les socialistes et les communistes feraient plutôt pâle figure devant eux, selon l'Action française.

Le quotidien de Maurras semble en effet considérer les manifestations au Père Lachaise comme des événements dignes d'attention, et sauf en 1933 et 1934, alors que pas une seule ligne ne leur est consacrée, il ne manque pas l'occasion de les commenter, sur le mode injurieux ou sarcastique. Les remarques fréquentes sur l'attitude trop bienveillante des agents de l'ordre à l'égard des manifestants et sur l'indulgence coupable des gouvernements qui autorisent de telles processions témoignent de l'importance accordée aux défilés annuels. Maurras s'indigne même du silence que garde ordinairement la grande presse devant le défilé, tout en l'interprétant d'une manière assez originale :⁹

La grande presse fait son métier de complaisance à demi complice. Le gouvernement lui téléphone : Point d'affaires ! Après tout, si les amis de Cachin veulent faire une procession, pourquoi les gêner ? Nous avons besoin d'eux. 100

L'hommage rendu à la Commune semble rehausser la cérémonie d'une signification plus lourde que celle d'une simple manifestation de la gauche. Le 19 mars 1923, Maurras constate avec soulagement que l'anniversaire du début de l'insurrection n'a pas donné lieu à un désordre appréciable dans la rue¹⁰¹, tandis qu'en 1929, le compte rendu se réjouit que le défilé, annoncé comme le "prologue du grand soir", ait "piteusement échoué".¹⁰² Un an avant l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, Maurras qualifie la manifestation traditionnelle de "Commune en miniature", révé-

latrice des tendances anarchisantes du régime républicain, mais tout à fait incapable de jouer un rôle semblable à celui de la véritable Commune, c'est-à-dire de renforcer la République.¹⁰³

A cause de la portée symbolique des démonstrations, et parce que la référence des gauches à la Commune est comprise comme une déclaration sérieuse d'intentions révolutionnaires, l'Action française prend un malin plaisir à décrire le manque d'énergie des manifestants et à démentir la peur qu'ils voudraient inspirer.

Les plus excités n'ont ni la figure ni l'accent de chez nous, car ce que l'on peut constater, c'est la proportion énorme de métèques dans ce cortège. Si les organisateurs du défilé ont cru donner la chair de poule aux bourgeois, ils se sont lourdement trompés, ça n'existe pas.¹⁰⁴

Pierre Tuc comparant en 1935 le nombre des "promeneurs du Père Lachaise" avec celui des camelots du roi et des Ligues Patriotes, se dit que les premiers ne feraient pas le poids dans un affrontement éventuel.¹⁰⁵ Dans Candide, l'auteur dramatique Pierre Veber avoue redouter chaque année des incidents violents, mais il prétend que la manifestation est néanmoins condamnée à l'échec le plus complet.¹⁰⁶ Aussi le ton des descriptions de manifestants est-il le plus souvent moqueur et peu inquiet : "foule morne, sans cohésion, véritable troupeau allant on ne sait où"¹⁰⁷. Les journalistes se gaussent des "poursuites galantes" qui ont lieu entre les tombes, de l'obéissance "toute militaire" des "farouches antimilitaristes",¹⁰⁸ ou des incidents qui se produisent entre socialistes et communistes. En somme, les manifestants se font presque reprocher de ne pas être à la hauteur de la violence et du fanatisme des communards qu'ils admirent tant. L'horreur sincère qu'inspire la Commune à l'Action française n'entraîne donc pas nécessairement l'expression

d'une crainte des démonstrations commémoratives, du moins avant 1936.

Mais les moqueries du quotidien à l'endroit des manifestants et sa confiance dans les forces des camelots du roi font aussi partie, après la condamnation pontificale de 1926, de la façade d'assurance et d'optimisme obligé que le mouvement d'Action française continue à afficher alors qu'il est en déclin¹⁰⁹. Il connaît un regain de vie avec le début de la dépression, mais l'occasion manquée du "coup de force" le 6 février 1934 déçoit ceux qui en croyaient le moment venu, et la chute s'accélère par la suite.¹¹⁰

d) Commune et Front Populaire

Nous avons pu remarquer antérieurement que l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement à direction socialiste coïncidait dans l'Action française avec une modification des descriptions de l'épisode du printemps 1871. En 1936, la réaction face à la manifestation du Père Lachaise se fait aussi plus violente. L'éventualité d'une révolution sanglante est pesée à la lumière des circonstances qui avaient présidé à l'explosion du 18 mars. Le recours à l'exemple de la Commune sert même à l'interprétation du déroulement de l'expérience du Front Populaire.

1. Les réactions aux manifestations de 1936 et 1937

Au lendemain du cortège de 1936, le compte-rendu ne se distingue guère de ceux des années précédentes que par un sarcasme plus virulent. Mais les jours suivants, le sujet continue à susciter des articles et des commentaires nombreux, ce qui ne se produit pas habituellement. Ainsi Candide, qui admet la présence d'une foule considérable, met-il en doute son dynamisme¹¹¹. L'ampleur du défilé n'aurait même pas atteint, d'ailleurs, celle du rassemblement du 14 juillet précédent. L'hebdomadaire poursuit en se moquant des "survivants de la Commune" de service, que personne ne pouvait identifier¹¹². Dans l'Action française, Maurras convient également du nombre élevé de manifestants, tout en soutenant qu'aucun enthousiasme ne les animait, qu'une forte proportion d'entre eux n'était venue qu'en badauds et que "la durée de la manifestation ne signifie autre chose que son désordre"¹¹³. Sa description du cortège laisse percer la colère qu'il éprouve néanmoins face au retentissement de l'événement:

(...) une horde, où les mêtèques, comptaient pour 75% ou 80%, et l'on ne saurait chiffrer le pourcentage des gens sans aveu, repris de justice, délinquants de droit commun: écume et lie que soulève naturellement toute grande ville quand l'esprit révolutionnaire y prend le dessus¹¹⁴.

On remarquera que cette analyse sociologique de la composition du défilé ressemble trait pour trait à celle que donnaient des communards les monarchistes de 1871¹¹⁵, comme si à plus d'un demi-siècle de distance des circonstances analogues faisaient resurgir des qualifications identiques.

La violence accrue des réactions au cortège ne tient pas seulement à son ampleur particulière. L'indignation de l'Action française - comme celle de tous les journaux de droite qu'elle cite dans sa revue de presse - provient

surtout de la présence de Blum et de ses ministres, de leur poing levé, du fait qu'ils aient entonné l'Internationale et défilé devant le drapeau rouge. Tous les journaux cités sont unanimes à constater "la gravité de la présence du chef réel du gouvernement à la tête d'une manifestation nettement révolutionnaire"¹¹⁶, célébrant la révolte devant l'ennemi, l'incendie, l'assassinat"¹¹⁷. La peur cette fois, semble-t-il, ou du moins l'indignation provoquée par l'hommage à la Commune des représentants de l'autorité politique suprême aura été telle qu'à la veille du défilé de 1937, l'Action française publie pour la première fois un article réclamant l'oubli des événements de 1871:

(...) il y a 66 ans que les faits se sont passés. Il conviendrait de faire silence sur eux. Ils sont entrés dans l'histoire et ne devraient plus alimenter les polémiques.

Mais tout est bon aux agents de Moscou, et à leurs acolytes du Populaire, pour exciter les Français à la guerre civile, et la commémoration des morts elle-même leur est un prétexte pour attiser la haine ¹¹⁸.

Cet appel au silence, dont les accents rappellent le Temps de 1921, résonne curieusement dans un quotidien qui se complaît d'habitude dans l'évocation des "horreurs" de la Commune. La peur d'une nouvelle Commune serait-elle soudain devenue trop forte pour pouvoir se dissimuler derrière le masque des propos moqueurs qui accompagnent d'habitude le sujet? Toujours est-il que si l'idée du retour d'une nouvelle Commune est écartée par Daudet en mai 1936, les incidents jugés alarmants se précipitent par la suite.

2. La crainte d'une nouvelle Commune

A la fin du mois, tout en n'excluant pas la possibilité d'une renaissance du mirage qui avait conduit les Parisiens à la révolte, le directeur

politique du journal considère que "les conditions morales et matérielles ne sont plus celles de mars 70 (sic), où la défaite avait aigri les coeurs des patriotes, où la garde nationale était armée"¹¹⁹. La population parisienne ne serait pas "mûre pour une nouvelle Commune". Et de toute façon, la bourgeoisie saurait cette fois-ci se défendre contre les fauteurs de troubles.

Ces propos en apparence rassurants sont toutefois destinés à servir d'avertissement aux agents du Komintern qui chercheraient, forts du récent pacte franco-soviétique, à allumer une nouvelle révolution en France et auraient déjà commencé leur tâche en suscitant les occupations d'usines. Nous devons aussi remarquer qu'en indiquant sa confiance en la résistance bourgeoise, Daudet se place implicitement, et pour la première fois, du côté des Versaillais de 1871.

A peine une semaine plus tard, Daudet réaffirme les mêmes inquiétudes, toujours en faisant référence à la situation du 18 mars 1871¹²⁰. "J'entends bien, écrit-il, qu'aucun drame de sang ne s'est encore produit. Mais cette tranquillité relative est à la merci d'un incident et d'un certain nombre d'agents provocateurs". Il suffirait, ajoute-t-il, que la C.G.T., obéissant aux ordres de Moscou, compromette les approvisionnements au point de forcer la troupe à intervenir, pour que les pires conséquences surviennent¹²¹. Daudet fait même planer la menace d'une Allemagne qui profiterait du désordre intérieur pour intervenir dans les affaires françaises. Cela n'est pas sans rappeler la figure de Bismarck contemplant Paris en flammes.

En mars 1937, un incident meurtrier accentue encore les inquiétudes et pousse à établir de nouveaux parallèles avec la Commune. Le seize du mois, à

Clichy, un rassemblement du Parti Social Français du colonel de La Rocque se heurte à des militants anti-fascistes. La police intervient, tire sur la foule et fait cinq morts. Aussitôt, la droite et la gauche s'imputent mutuellement la responsabilité du drame. Daudet s'alarme, et redoute que l'émeute ne soit suivie par la révolution: "L'anniversaire de la Commune (18 mars 1871) projette sur l'événement de Clichy une lueur écarlate"¹²². En s'appuyant sur le livre de Favre, il compare la journée du 16 mars 1937 avec le 18 mars 1871, et souligne que le signal de la révolution avait alors été donné par des morts violentes, celles des généraux Lecomte et Clement-Thomas. Près d'un an après le début du gouvernement du Front Populaire, Clichy amène l'Action française à dénoncer une stratégie de gauche visant à faire mûrir la Révolution qui avait échoué en 1871: "Les grèves, les occupations d'usine, les attentats de toutes sortes, enfin l'émeute de Clichy, sont comme une répétition générale du "grand soir"¹²³. La référence aux cinq morts revient encore sous la plume d'un journaliste qui vient de citer quelques lignes du Populaire:

Que contiennent ces lignes, sinon un appel à la revanche des insurgés de 1871? Il y a soixante-six ans, l'heure de la Révolution n'avait pas sonné, nous dit-on, mais le Populaire compte bien qu'elle sonnera quelque jour. (...) Si pour se faire la main, les nouveaux communards recommencent un coup de Clichy, la responsabilité de Léon Blum sera solidement établie¹²⁴.

Daudet fait même remarquer, citant Favre une fois de plus, que les conflits qui ensanglantent l'Espagne au même moment s'ajoutent à la mémoire de la Commune pour donner un tableau vivant des scènes que certains promettent encore à la France¹²⁵.

Entre 1936 et 1937, une révolution sanglante n'apparaît jamais véritablement imminente, mais les craintes sont extrêmement sérieuses quant à une détérioration de la situation qui pourrait y mener. Et aux anniversaires des journées de 1871, la crainte de cette détérioration fait resurgir l'image de la Commune.

3. La politique du Front Populaire, à la lumière de la Commune

La référence à la Commune va jusqu'à éclairer, pour l'Action française, la position des hommes politiques en 1936 et 1937.

Quelques jours avant que Blum soit appelé à prendre officiellement les rênes du gouvernement, le quotidien s'inquiète par exemple du sort que pourrait subir la Banque de France si jamais des partisans du Front Populaire s'avisaient, à l'exemple des communards, de lui faire "une de ces visites lucratives qui dispensent du recours à la légalité"¹²⁶. Le délégué de la Commune à la Banque, Charles Beslay, avait alors heureusement empêché une telle manoeuvre. Or, "selon toutes les apparences, conclut l'article, il n'a pas laissé de progéniture", même parmi les communistes qui se plaisent à se trouver des ancêtres parmi les insurgés de 1871. Blum ne serait probablement pas capable d'arrêter la tentative. Peut-être même l'encouragerait-il. Daudet compare d'ailleurs le chef socialiste à Jules Vallès, que l'annonce du soulèvement du 18 mars avait totalement pris par surprise et rendu incapable de prendre des décisions réfléchies¹²⁷: devant l'immensité des problèmes qui l'attendent, devant les conseils contradictoires qu'il reçoit de tous les côtés, Blum serait pris de la même panique que Vallès.

Pierre Tuc effectue pour sa part un rapprochement entre certains éléments de la Commune et du Front Populaire, parmi lesquels il inclut certainement la figure de Léon Blum: "... de même que les socialistes et communistes de 1936 sont menés par d'affreux Juifs, des métèques et des étrangers, de même les communards patriotes furent dévoyés par la racaille internationale¹²⁸.

Cependant, le rôle de Blum est beaucoup plus souvent comparé à celui de Thiers ou des hommes du 4 septembre qu'à celui des communards les plus radicaux. L'Action française croit en effet que le Front Populaire suscite des espérances beaucoup trop grandes pour être satisfaites, et que Blum en subira un jour les conséquences, exactement comme Jules Favre et Jules Simon avaient fait naître la Commune en promettant plus qu'ils ne pouvaient accomplir¹²⁹. Cette crainte se fait jour dès le lendemain du cortège de 1936. Les revendications proclamées à grands cris par la foule des manifestants sont interprétées comme un présage de malheurs: "Plus ils auront été, écrit Pierre Tuc, plus la situation sera difficile pour le gouvernement"¹³⁰. Daudet évoque déjà la tragédie qui se produirait si les communistes refusaient de répondre à un appel de mobilisation militaire lancé par le gouvernement:

C'est alors que Blum, pressé par l'implacable nécessité de l'ordre, se retournerait contre ses soutiens communistes, comme ceux du 4 septembre se retournèrent contre ceux du 18 mars 71. Mais Thiers, du moins, était Français¹³¹.

Ce genre d'analogie aboutit à l'étonnante promotion de Thiers au rang de "véritable chef du Front Populaire" de l'époque¹³². Mais l'Action française n'a pas peur des paradoxes. Daudet souligne lui-même le cocasse d'une situation où un gouvernement qui se réclame de la Commune se voit obligé de "refouler les mouvements de grève et d'occupation d'usines qu'a suscités son avènement"¹³³.

Il considère également l'incident de Clichy, au cours duquel le ministre de l'Intérieur a été blessé, comme le premier indice de l'insatisfaction des communistes à l'égard du gouvernement¹³⁴. Son confrère G. Larpent soutient même que Blum a conduit ses troupes au massacre, et il rappelle que pour un motif semblable des gardes nationaux de 1870 avaient osé massacrer le capitaine Beaufort¹³⁵.

En somme, la Commune est interprétée par l'Action française en fonction d'une grille qui permet aussi de lire et de prévoir le déroulement des péripéties de 1935-37. Et des multiples parallèles historiques établis, se dégage une idée centrale: la crainte d'un nouveau dérapage vers la guerre civile dont la Commune a donné l'exemple.

Conclusion

Le fait que la lecture comparée des événements de 1936 et 1871 semble parfois contradictoire, qu'au gré des circonstances Blum soit associé à Thiers ou aux communards, par exemple, témoigne des critères principalement politiques en fonction desquels est conçue la grille d'analyse de l'Action française. Thiers peut passer pour le chef du Front Populaire et Blum pour celui des Versaillais dans la mesure où la menace d'un dépassement sur la gauche qui pèse sur eux occulte les différences d'ordre social considérables qui séparent les groupes et les intérêts qu'ils représentent.

D'ailleurs l'ensemble des sentiments que nourrit l'organe du nationalisme intégral pour les belligérants de 1871 répond manifestement à une volonté presque strictement politique, d'où est exclue la sensibilité aux problèmes

sociaux des travailleurs: la Commune est condamnable parce qu'elle incarne la guerre civile et une forme de gouvernement honnie; en retour, certains communistes s'attirent la sympathie des disciples de Maurras, non pas en raison de leur condition d'ouvriers ou de déclassés, mais parce qu'ils sont patriotes et qu'ils constituent des alliés utiles dans la lutte contre un ennemi commun, la République de Thiers. Mais l'Action française veut faire passer cette forme d'égards pour une sympathie à l'endroit des travailleurs et du peuple français, dont elle s'offusque qu'on ait versé le sang.

Avant 1914, le mouvement d'Action française avait déjà cherché à se rapprocher des ouvriers car le "coup de force" qu'il voulait accomplir n'avait aucune chance de succès si les travailleurs s'y opposaient¹³⁶. Mais l'effort s'était révélé peu fructueux et de nombreux fidèles de Maurras n'avaient guère apprécié que leurs dirigeants frayaient avec les syndicats.

Après la guerre, une tentative de rapprochement semblable est répétée, dans le cadre d'un projet d'organisation corporative de l'économie¹³⁷. C'est l'époque où le reporter envoyé à la manifestation du Père-Lachaise, en 1921, se réjouit que "la foule des travailleurs" ne soit pas venue³⁸. Mais l'Action française n'arrive pas plus qu'auparavant à détourner les ouvriers de leur attirance pour la gauche. Elle ne peut se démarquer de l'image élitiste qu'ont d'elle les ouvriers et n'a rien d'autre à leur offrir que l'espoir béat d'une suppression du capitalisme une fois que la monarchie sera réinstaurée. Georges Valois, l'artisan principal de l'essai de rapprochement, quitte l'Action française en 1925.

Ce nouvel échec dans ses relations avec la classe ouvrière amène le mouvement à négliger de plus en plus les questions sociales et économiques¹³⁹, tandis que sa prétention à servir la cause de tous les Français, y compris les travailleurs, jure avec la nature exclusivement institutionnelle et politique des objectifs qu'il se fixe. Cela accentue ses tendances au repli sur une défense de l'ordre établi, comme l'explique Eugen Weber:

Socially and psychologically, the directors of the Action française, despite what they said, found themselves on the side of established order. True, they detested it; but after the war, it happened that their friends detested change even more strongly. A movement that clings stubbornly to established ways, a movement that needs money to survive, a movement that abhors the Republic but sees no way of overthrowing it, a movement that discourages precipitate action and includes under that heading almost any action at all - such a movement will very soon be incapable of understanding the difference between being reactionary (which it would of course approve) and being merely conservative¹⁴⁰.

L'attitude de l'Action française devant la Commune est à l'image des difficultés du mouvement. D'une part, la seule leçon tirée de 1871 est une leçon politique, soit la nécessité de la monarchie. D'autre part, le maquillage idéologique appliqué à l'événement ne voile pas entièrement une réaction affective que nous pouvons supposer commune à une partie de la droite — sinon à son ensemble — puisque nous la relevons dans le Temps: le remords. Le besoin d'effacer la responsabilité des monarchistes dans les massacres de 1871, et d'en reporter toute la faute sur Thiers et les républicains — alors que, dans un but analogue, le critique historique du Temps Maurice Reclus accusait surtout les monarchistes de l'Assemblée des ruraux — constitue un cas de rationalisation trop évident pour qu'il ne laisse deviner quelque mauvaise conscience.

D'ailleurs, l'avènement du Front Populaire précise et confirme cette similitude de sentiments - plus forte, donc, en ce temps de crise qui ravive le souvenir de 1871 - entre les tenants du nationalisme intégral et ceux d'autres tendances de droite. Sous l'effet de la peur, l'Action française proclame plus haut sa haine des communards, fait paraître une exhortation à l'oubli de la Commune, et se range implicitement du côté des Versaillais, du côté de l'ordre.

Notes du Chapitre V

- 1 Temps, 21/5/21 I.E, s.a.
- 2 Loc. cit. On se rappellera que déjà en 1879 Camille Pelletan réclamait l'oubli des événements de 1871.
- 3 Temps, 28/5/28 3.E, s.a.
- 4 Temps, 27/5/31 6.E, s.a.
- 5 Temps, 6/3/37 1.F, W. d'Ormesson
- 6 Temps, 4/10/30 3.B, M. Reclus
- 7 Temps, 4/10/30 3.C, M. Reclus
- 8 Temps, 28/5/28 3.F, s.a.
- 9 Temps, 26/3/36 3. A. Thérive
- 10 Temps, 20/3/19 1.A, s.a. Le journal du 19 mars 1935 (4.E) considère que les vestiges de la Commune présentés à l'exposition de St-Denis appartiennent à "l'histoire de Paris".
- 11 Temps, 21/5/21 1.A s.a.
- 12 Temps, 26/3/36 3.B, A. Thérive
- 13 Temps, 26/3/36 3.D, A. Thérive
- 14 Temps, 26/3/36 3.F, A. Thérive
- 15 Temps, 12/2/31 3.B, s.a.
- 16 Temps, 21/5/21 1.A, s.a. et 20/3/19 1.A, s.a.
- 17 Temps, 4/10/30 3.F, M. Reclus
- 18 Maurice Reclus publie lui-même deux ouvrages qui précisent le sens de la leçon: Monsieur Thiers (Paris, Plon, 1929), et L'avènement de la troisième République, 1871-1875 (Paris, Hachette, 1930). Le régime républicain y est décrit comme celui qui divise le moins les Français. En 1871, ceux-ci étaient pris, selon Reclus, entre les feux d'une Assemblée monarchiste dont l'attitude à l'égard de la Commune fut beaucoup plus sévère que celle de Thiers, et les feux de Paris révolté.
- 19 Questions d'histoire. Le Comité central et la Commune. Paris, Maurice Dreyfous, ed., 1879, p. 183

- 20 Temps, 21/5/21 1.A, s.a.
- 21 Loc. cit.
- 22 Temps, 25/5/36 1.B, s.a.
- 23 Loc. cit.
- 24 Temps, 26/5/36 3.E, L'ami du peuple: "Le Mur des fédérés doit constituer la toile de fond du décor de son (Blum) ministère. (...) avec ceux qui l'ont vu identifier la Commune de 1871 au Front Populaire de 1936, je me demande jusqu'à quelles extrémités l'expérience Blum va pouvoir se poursuivre pour durer."
- L'Ordre: "Je sais le bien, mais aussi le mal qu'un patriote sincère peut dire de la Commune et je tiens pour audacieux qu'on soutienne qu'elle a sauvé la République. Elle l'aurait bien plutôt compromise par sa démagogie incohérente, spectaculaire, tyrannique et finalement sanglante. (...) il était inutile que le chef du gouvernement de Front Populaire fournisse des armes à ses adversaires en leur laissant supposer que ses méthodes gouvernementales s'inspireraient d'une dictature constituée sous le canon de l'ennemi, d'une dictature de fièvre obsidionale."
- 25 Temps, 28/5/22 3.A, s.a.
- 26 Temps, 29/5/33 4.F, s.a.
- 27 Temps, 1/6/31 6.F, s.a.
- 28 Temps, 24/5/25 3.C, s.a.
- 29 La date du 18 mars n'est jamais l'occasion de commentaires sur la Commune, sauf en 1919.
- 30 Temps, 31/5/21 1.A, s.a.
- 31 Loc. cit.
- 32 Temps, 20/3/19 1.A, s.a.
- 33 Temps, 31/5/21 1.A, s.a. Pour les socialistes, les reproches sont les mêmes, mais la contradiction avec la volonté des communards est moins longuement développée: "Comme dans la pensée communiste, la révolution est au-dessus de la patrie — ce à quoi, d'ailleurs, les "fédérés" de 1871 n'eussent eux-mêmes jamais souscrit." (21/5/21 1.A, s.a.)
- 34 Temps, 27/5/36 1.B, s.a.

- 35 Voir en bibliographie les dates précises.
- 36 Paul Reynaud fait partie du groupe de l'Alliance des radicaux indépendants et des Républicains de gauche, qui n'ont de gauche que le nom.
- 37 Journal officiel de la République française, 7 juin 1936, Débats parlementaires du 6 juin 1936, p. 1321.
- 38 Candide, 20/10/28 4.D, L. Daudet
- 39 Candide, 23/5/29 1.B, O. Aubry
- 40 Candide, 13/4/33 3.E, O. Aubry
- 41 La France juive (1886) et La fin d'un monde (1892)
- 42 Action française, 6/3/21 4.B, s.a.
- 43 Action française, 22/5/36 1.A, L. Daudet
- 44 Action française, 23/5/39 1.A, L. Daudet
- 45 Action française, 24/5/19 4.D, s.a.
- 46 Action française, 26/5/21 2.F, s.a.
- 47 Candide, 24/5/28 3.D, A. Thibaudet
- 48 Action française, 26/5/27 1.A, L. Daudet
- 49 Action française, 22/5/36 3.C, P. Tuc
- 50 Loc. cit.
- 51 Marc-André Favre, Les drames de la Commune, Paris, Hachette, 1937
- 52 Action française, 1/3/37 1.A, L. Daudet
- 53 Action française, 23/5/39 1.A, L. Daudet
- 54 Action française, 30/5/37 2.F, G. Larpent
- 55 Action française, 1/3/37 1.A, L. Daudet
- 56 Action française, 19/3/37 1.A, L. Daudet
- 57 Action française, 30/3/36 1.A, L. Daudet

- 58 Action française, 6/3/30 4.B, s.a.
- 59 Action française, 1/3/37 1.A, L. Daudet
- 60 Action française, 22/5/36 1.A, L. Daudet
- 61 "La Commune (1871-1971)", dans Esprit, déc. 71, cf. p. 975-976
- 62 Action française, 26/5/27 1.A, L. Daudet
- 63 Candide, 26/5/32 6.B, L. Daudet
- 64 Action française, 22/5/36 1.A, L. Daudet
- 65 Action française, 9/3/32 5.D, P. Tuc
- 66 Candide, 26/5/32 6.A, L. Daudet
- 67 Candide, 4/4/35 3.D, s.a.
- 68 Action française, 25/5/36 3.E, P. Tuc
- 69 Action française, 27/5/36 3.F, s.a.
- 70 Action française, 22/5/36 1.A, L. Daudet
- 71 Candide, 26/5/32 6.A, L. Daudet
- 72 Candide, 26/5/32 6.A, L. Daudet
- 73 Candide, 26/5/32 6.D, L. Daudet
- 74 Action française, 23/5/39 1.A, L. Daudet
- 75 "La Commune comme symbole et comme exemple" dans La Commune de 1871. Colloque de Paris (Mai 1971), Paris, Les éditions ouvrières, 1971, p. 207.
- 76 Action française, 6/3/30 4.B, s.a.
- 77 Action française, 22/5/36 1.A, L. Daudet
- 78 Loc. cit.
- 79 La Commune, Paris, Gallimard, 1939, Compte rendu de Daudet:
Action française, 23/3/39 1.A
- 80 Candide, 2/5/35 4.A, L. Daudet

- 81 Action française, 6/3/30 4.B, s.a.
- 82 Loc. cit.
- 83 Action française, 12/3/39 1.A, L. Daudet
- 84 Action française, 24/5/36 2.G.
- 85 Candide, 25/4/35 3.D, P. Gaxotte
- 86 Action française, 24/5/36 2.F.
- 87 La troisième République, Paris, Plon, 1935.
- 88 Origines et fondation de la Troisième République, 1871-1877
Paris, Grasset, 1933
- 89 Action française, 24/5/36 2.F.
- 90 Action française, 24/5/36 2.F.
- 91 Candide, 24/5/28 3.D, A. Thibaudet
- 92 Action française, 6/4/33 3.B, P. Chardon
- 93 Action française, 26/5/27 1.A, L. Daudet
- 94 Action française, 24/5/36 2.F.
- 95 Candide, 24/5/39 2.A, Martin
- 96 Action française, 26/5/27 1.B, L. Daudet
- 97 Action française, 24/5/19 4.D, L. Dubech
- 98 Candide, 4/4/35 3.D, s.a.
- 99 La France de l'entre-deux-guerres, 1917-1939, Paris, Casterman, 1966, p. 206.
- 100 Action française, 23/5/25 1.B, C. Maurras
- 101 Action française, 19/3/23 1.D, C. Maurras
- 102 Action française, 27/5/29 2.B, s.a.
- 103 Action française, 20/5/35 1.C, C. Maurras
- 104 Action française, 31/5/20 3.E, s.a.

- 105 Action française, 22/5/35 3.C, P. Tuc
- 106 Candide, 3/3/31 1.F, P. Veber
- 107 Action française, 31/5/20 3.C, s.a.
- 108 Action française, 29/5/22 2.B, s.a.
- 109 Eugen Weber, Action française, Stanford University Press, 1962, p. 260-262.
- 110 Jean Touchard, Le mouvement des idées politiques dans la France contemporaine, Institut d'études politiques de l'Université de Paris, 1965, vol. 2, p. 265.
- 111 Candide, 28/5/36 1.E, s.a.
- 112 Candide, 28/5/36 1.F, s.a.
- 113 Action française, 26/5/36 1.F, C. Maurras
- 114 Loc. cit.
- 115 Voir chapitre I, "Survol historiographique de la Commune", p. 10
- 116 Action française, 26/5/36 4.A, P. Tuc
- 117 Action française, 30/5/37 5.B, s.a.
- 118 Action française, 30/5/37 1.A, G. Larpent
- 119 Action française, 30/5/36 1.A, L. Daudet
- 120 Action française, 8/6/36 1.A, L. Daudet
- 121 Action française, 8/6/36 1.A, L. Daudet
- 122 Action française, 18/3/37 1.B, L. Daudet
- 123 Action française, 19/3/37 2.F.
- 124 Action française, 19/3/37 4.B, s.a.
- 125 Action française, 1/3/37 1.A, L. Daudet
- 126 Action française, 27/5/36 3.F, s.a.
- 127 Action française, 25/5/36 1.A, L. Daudet
- 128 Action française, 25/5/36 3.E, P. Tuc

- 129 Action française, 26/5/36 4.A, P. Tuc
- 130 Loc. cit.
- 131 Action française, 26/5/36 1.A, L. Daudet
- 132 Action française, 24/5/36 2.F.
- 133 Action française, 8/3/36 1.A, L. Daudet
- 134 Action française, 18/3/37 1.A, L. Daudet
- 135 Action française, 18/3/37 1.F, G. Larpent
- 136 Edward R. Tannenbaum, The Action française, John Wiley and Sons, Inc., New York, London, 1963, p. 184.
- 137 Eugen Weber, op. cit., p. 205-218.
- 138 Action française, 30/5/21 2.F, s.a.
- 139 Philippe Ariès raconte qu'en 1938 il avait organisé pour les étudiants d'Action française un cercle d'Etudes sociales dont la présidence fut confiée à l'historien Marie de Roux. Celui-ci refusa le thème d'étude d'un panorama de la société française après 1918, sous prétexte qu'aucune leçon politique ne s'en dégagerait. (Un historien du dimanche, Paris, Seuil, 1980, p. 59)
- 140 Eugen Weber, op.cit., p. 215.

CONCLUSION

Nous posons au départ l'hypothèse selon laquelle la situation économique, sociale et politique de l'entre-deux-guerres aurait conféré une acuité et un rôle particuliers au souvenir de la Commune. Nous avons également été amené à supposer qu'à cet égard les deux moments les plus importants se situaient en 1919-1921 et en 1934-1938. L'examen de nos six journaux parisiens permet de valider jusqu'à un certain point ces hypothèses.

Dans l'Humanité et le Populaire, la répétition obligée des célébrations chaque année masque les différences qui ont pu exister dans la vigueur du souvenir. Si la ferveur du sentiment d'attachement est toujours de rigueur, la façon de rappeler l'événement varie avec le temps. On peut cependant parler d'un enthousiasme accru lors des défilés de 1935, 1936 et 1937, qui furent les plus réussis de l'entre-deux-guerres. Plusieurs facteurs concourent à cette époque à donner aux manifestations commémoratives une ampleur spéciale : 1 l'exacerbation des tensions sociales et politiques, dont l'émeute du 6 février 1934 a donné un indice de la gravité ; 2 la menace que semblent faire planer les ligues fascistes sur la démocratie et le régime républicain ; 3 le danger allemand qui se profile à l'extérieur ; 4 le creux de la dépression économique qui dure depuis 1931 ; 5 finalement le succès du projet de grand rassemblement populaire orchestré par les partis radical, socialiste et communiste. C'est cette réussite, l'espoir qu'elle soulève, et le sentiment de poursuivre l'oeuvre entreprise en 1871 qui poussent l'Humanité à parler d'une "journée historique" pour désigner celle du cortège de 1936, et le Populaire à reconnaître un esprit de "fête" à la manifestation de 1935.

L'Oeuvre ne se consacre à des évocations précises de la Commune qu'à partir de 1934. Cette date coïncide avec le moment où de nombreux fonctionnaires qui subissent les contre-coups d'une politique de déflation très pénible, enseignants et membres des classes moyennes, groupes constituant l'essentiel du public du journal radical, commencent à s'associer au projet de ce qui deviendra le Front Populaire. Si le Front Populaire donne aux travailleurs le sentiment de faire enfin partie intégrante de la nation, et de se sentir ainsi plus proches, en un sens, de l'expérience du printemps 1871, ce sont les difficultés éprouvées durant la dépression par une partie des classes moyennes qui tendent à revaloriser aux yeux de L'Oeuvre une Commune démocratique, patriotique, républicaine et désireuse d'une justice sociale qui serait conçue comme la lutte des "petits" contre les "gros".

Le Temps se révèle singulièrement sensible et irritable aux commémorations de la Commune entre 1919 et 1921. Journal particulièrement intéressé par les questions de politique extérieure, le Temps trouve les souvenirs de guerre civile très mal à propos au lendemain d'une paix qui a pris pour la France sinon les allures d'une défaite, en tous cas celles du prix de frustrations. La situation précaire du pays sur la scène internationale commanderait selon lui l'union de tous les Français derrière la politique de leur gouvernement. Le reste du temps, et même sous le Front Populaire, le journal de la grande bourgeoisie reste d'une scrupuleuse discrétion sur le sujet de la Commune. C'est qu'en plus du soin apporté à ne pas réveiller des souvenirs de guerre civile, on constate effectivement une certaine mauvaise conscience vis-à-vis le comportement des élites de 1871, ainsi que la volonté de ne pas faire de publicité à ce qui est considéré comme un

"mythe" de la gauche révolutionnaire.

Pour l'Action française, ce sont indéniablement les événements de 1936-1938, les appréhensions de dérapage vers la révolution et vers la guerre civile qui jettent la lumière la plus vive sur la Commune. Mais dès 1919, la révolution russe réveillait pour elle les souvenirs de 1871. L'Action française inscrit en effet la révolution d'octobre dans le sillage de 1789 et de la Commune, puisqu'il s'agit dans tous les cas de révolutions nées du fallacieux principe démocratique.

Chaque quotidien affiche donc un intérêt accru pour les événements de 1871 au moins lors de l'un des deux moments signalés. Il reste que l'afflux soudain de références à 1871 dans l'Oeuvre et l'Action française au milieu des années trente montre combien le Front Populaire accroît l'importance et la signification de la commémoration de la Commune, pour l'ensemble de la société à l'époque. Seul le Temps demeure en retrait par rapport à ce courant d'intérêt, mais les raisons de sa retenue viennent d'être rappelées.

Or, c'est sous le Front Populaire, alors que le souvenir de 1871 se fait le plus pressant, que semble s'effectuer une bipolarisation des cinq quotidiens autour des deux visages symboliques de la Commune, l'un pour les journaux de gauche, et l'autre pour ceux de droite.

Pour la gauche, la convergence s'effectue autour d'une insurrection sociale, mais aussi patriotique et républicaine. Dans l'Humanité, l'organisation du Front Populaire conduit à un glissement très net depuis la présentation d'une révolution menée par le prolétariat, et presque exclusivement pour le prolétariat,

jusqu'à une révolution faite par le "peuple".

Dans cette optique, la Commune peut également être récupérée et glorifiée par l'Oeuvre. Le Populaire insiste pour sa part sur ce que doit être le "peuple" des deux autres journaux de gauche, c'est-à-dire l'alliance des ouvriers et de la petite bourgeoisie.

Pour la droite, le rapprochement concerne les deux images auparavant très distinctes que le Temps et l'Action française donnaient de la guerre civile, en quoi il résumaient le symbole de la Commune. Avant 1936, il s'agissait pour le premier d'une guerre civile dont les communards portaient seul l'opprobre, tandis que le second dépeignait aussi avec une certaine complaisance les atrocités versaillaises. Après 1935, les tableaux de 1871 rendus par l'Action française effacent dans une large mesure ces cruautés versaillaises, ou leur trouvent des excuses. Et comme si la peur d'un retour à la guerre civile provoquait des réactions identiques chez les deux courants de la droite, l'Action française laisse elle-même échapper un appel à l'oubli de la Commune semblable à celui que le Temps lançait en 1921 et auquel il restait fidèle par la suite.

Au moment où les tensions sont à leur comble entre la gauche et la droite, l'on assiste donc des deux côtés à un repli du discours portant sur la Commune vers des positions qui n'étaient pas celles des tendances politiques les plus extrêmes, puisque l'Humanité rejoint presque le Populaire et que l'Action française se rapproche du Temps.

Ce resserrement des images de la Commune, lors de la seconde moitié des années trente, autour de deux noyaux symboliques simplifiés, traduit d'ailleurs de

façon plus visible un phénomène que l'on pouvait déjà entrevoir auparavant : à l'intérieur des deux groupes de journaux, c'est autour de la Commune comme symbole plutôt qu'au niveau de l'exemple que se retrouvent normalement les plus grandes similitudes. Par conséquent, apparaît autour du symbole de 1871 un clivage essentiel qui coïncide avec la grande bipartition politique de la France, clivage de nature à la fois idéologique et affective, tandis qu'une subdivision plus poussée sépare ensuite les différentes tendances quant à l'utilisation de l'exemple de la Commune, c'est-à-dire à un niveau plus strictement idéologique.

La dimension affective investit en effet largement tout ce qui concerne le symbole. Pour la gauche, elle est présente dans l'attachement à une Commune héroïque, courageuse, martyrisée, à une Commune légendaire dont on ne se lasse pas d'entendre le récit dramatique et nostalgique, et qui est vénérée par les trois journaux étudiés. La dimension affective est également présente dans le lieu d'espoir qu'incarne la Commune : espoir de prise du pouvoir ouvrière, chez l'Humanité et le Populaire, puisque la Commune a malgré tout commencé par être victorieuse ; espoir peut-être plus profond d'un mieux-être des classes dépossédées, d'une conquête de l'initiative dont elles se sentent privées et d'une réduction du fossé social qui les sépare des couches privilégiées, espoir ambigu mais qui transcende les différences de méthodes envisagées dans les quotidiens socialiste et communiste pour parvenir à sa réalisation. Au plan des "leçons", le Populaire infère en effet de 1871 le besoin d'une initiation des ouvriers aux mécanismes de gestion politique et économique qui dispenseront de recours à la violence révolutionnaire, alors que l'Humanité étudie plutôt les moyens de faire triompher une révolution armée, au moyen du parti de style bolchevik qui fit défaut à la Commune.

Sous le Front Populaire, pourtant, les deux quotidiens cessent complètement la publication d'articles consacrés aux enseignements de la Commune. A partir de 1936, dans les trois journaux de gauche, la Commune n'est presque plus présentée que sous son aspect symbolique, celui de la vision héroïque et celui d'un espoir auquel l'Oeuvre peut désormais communier. L'Oeuvre peut en effet se réclamer plus ouvertement de la Commune une fois que celle-ci est dépouillée de son caractère trop exclusivement prolétarien, et que sa célébration risque moins de passer pour un hommage à la violence révolutionnaire que l'idéologie radicale récuse complètement. Si la conjoncture politique du Front Populaire ouvre à l'Oeuvre la possibilité de célébrer la Commune plus ouvertement, elle restreint donc en même temps l'aire du discours que tiennent d'habitude le Populaire et l'Humanité.

Ainsi, au moment même où les images de la Commune peuvent être les plus présentes dans l'esprit de leurs lecteurs, ces deux quotidiens évacuent presque tout le contenu didactique du message de 1871. Ils se réfugient dans le symbole, comme s'ils devenaient incapables d'accorder les leçons traditionnelles tirées auparavant de la Commune avec les impératifs politiques de l'heure. C'est que le besoin de renforcer la France contre le péril allemand ou de défendre la démocratie contre la menace fasciste incite, à gauche, au regroupement de tous ceux qui peuvent participer à cette tâche. Ces blocages de nature idéologique et ces nécessités tactiques et politiques forcent l'Humanité et le Populaire à se cantonner dans la présentation du symbole à l'état "brut", non travaillé par des commentaires critiques qui ne sauraient servir la cause du Front Populaire. Le symbole, sous une forme qui pour l'Humanité est largement édulcorée, constitue le dénominateur commun autour duquel les trois journaux partisans du Front Populaire peuvent se

retrouver. Ce symbole est donc révélateur de certaines ambiguïtés du Front Populaire lui-même.

L'époque de la poussée de la gauche provoque également des tensions comparables dans l'Action française, entre le projet politique rattaché à l'utilisation de la Commune comme exemple et la dimension affective que l'événement ne peut manquer de soulever. A partir de 1936, l'Action française accentue son recours à l'exemple de 1871 pour démontrer la fatalité du dérapage de tous les régimes démocratiques et républicains vers la guerre civile, et par conséquent la nécessité de la monarchie. Ce projet politique évoque la Commune d'un point de vue essentiellement idéologique. Il est sensé s'appuyer sur l'ensemble des Français puisqu'il travaille à leur réconciliation. Il cherche donc à nier le fossé social qui sépare les tenants du nationalisme intégral -et les élites en général- de la classe ouvrière. Avant la montée de la gauche, il avait permis à l'Action française d'afficher une certaine sympathie pour les communards, car ces derniers représentaient des alliés utiles dans le combat contre la République de Thiers. Cependant, cette sympathie est étouffée dans une large mesure après 1936 sous un torrent de propos fielleux que provoquent la crainte d'une révolution, ou d'une guerre civile, et la haine de ceux qui en seraient responsables, bref, l'impossibilité de nier désormais le fossé social et politique que la conjoncture a rendu plus profond. La conscience de ce fossé devient impossible à masquer lorsque la dimension affective du souvenir de la Commune prédomine. Cette conscience relève donc à la fois de l'idéologique et de l'affectif. Et en face de cette situation, l'Action Française est acculée à l'aveu du choix qu'elle ferait si une guerre civile se déclarait. Elle ne pourrait que se ranger du côté de l'ordre établi, contre les ouvriers et contre les héritiers des communards.

Le Front Populaire ne produit pas dans le Temps de phénomène de diffracti-
on analogue entre le discours idéologique portant sur la Commune et les senti-
ments qu'elle suscite, étant donné que le journal reste fidèle à sa consigne du
silence. Cependant, il est clair que ce silence tient à la fois à un argument
d'ordre idéologique, soit la volonté de ne pas augmenter les motifs de discorde
existant entre les Français, et à une mauvaise conscience vis-à-vis de la condui-
te de Thiers et des siens, personnages que le Temps ne peut s'empêcher d'admirer
par ailleurs. Or, le motif idéologique avancé par le journal pour justifier sa
discrétion n'est peut-être aussi qu'une manifestation de mauvaise conscience que
l'on cherche à maquiller en invoquant les intérêts supérieurs de la nation.

Le jeu entre l'affectif et l'idéologique, ainsi qu'entre la part du sym-
bole et celle de l'exemple offre donc un premier intérêt, du point de vue des
formes du souvenir de la Commune. A ce propos, nous avons d'ailleurs démontré
que les critères d'analyse conçus par Georges Haupt en fonction du souvenir
conservé par la gauche pouvaient aussi bien servir à une étude menée dans une
perspective plus large. Mais ce jeu est aussi révélateur d'ambiguïtés présentes
au coeur des comportements face au Front Populaire et renseigne finalement sur
certaines attitudes fondamentales des courants politiques français de l'entre-
deux-guerres.

ANNEXE : Nombre de manifestants au Père-Lachaise selon les quotidiens.

Manifestation communiste	Manifestation commune (ou défilés tenus le même jour)	Manifestation socialiste
1919		
1920	40 000 (<u>Humanité</u>)	
1921 60 000 (<u>Humanité</u>)		200 (<u>Humanité</u>)
1922	60 000 (<u>Humanité</u>)	
1923	60 000 (<u>Humanité</u>) 16 000 (<u>Oeuvre</u>) 12 500 (<u>Temps</u>)	
1924 80 000 (<u>Humanité</u>)		
1925	60 000 (<u>Humanité</u>)	
1926 75 000 (<u>Humanité</u>)		
1927 100 000 (<u>Humanité</u>) 5 000 (<u>Action fran- çaise</u>)		
1928 10 000 (<u>Temps</u>)		
1929		9 000 (<u>Populaire</u>) 2 000 (<u>Oeuvre</u>)
1930 7 000 (<u>Oeuvre</u>)		10 000 (<u>Populaire</u>) 8 000 (<u>Oeuvre</u>)
1931 40 000 (<u>Humanité</u>)		10 000 (<u>Populaire</u>)
1932 60 000 (<u>Humanité</u>) 15 000 (<u>Temps</u>)		3 000 (<u>Humanité</u>) 15 000 (<u>Populaire</u>)
1933 75 000 (<u>Humanité</u>)		15 000 (<u>Populaire</u>)
1934	100 000 (<u>Humanité</u>) dont 75 000 (<u>Populaire</u>)	6 000 socia- (<u>Humanité</u>) 25 000 listes (<u>Populaire</u>)

Manifestation communiste	Manifestation commune (ou défilés tenus le même jour)	Manifestation socialiste
1935	200 000 (<u>Humanité</u>) 200 000 (<u>Populaire</u>) 200 000 (<u>Oeuvre</u>)	
1936	600 000 (<u>Humanité</u>)	
1937	200 000 (<u>Populaire</u>)	
1938		
1939	200 000 (<u>Humanité</u>)	

RESUME

La Commune de 1871 a profondément marqué les mentalités politiques françaises, son souvenir continuant au XXe siècle à diviser les Français, et, plus spécialement, à opposer la droite et la gauche. A cet égard, l'état des tensions politiques et sociales de la France de l'entre-deux-guerres conféra une signification et une intensité particulières à la mémoire de la Commune, dont le présent travail s'est appliqué à explorer certains aspects. Nous avons étudié le souvenir de l'événement dans ses dimensions idéologiques et affectives, tel qu'il s'exprimait dans la presse d'opinion parisienne, au moment des commémorations annuelles de 1871 tenues par la gauche, entre 1919 et 1939.

Les quotidiens et l'hebdomadaire choisis couvrent cinq des tendances politiques françaises les plus importantes de l'entre-deux-guerres, depuis la gauche communiste jusqu'à la droite monarchiste. Ce sont l'Humanité (parti communiste), le Populaire (S.F.I.O.), l'Oeuvre (radical-socialisant), le Temps (centre-droit), et l'Action française (droite), tendance complétée par l'hebdomadaire Candide.

Le travail est divisé en deux grandes parties : un cadre d'analyse, puis l'étude des journaux proprement dite.

Le cadre d'analyse comprend d'abord un survol historiographique des interprétations de la Commune qui eurent cours jusqu'en 1939. La gauche socialiste fut enthousiasmée par le soulèvement. Ses différents courants essayèrent d'y lire les confirmations de leurs propres théories et de tirer de l'échec les leçons nécessaires. La droite monarchiste exécrâ la Commune : elle y perçut une menace pour la France, la religion, la société, la civilisation en général. A partir de 1880, cependant, une frange nouvelle de cette droite, qu'allait incarner l'Action française, remit à l'honneur le patriotisme des communards, chez qui elle distingua de bons et de mauvais éléments. Quant à la gauche non socialiste, elle se montra modérément

hostile aux insurgés. Elle condamna leur conduite, mais leur trouva des excuses, et reconnut leurs aspirations républicaines et patriotiques.

Un second chapitre donne un aperçu socio-économique et socio-politique de l'entre-deux-guerres. Il permet d'isoler deux moments durant lesquels le souvenir de la Commune put resurgir avec une vigueur inaccoutumée : 1° l'immédiat après-guerre, marqué par les déceptions d'une paix qui n'apporta pas la sécurité et la position internationale attendues, ainsi que par des mouvements de grèves menés par une classe ouvrière chez qui la révolution d'octobre avait soulevé de grands espoirs ; 2° survénant en pleine dépression économique, et alors que le péril allemand se profilait à l'extérieur, l'époque du Front Populaire, qui procura aux travailleurs l'impression éphémère de sortir de leur ghetto social et de faire partie intégrante de la nation.

Le cadre d'analyse s'achève sur une caractérisation des six journaux étudiés. L'Humanité et le Populaire, instruments des deux grands partis ouvriers français, étaient lus presque exclusivement par des militants de ces formations, et le quotidien communiste fut le seul à atteindre des tirages importants. Assez éclectique dans ses opinions, l'Oeuvre exprimait le point de vue de l'aile gauche du parti radical. Sa clientèle se recrutait parmi les couches supérieures des assises de ce parti, chez des enseignants en particulier. Le Temps, conservateur et républicain, représentait les intérêts politiques et économiques d'un public très stable, celui de la grande bourgeoisie. L'Action française, journal de combat du mouvement du même nom, souffrit de ses heurts avec l'Eglise et le prétendant au trône, conservant toutefois des appuis au sein des professions libérales, de l'armée et de la petite bourgeoisie. Quant à Candide, hebdomadaire politique et littéraire de qualité, il s'adressait nécessairement à un public cultivé. Si nos journaux ne rejoignaient pas les couches populaires, ils touchaient donc les milieux les plus importants à la vie politique française.

Nous avons conduit l'étude des six journaux en nous servant de critères conçus

par Georges Haupt, quoiqu'il les ait pensés en fonction de l'analyse des images de la Commune transmises dans les milieux de gauche seulement : la Commune comme symbole et la Commune comme exemple, que caractérisent respectivement le "descriptif" et le "significatif".

Le symbole est l'élément autour duquel les trois quotidiens de gauche trouvèrent le terrain d'entente le plus facile. Ils s'accordèrent autour d'une Commune héroïque et souffrante, dont les épisodes dramatiques sont narrés comme une légende. Les espoirs de la Commune jouèrent un rôle essentiel dans la force de ce symbole. L'Humanité d'avant 1934 déduisait de l'origine ouvrière des communards leurs aspirations socialistes. C'était aussi l'opinion du Populaire, qui consentait en outre à vanter les visées républicaines et patriotiques des insurgés. Avec la poursuite de la justice sociale, ces derniers buts étaient également reconnus par L'Oeuvre, qui se pencha sur le sujet surtout après 1934. Sous le Front Populaire, les trois journaux se rapprochèrent, en présentant une Commune patriotique, républicaine et populaire, plutôt qu'exclusivement prolétarienne.

L'utilisation de l'exemple de la Commune fut plus contrastée. Le journal de la S.F.I.O. déduisait de l'échec du soulèvement la nécessité d'un passage graduel et sans violence au socialisme, tandis que son concurrent communiste, au terme de critiques sévères des erreurs communardes, concluait au besoin d'un parti bolchevik capable de réussir une révolution armée. L'Oeuvre, par contre, ne prétendait tirer aucune leçon de la Commune. Le Populaire et L'Humanité cessèrent d'ailleurs d'insister sur les enseignements de l'insurrection sous le Front Populaire, si ce n'est pour se réclamer d'un rassemblement des ouvriers et des petits bourgeois identique à celui de 1871.

Le Temps détestait les communards et n'aimait pas parler de l'insurrection : il y voyait le symbole d'une guerre civile dont il fallait éviter de réveiller le souvenir ; il affichait une mauvaise conscience devant la répression voulue par Thiers. Le Temps ne se servit guère de l'exemple de 1871 que sous la forme d'une mise en

contradiction de la gauche des années 1919-1939 avec les communards.

La tendance "Action française" condamnait à la fois les Versaillais et les communards, protagonistes d'une guerre civile qu'elle considérait comme l'aboutissement fatal de tout régime républicain. Mais tandis que la démonstration de ce dérapage s'intensifiait après 1936, et que des rapprochements étaient établis entre Front Populaire et Commune, le symbole de l'événement se modifiait : sous l'effet de la peur, la haine se reportait surtout sur les communards, et l'Action française en appela même à l'oubli de 1871.

Plus que l'immédiat après-guerre, le Front Populaire émerge comme le moment privilégié des résurgences du souvenir de 1871. Cinq des six journaux en témoignent, le Temps manifestant sa gêne habituelle à traiter le sujet. Des impératifs stratégiques imposèrent alors à la gauche de taire l'exemple de la Commune et de s'en tenir à la présentation d'un symbole quasi commun, tandis que du côté de la droite, les réactions affectives au Front Populaire suscitérent une diminution de l'écart entre les formes du symbole de la Commune avancées par le Temps et par l'Action française.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
BIBLIOGRAPHIE	IX
1 ^{ère} PARTIE: LE CADRE D'ANALYSE	.
CHAPITRE I. <u>Survol historiographique de la Commune</u>	1
A. <u>La gauche socialiste</u>	1
B. <u>La droite monarchiste</u>	8
C. <u>La gauche non socialiste</u>	13
CHAPITRE II. <u>Aperçu des conditions économiques et politiques de</u> <u>l'entre-deux-guerres</u>	19
A. <u>Aperçu socio-économique</u>	19
I. Les désillusions financières de la paix	20
II. La prospérité des années vingt	22
III. La dépression des années trente	25
B. <u>Aspects de la conjoncture socio-politique</u>	29
I. L'immédiat après-guerre	29
II. La gauche de 1921 à 1934	32
III. Le Front Populaire	33
CHAPITRE III. <u>Aperçu de la presse d'opinion parisienne de l'entre-</u> <u>deux-guerres</u>	42
A. <u>L'Humanité</u>	44
B. <u>Le Populaire</u>	47
C. <u>L'Oeuvre</u>	49

D. <u>Le Temps</u>	52
E. <u>L'Action française</u>	56
F. <u>Candide</u>	60
2 ^e PARTIE: L'ANALYSE DES JOURNAUX	
Introduction	69
CHAPITRE IV. <u>Les journaux de gauche et la Commune</u>	72
A. <u>La Commune comme symbole</u>	72
I. Nature et espoirs de la Commune	73
a. Révolution prolétarienne ou révolution populaire	73
b. Les visées sociales de la Commune	76
c. Republicanisme et patriotisme	78
II. L'oeuvre de la Commune	82
a. Les réalisations	82
b. Les erreurs	87
III. La Commune racontée	90
a. Le légendaire et le dramatique	90
b. Typologie des héros communards	96
Conclusion	101
B. <u>La Commune comme exemple</u>	103
I. Le rôle mobilisateur de la Commune	104
a. De l'identification au martyr communard à l'esprit de vengeance?	104
b. Identification aux espoirs de la Commune	110
II. Les leçons de la Commune	115
Conclusion	129

CHAPITRE V. <u>Les journaux de droite et la Commune</u>	141
A. <u>Le Temps</u>	141
I. La Commune comme symbole	141
II. La Commune comme exemple	146
a. Une leçon de la Commune	146
b. La Commune comme épouvantail?	146
c. La Commune retournée contre la gauche	148
Conclusion	150
B. <u>La tendance "Action française"</u>	152
I. La Commune comme symbole	152
a. Les crimes versaillais	153
b. Les crimes de la Commune	154
c. Une révolution sociale	159
d. Une certaine sympathie pour la Commune	160
II. La Commune comme exemple	162
a. Régime républicain et guerre civile	163
b. Une Commune infamante	166
c. L'attitude face aux manifestations avant 1936	168
d. Commune et Front Populaire	170
. Les réactions aux manifestations de 1936 et 1937	171
. La crainte d'une nouvelle Commune	172
. La politique du Front Populaire, à la lumière de la Commune	175
Conclusion	177

CONCLUSION	188
ANNEXE: Nombre de manifestants au Père-Lachaise selon les quotidiens	196
RESUME	198
TABLE DES MATIERES	202